

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

**Episcopatus
et pouvoir épiscopal à Béziers
à la veille de la Croisade Albigeoise
1152 - 1209**

THÈSE
PRÉSENTÉE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Henri VIDAL

MONTPELLIER

1951

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

**Episcopatus
et pouvoir épiscopal à Béziers
à la veille de la Croisade Albigeoise
1152 - 1209**

THÈSE

PRÉSENTÉE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Henri VIDAL

MONTPELLIER

1951

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. BECQUE, Professeur de Droit civil.
VIALLETON, Professeur de Droit civil.
GUENOUN, Professeur de Droit romain.
LEGAL, Professeur de Droit criminel.
DEMONTES, Professeur de Droit criminel.
ANTONELLI, Professeur d'Economie politique.
TISSET, Professeur d'Histoire du droit.
de LAUBADERE, Professeur de Droit constitutionnel, détaché au Maroc,
Directeur du Centre d'études juridiques de Rabat.
CABRILLAC, Professeur de Droit criminel.
COMBY, Professeur d'Economie politique.
COSTE-FLORET (Paul), Professeur de Droit civil, détaché comme
membre de l'Assemblée nationale.
MILHAU, Professeur d'Economie politique.
PEQUIGNOT, Professeur de Droit administratif.
BECQUE (Jacques), Professeur de Procédure civile et Voies d'exécution.
DESMOULIEZ, Agrégé, Chargé de cours de Droit constitutionnel.
DUFOUR, Agrégé, détaché à Alexandrie.
SAUTEL, Chargé de cours, Droit romain.
LEDUC, Chargé de cours, Economie politique.
DIJOL, Chargé d'un cours de Capacité.

ADMINISTRATION

MM. BECQUE, Doyen.
LEGAL, Assesseur.



SECRETARIAT

M. JULIEN, Secrétaire.

HONORARIAT

MM. MORIN, Doyen.
COURTIN, Professeur d'Economie Politique.
DUBOIS, Secrétaire.

JURY

Président.....	M. TISSET, Professeur.
Assesseurs.....	{ MM. GUENOUN, Professeur. MORINI-COMBY, Professeur.

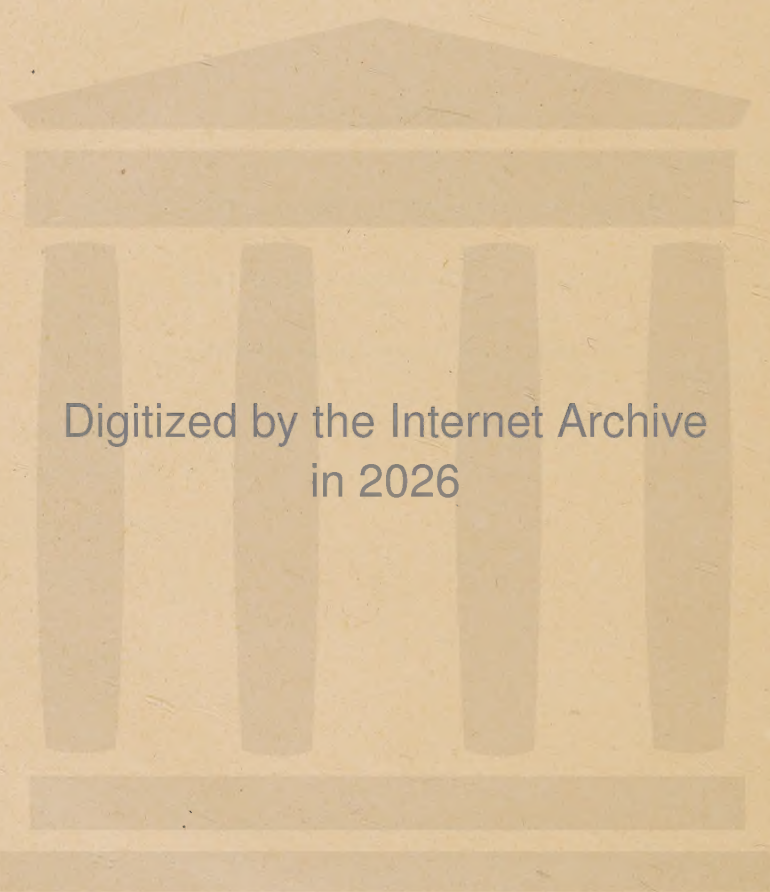
A MES MAÎTRES

MONSIEUR LE PROFESSEUR PIERRE TISSET

MONSIEUR LE PROFESSEUR GUENOUN

MONSIEUR LE PROFESSEUR COMBY

*en hommage de gratitude
et de profond respect.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Principales abréviations

H.L. = **Histoire du Languedoc**, Edition Privat.

G. Christ. = **Gallia Christiana**.

L.N. = **Livre Noir de Saint-Nazaire**, Edition Rouquette.

B.S.A.B. = **Bulletin de la Société Archéologique de Béziers**.

I - SOURCES

1° SOURCES NARRATIVES :

Chronique consulaire de la ville de Béziers, par **MERCIER** et **REGIS**, précédée de deux anciennes chroniques, B.S.A.B., t. III.

René d'ESTORIAC. — **Mémoires de plusieurs antiquités de la ville de Béziers**, publiées par A. Soucaille, B.S.A.B., 2^e série, t. IV, 1867.

Petri Vallium Sarnai monachi Historia Albigensis, éditée par Pascal Guébin et Ernest Lyon. Société de l'Histoire de France. Paris, 1925, 3 vol., in-8°.

2° SOURCES HAGIOGRAPHIQUES :

Les sources hagiographiques se rapportent uniquement à St Guiraud. Voir étude critique, ch. 1^{er}, appendice I.

3° SOURCES EPISTOLAIRES :

Bulles pontificales analysées dans **JAFFE WATTENBACH** : **Regesta pontificum romanorum**, 2^e édit., Lipsiac, 1885-1888, 2 vol., in-4°, qui renvoie aux diverses éditions.

4° SOURCES CANONIQUES :

MANSI. — **Sacrorum conciliorum amplissima collectio**, t. XIX, XX et XXI.

C. DOUAIS. — **Documents sur l'ancienne province de Languedoc**, t. I, Béziers religieux (XII^e et XIII^e s.). Paris, Toulouse, 1901, in-8°, donne une édition incomplète des statuts du Chapitre cathédral. Ces statuts sont aux archives de l'Hérault dans plusieurs manuscrits série G, non classés.

5° SOURCES DIPLOMATIQUES :

De beaucoup les plus importantes. Elles sont contenues dans :

Livre Noir de Saint Nazaire, copie de 1771 par Pompeati aux archives de l'Hérault, édité par l'Abbé Rouquette : **Cartulaire de Béziers (Livre Noir)**. Paris, 1918, in-8°.

Tonsura antiquior, arch. de l'Hérault, série G, non classée.

Livre de omnibus, arch. de l'Hérault, série G, non classée, 5 vol.

Inventaire de Gallien, arch. de l'Hérault, série G, non classée, 2 vol. (1682).

Nombreux actes édités dans **Histoire du Languedoc**, t. V et VIII.

Le fonds Doat renferme peut-être des actes inédits de cette période.

II - TRAVAUX

1° OUVRAGES GENERAUX :

Gallia Christiana, nouvelle édition, Paris, 1715-1865, t. VI.

Dom C. DEVIC et Dom J. VAISSETTE. — **Histoire générale du Languedoc**, 3^e éd., Toulouse, Privat, 1874-1894, in-4°, t. III à VIII.

A. FLICHE et V. MARTIN. — **Histoire de l'Eglise depuis les origines jusqu'à nos jours.**

T. VII, **E. AMANN et A. DUMAS.** — **L'Eglise au pouvoir des laïques**, 888-1057.

T. VIII, **A. FLICHE.** — **La réforme grégorienne et la reconquête chrétienne.**

T. IX, **A. FLICHE.** — **Du premier concile du Latran à l'avènement d'Innocent III**, 1^{re} partie (1123-1153).

T. X, **A. FLICHE, Y. AZAIS, Ch. THOUZELIER.** — **La chrétienté romaine.**

A. FLICHE. — **La réforme grégorienne**, Paris, Louvain, 1924-1937, 3 vol., in-8°.

A. FLICHE. — **La chrétienté médiévale**, t. VII², dans l'Histoire du monde, dirigée par E. Cavaignac, Paris, 1929, in-8°.

HEFELE-LECLERC. — **Histoire des Conciles**, t. IV et V, Paris, 1907 et suiv.

OLIVIER-MARTIN. — **Manuel d'Histoire du Droit français.**

A. DUPONT. — **Les cités de la Narbonnaise première depuis les invasions germaniques jusqu'à l'apparition du Consulat**, Nîmes, 1942, 798 p., in-8°.

G. SAIGE. — **Les Juifs en Languedoc avant le XIV^e s.**, Paris, 1881, 388 p., in-8°.

E. LESNE. — **Histoire de la Propriété ecclésiastique**, Paris, 1910-43, 8 vol.

Edouard FOURNIER. — **La Curie épiscopale.**

P. IMBART de LA TOUR. — **Les origines religieuses de la France. Les paroisses rurales du IV^e au XI^e s.**, Paris, 1900, 354 p., in-8°.

P. IMBART de LA TOUR. — **Les élections épiscopales dans l'Eglise de France du IX^e au XII^e s.**, Paris, 1890, in-8°.

P. GACHON. — **Histoire du Languedoc**, Paris, 5^e éd., 1921, in-8°.

Parmi les travaux innombrables sur l'hérésie albigeoise nous avons surtout consulté :

A. LUCHAIRE. — **Innocent III**, t. II, La croisade albigeoise, Paris, 2^e éd., 1906, 262 p., in-16.

C. DOUAIS. — **Les Albigeois. Leurs origines. L'action de l'Eglise au XIII^e s.**, Paris, 1879, in-8°.

- J. GUIRAUD.** — *Histoire de l'Inquisition au Moyen Age*, t. I, Origines de l'Inquisition dans le Midi de la France. Cathares et Vaudois. Paris, 1935.
- P. BERPERRON.** — *La croisade contre les Albigeois et l'union du Languedoc à la France*, Paris, 1942, 499 p., in-8°.
- L. THOMAS.** — *Quelques aspects peu connus de la croisade contre les Albigeois*, Cahiers d'Histoire et d'Archéologie, 1931, p. 237.
- L. DOMAIRON.** — *Rôle des Hérétiques de la ville de Béziers à l'époque du désastre de 1209*, Cabinet historique, t. IX, 1836, p. 95 à 103.
- D. ROCHE.** — *Le catharisme : son développement dans le Midi de la France et les croisades contre les Albigeois*, Communication faite au Congrès des Sciences historiques, Carcassonne, 1937, 39 p., in-16.
- Y. DOSSAT.** — *Le clergé méridional à la veille de la croisade albigeoise*, Revue historique et littéraire du Languedoc, 1944, p. 263-279.
- Y. DOSSAT.** — *Le Comté de Toulouse et la féodalité languedocienne à la veille de la croisade albigeoise*, Revue du Tarn, t. IX, 1943, p. 75-90.
- Y. DOSSAT.** — *Cathares et Vaudois à la veille de la croisade albigeoise*, Revue historique et littéraire du Languedoc, t. II, 1945, p. 390-397; t. III, 1946, p. 170-183.
- F. VERNET.** — *Albigeois* dans Dictionnaire de Théologie Catholique, t. I, col. 677-686, Paris, 1909.
- E. GRIFFE.** — *Albigeois* dans Catholicisme, Paris, 1947, t. I, col. 275-279.
- Fernard NIEL.** — *Béziers pendant la Croisade contre les Albigeois*, Cahiers d'Etudes Cathares, 1953, n° 15, p. 139-157.

2° ETUDES SPECIALES :

- E. BONNET.** — *Bibliographie du diocèse de Montpellier*, Montpellier, 1900, in-8°.

Outre les notices du *Gallia Christiana*, t. VI, et de l'*Histoire du Languedoc*, t. IV, il faut citer :

a) sur les évêques de Béziers :

- P. ANDOQUE.** — *Catalogue des Evêques de Béziers*, Béziers, 1651, 138 p., in-4°.
- E. SABATIER.** — *Histoire de la ville et des évêques de Béziers*, Béziers, 1854, 493 p., in-8°.

sur Matfred II :

- E. MARTIN et L. GUIRAUD.** — *Histoire de la ville de Lodève depuis ses origines jusqu'à la Révolution*, t. I, Montpellier, 1935.

sur saint Guiraud :

Mémoires pour servir à la vie de saint Guiraud, 2^e Prieur de Cassan, Evêque de Béziers, publiées par l'Abbé Soupaiac, Montpellier, 1884, in-8°.

Acta Sanctorum, mois de novembre, t. III.

sur Réginald de Montpeyrroux :

Léon VINAS. — *Biographie de quelques évêques originaires de Montpeyrroux*, Lodève, 1862, 62 p., in-8°.

b) sur Saint-Nazaire :

- L. NOGUIER. — Notice historique du chapitre de Saint-Nazaire de Béziers, B.S.A.B., 2^e série, t. VIII, 1875, p. 132.
- Mgr C. BLAQUIERE. — Cathédrale Saint-Nazaire, Béziers, Guide historique, 2^e éd., Béziers, 1933, 124 p., in-8°.

c) sur les abbayes et prieurés du diocèse :

- A. CROUZAT. — Histoire de la ville de Roujan et du prieuré de Cassan, Béziers, 1859, in-8°.
- A. FABRE. — Histoire de Roujan, précédée d'une histoire générale de son canton, Mâcon, 1859, in-8°.
- A. COSTE. — Saint Aphodise, apôtre de Béziers et son église à travers les âges, Béziers, 1899, in-8°.
- ROUQUETTE. — Vie de saint Fulcran, Revue historique du diocèse de Montpellier, Montpellier, 1910, t. II, p. 238.

d) sur la milice du Temple et l'hôpital de Saint-Jean de Jérusalem :

- E. BONNET. — Les Maisons de l'Ordre du Temple dans le Languedoc Méditerranéen, Nîmes, 1924. 33 p., in-8°.
- A. SOUCAILLE. — Les Templiers et les Hospitaliers à Béziers, B.S.A.B., 2^e série, t. XIII, 1886, p. 154-163.
- CASSAN. — La Commanderie et la paroisse de Campagnoles près Cazouls-les-Béziers, B.S.A.B., 3^e série, t. X, p. 1 à 142.

e) sur les vicomtes de Béziers :

- L. NOGUIER. — Les vicomtes de Béziers. Précis historique et archéologique. Extinction de l'Albigéisme, Béziers, 1894, in-8°.
- J. AZAIS. — De Roger II, vicomte de Béziers, et d'un acte portant reconnaissance des droits du vicomte, de l'évêque et des habitants de Béziers, B.S.A.B., 2^e série, t. I, 1936, p. 46.
- J. GIROU. — Trencavel et le drame albigeois, Paris, 1934, 269 p., in-16.
- L. THOMAS. — Qui était seigneur de Béziers en 1209 ? Cahiers d'Histoire et d'Archéologie, 1934, 8 p.

f) Archéologie :

- E. BONNET. — Répertoire archéologique du département de l'Hérault, Période wisigothique, carolingienne et romane, Montpellier, 1937, 99 p., in-8°.
- M. de DAINVILLE. — Les églises romanes du diocèse de Montpellier, Monspe-liensia, t. II, fascicules 2 et 3, Montpellier, 1937.
- E. THOMAS. — Dictionnaire topographique du département de l'Hérault, Montpellier, 1865, 278 p., in-4°.

Introduction

Tout a été dit sur l'hérésie albigeoise. Peut être est-ce pour celà que tant de choses restent à dire. De l'Hystoria Albigensis de Pierre des Vaux de Cernay à la Croisade contre les Albigeois de Pierre Belperron, les études historiques se sont accumulées avec l'implacable régularité des sédimentations géologiques. Certes de notables divergences séparent les auteurs et, tandis que les uns exaltent l'œuvre purificatrice des Croisés, d'autres reprochent à l'Eglise d'avoir déchaîné sur le Midi « brillant et futile » la barbarie des hommes du Nord.

Sur d'autres points, les historiens sont unanimes : pour l'ensemble de la tradition, le Languedoc était tout entier gagné à l'hérésie, grâce à la médiocrité du clergé et à l'appui de la noblesse.

Ainsi Jean Guiraud a pu écrire : « A la fin du XII^e siècle, Cathares et Vaudois avaient gagné dans le Midi de la France l'opinion publique ; la plus grande partie de la population leur était acquise » (1) et plus loin : « Cette popularité de l'hérésie n'avait d'égale que l'impopularité du clergé ». Ce clergé est peint sous de très sombres couleurs : « Comme il était naturel, le clergé paroissial suivait parfois cet exemple donné par de hauts dignitaires de l'Eglise, et, au milieu des populations rurales et urbaines, il donnait le scandale de mœurs relâchées, et, soit par paresse, soit par complicité, soit par peur des seigneurs et des populations hérétiques au milieu desquelles il vivait, il ne faisait rien pour combattre l'hérésie. »

Pierre Belperron exprime la même opinion : « (En 1198) l'hérésie était triomphante en Languedoc » (2) ou encore : « L'hérésie albigeoise trouva refuge en Languedoc. Là l'Eglise avait perdu son ascendant sur les âmes et le pouvoir civil son autorité sur les corps... La France du Midi tendait à se séparer de l'Europe chrétienne pour constituer un état hérétique autonome » (3).

(1) J. GUIRAUD, *Histoire de l'Inquisition*, t. I, p. 357.

(2) P. BELPERRON, *La croisade contre les Albigeois*, p. 126.

(3) P. BELPERRON, *op. cit.*, p. 447.

Béziers, aux dires des mêmes historiens, n'avait pas été épargné et l'historiographie traditionnelle a vu dans cette ville une des capitales de l'hérésie (4).

Quelques sondages dans les textes ont éveillé en nous des doutes sur la solidité de ces affirmations. Mais nous n'avons certes pas été le premier à nous engager dans cette voie.

Déjà Auguste Molinier, dont les jugements en matière d'histoire méridionale gardent une singulière autorité, avait parlé d'une « minorité infime d'hérétiques » (5). Plus près de nous Louis Thomas a bousculé sans respect les jugements préconçus et les idées toutes faites et dans ses articles comme dans ses cours, cet esprit vif et pénétrant a commencé de rénover complètement l'histoire politique et religieuse du Languedoc au début du XIII^e siècle ; il ne se faisait point d'illusion sur l'immensité de la tâche à accomplir : « L'histoire de la croisade » contre les Albigeois, écrivait-il (6), est encore insuffisamment connue. Les études d'ensemble qui ont été publiées sont, pour la plupart, ou trop sommaires, ou gâtées par des passions et des préjugés, ou écrites d'un point de vue particulier, en fonction et comme en marge d'une autre histoire : histoire des Papes et de l'Eglise, histoire des rois de France et de la monarchie capétienne. Ni le beau livre d'Achille Luchaire : « Innocent III et la Croisade des Albigeois » (1905) ni le sobre et minutieux exposé chronologique de Jean Guiraud dans le Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastique au mot Albigeois, ne sont des synthèses satisfaisantes. Malgré le nombre déjà grand d'études de détail, malgré la valeur de certaines de ces études — le modèle en est le consciencieux travail sur l'Albigéisme que Jean Guiraud a publié comme Introduction à son « Cartulaire de Notre-Dame de Prouille » — bien des points de cette histoire demeurent encore obscurs ; bien des questions que pose le simple récit des faits ou la lecture des documents sont loin d'être résolues. »

La synthèse dont rêvait Louis Thomas est-elle possible ? Le moment ne paraît pas encore venu. Une étude exacte de l'hérésie et de la croisade ne pourra être tentée que lorsque le terrain aura été déblayé et que les institutions et le milieu languedociens au début du XIII^e siècle seront connus avec précision. Agir autrement c'est se condamner aux généralisations hâtives et aux hypothèses saugrenues.

(4) Cf. *Infra*, chap. V. Les mêmes idées se retrouvent dans E. GRIFFE, *Albigéois dans Catholicisme*, t. I, col. 275-279.

(5) H.L., t. VI, p. XII.

(6) L. THOMAS, Quelques aspects peu connus de la croisade contre les Albigeois, *Cahiers d'Hist. et d'Arch.*, p. 237, 1931.

Aussi, pour si passionnante que soit l'étude de l'hérésie, nous avons essayé de ne pas succomber à la tentation et nous n'avons pas fait d'elle le centre de notre travail. Nous avons cru fait œuvre utile et tailler modestement une pierre pour les synthèses futures en étudiant le pouvoir épiscopal à Béziers à la veille de la croisade albigeoise. Pour mener à bien notre enquête, il nous faut fixer avec précision son objet, tracer les limites dans lesquelles nous entendons l'enfermer et rechercher la valeur des sources dont nous disposons.

L'histoire de Béziers à cette époque n'est pas une terre vierge. J. Azaïs et L. Noguier, en particulier, ont étudié le pouvoir vicomtal. Le pouvoir épiscopal est resté dans l'ombre. Pourtant cette étude présente un double intérêt.

Le pouvoir épiscopal s'est affermi à Béziers dans la seconde moitié du XII^e siècle. Les premiers fonctionnaires de la Curie épiscopale apparurent alors. Sur le plan féodal, les évêques surent maintenir ou accroître leurs droits sur Béziers dont ils devinrent vraiment les co-seigneurs, tandis que, sur le plan du droit canonique, ils résistèrent victorieusement aux abbayes dans la lutte pour l'exemption.

L'intérêt de cette étude augmente si l'on considère ensuite les rapports du pouvoir épiscopal et de l'hérésie. M. Dossat a bien aperçu le lien qui existe entre ces deux notions : « Certains » évêques, écrit-il, grâce à la place qu'ils occupaient dans la » hiérarchie féodale, disposaient de moyens plus étendus que » d'autres pour lutter contre l'hérésie. A côté de l'activité » personnelle des prélats, on doit en effet tenir compte de leur » puissance temporelle. C'est un facteur que l'on a négligé de » mettre en valeur jusqu'à présent... Les véritables nids d'hérétiques sont les fiefs laïques tels Lombers... Il n'y a guère que » l'exception de Béziers, mais la turbulente cité a toujours été » rebelle au joug de l'évêque comme d'ailleurs à celui du » vicomte » (7).

Nous ne croyons pas que l'opinion de M. Dossat, juste et neuve pour l'ensemble du Languedoc, soit exacte pour Béziers. Du moins nous invite-t-elle à examiner les rapports du pouvoir épiscopal et de l'hérésie. Il faudra alors, par une étude critique de l'historiographie traditionnelle, faire table rase de la légende selon laquelle, par la carence du pouvoir épiscopal, l'hérésie triompha à Béziers.

Les limites de notre travail ont d'abord été fournies par la géographie. Dans l'espace nous ne dépassons pas le cadre du

(7) Yves Dossat, *Le clergé méridional à la veille de la Croisade albigeoise. Revue Hist. et Lit. du Languedoc*, 1944, p. 263-278.

diocèse de Béziers. Ce diocèse dont une carte rappelle ici les contours essentiels, s'étendait de la montagne à la mer ; son axe était constitué par la vallée de l'Orb. Il était limité à l'ouest par les diocèses de Narbonne et d'Albi, au nord par le diocèse de Rodez, et à l'ouest par les diocèses de Lodève, de Montpellier et d'Agde.

Deux dates, 1152 et 1209 fixent dans le temps les limites de notre enquête. En 1152 mourut Bermond de Levezou. Sa disparition marque la fin d'une période. Durant la première moitié du XII^e siècle en effet, les évêques de Béziers ont contribué à des titres divers, à transformer l'atmosphère religieuse de leur diocèse, tandis que les véritables progrès du pouvoir épiscopal se placent au-delà de 1152.

1209 est le terme tout naturel de notre enquête. Certes les progrès réalisés dans le domaine politique et canonique ont subsisté et la croisade n'a pas résolu le problème de l'hérésie albigeoise. Mais le siège de Béziers marque une coupure si nette et clôture d'une manière si péremptoire une période, qu'il serait téméraire et arbitraire de le dépasser. Au XIII^e siècle, dans le domaine politique, l'intrusion du pouvoir royal modifia le rapport des forces au détriment de l'épiscopat : on pénètre dès lors dans un monde différent. Quant à l'hérésie, si nous avons réussi à jeter quelques nouvelles clartés sur les origines de l'Albigéisme dans le Biterrois notre tâche sera accomplie. Les conséquences religieuses de la croisade, si elle en a eu, et le développement de l'Inquisition sont hors de notre propos.

Limiter notre enquête dans le temps et dans l'espace n'est pas suffisant. Il faut encore fixer notre position à l'égard de l'histoire générale. Nous avons rigoureusement éliminé toute dissertation de portée générale. Certes l'histoire de Béziers n'est intelligible qu'à sa lumière, mais la réforme grégorienne, le pontificat d'Innocent III, la politique capétienne et la Croisade ont été étudiés dans leur ampleur. Il ne s'agit point de voir l'histoire du monde du haut du clocher de Saint-Nazaire.

De même nous nous sommes abstenu de toute présentation de la doctrine cathare. Il est impossible de l'étudier dans le cadre d'un diocèse ; aucun document biterrois ne fournit la moindre précision à ce sujet. N'ayant rien de neuf à apporter, nous renvoyons une fois pour toutes aux études d'ensemble qui ont essayé d'exposer les grands traits de la pensée et de l'organisation cathare. Nous avons agi de même à l'égard du droit canonique et du droit féodal : toute digression d'ordre général serait ici oiseuse.

Il nous a fallu enfin résister aux tentations d'extrapolation. L'erreur de certains historiens de l'Albigéisme a été d'étendre

à toute une région, des conclusions fondées sur une information hâtive et sur une documentation fragmentaire, et qui ne sont valables sans doute que pour quelques diocèses. Nous avons essayé de ne pas les imiter. Une généralisation de nos conclusions serait présomptueuse et injustifiée. Seules des monographies d'autres diocèses pourraient un jour permettre une synthèse. Notre travail veut s'enfermer rigoureusement dans les cadres ainsi définis et s'appuyer sur une étude complète des sources.

Les sources dont nous disposons peuvent se ranger en deux groupes : celles qui sont antérieures à 1209 et celles qui sont postérieures.

Le premier groupe comprend des chartes, des canons conciliaires et des bulles pontificales.

Les chartes sont les plus nombreuses. Elles sont contenues pour la plupart dans le Livre Noir de Saint Nazaire. Sans doute ce Livre Noir appelle-t-il un certain nombre de réserves. Il n'existe qu'une copie du XVIII^e siècle. Ce cartulaire, qui est celui du chapitre, et non de l'Evêque, est incomplet, et l'on trouve d'autres actes, en petit nombre, dans la Tonsura Antiquior, le livre De Omnibus, et l'Inventaire de Gallien. Le fonds Doat renferme peut-être pour cette période des actes encore inédits. Il est fort possible que les chanoines par esprit de corps aient expurgé leur Cartulaire et fait disparaître des documents gênants pour l'honneur du chapitre. Cependant nous n'avons pas relevé de falsification ou d'interpolation. Ces réserves ne rendent que plus sensible l'absence d'une bonne édition critique : quels que soient ses mérites et son extrême utilité, l'édition de l'Abbé Rouquette ne peut se présenter comme une édition critique. Par leur nombre et leur objectivité les chartes du Livre Noir constituent la source essentielle de notre travail. Malheureusement les cartulaires de l'Evêque et des Abbayes ont disparu. C'est une perte irréparable car le Livre Noir n'y supplée que pour une faible part.

Les canons conciliaires et les bulles pontificales ne méritent pas une étude spéciale car ils obéissent aux lois du genre. Pour tout ce qui touche à la vie religieuse et à l'hérésie nous attachons une extrême importance à leurs indications comme à leur silence. Nous devons signaler que le silence convergent des chartes, des canons et des bulles nous paraît être en matière d'hérésie par exemple, un argument de grand poids (8).

(8) Nous avons étudié à part (Chap. I, Appendice) *les Sources de la vie de S. GUIRAUD*.

Les textes postérieurs à 1209 ont, sur ce premier groupe, une double infériorité : ils sont tardifs et partiiaux.

Tardifs, puisque Pierre des Vaux de Cernay, le premier historien de la Croisade, n'est venu en Languedoc qu'en 1212. Ce moine passionné, admirateur sans nuances de Simon de Montfort, est violemment hostile aux hérétiques en général et aux Biterrois en particulier. Pourtant, au moins pour la croisade en Biterrois, il a fait œuvre de polémiste et non d'historien. Il ne raconte pas la croisade, il la justifie. Nous ferons plus loin (9) une étude minutieuse de son témoignage. Ces critiques atteignent également, quoique avec moins de force, les autres historiens de la croisade.

(9) Cf. *Infra*, chap. V.

CHAPITRE PREMIER

Le Diocèse de Béziers au milieu du XII^e siècle

Le XI^e siècle fut à Béziers, très pauvre en événements spectaculaires. Celui qui voudrait retrouver, à l'échelle de ce diocèse les scandales et les luttes qui déchirèrent la Chrétienté serait fort déçu. Tout au plus le Livre Noir livre-t-il au XI^e siècle le nom d'un chanoine concubinaire, un certain Lambert qui, avec sa concubine et son fils naturel, acheta une vigne (1), l'aveu d'un imposteur qui se faisait passer pour prêtre sans avoir reçu les ordres (2), et peut-être la preuve de la vénalité de l'évêque Béranger (3), dans l'exercice de la justice. Le nicolaïsme et la simonie n'avaient point fait grand ravage dans le diocèse de Béziers.

De l'histoire des abbayes à cette époque nous ignorons à peu près tout (4) : impossible dès lors de connaître leur importance et leur valeur. Le chapitre cathédral, mieux connu, était en piteux état : selon Matfred III, par la faute des évêques ses prédécesseurs, les Chanoines avaient abandonné la vie commune et ne récitaient plus l'office canonique. Ces désordres graves marquaient un fléchissement de la discipline ecclésiastique et appelaient un redressement.

Sans doute les évêques de Béziers n'eurent point à jouer les Grégoire VII. Mais sous la direction, et avec l'appui du Saint Siège, Matfred III, Arnaud de Levezou, s. Guiraud et Bermond de Levezou ont accompli les redressements indispensables. Il n'est pas question de raconter leur histoire mais de dresser selon quelques lignes de force, le bilan de l'œuvre accomplie.

(1) L.N., p. 68, n° 60.

(2) L.N., p. 99, n° 78.

(3) L.N., p. 76, n° 66.

(4) Nous avons groupé dans le Chapitre IV tous les renseignements sur les abbayes avant le XII^e siècle,

En regardant les choses de haut les faits saillants de cette période semblent être les suivants : l'influence grandissante du Saint Siègre, la renaissance de la vie commune du chapitre, la fondation de Cassan, le développement de la vie chrétienne. Tous ces faits s'orchestrent autour de l'idée centrale d'un écho des réformes de Grégoire VII. Il faut aussi étudier le patrimoine de Saint-Nazaire, que les évêques ont maintenu et agrandi.

I

L'INFLUENCE DU SAINT SIÈGE

L'influence du Saint Siègre, très importante dans la seconde moitié du XII^e siècle (5), ne cessa de grandir dès la fin du XI^e siècle. Un simple mot, cueilli au hasard d'un texte, atteste la pénétration des idées romaines. Nous lisons dans un acte de 1129 : « Ego Bermondus in quantum mihi a Domino et beato Petro apostolo tradita est potestas... » (6). N'est-ce point comme le symbole de l'attachement plus étroit des évêques de Béziers à la papauté ?

L'action pontificale est perceptible dans le mouvement de croisade, elle s'exerça par des Conciles présidés par des Légats et par des bulles adressées aux évêques de Béziers.

Trois fois, durant la première moitié du XII^e siècle les vicomtes de Béziers s'enrôlèrent dans l'armée des Croisés. De 1101 à 1105, Bernard Aton suivit l'armée de secours organisée par Urbain II avant sa mort. En 1118, il partit pour l'Espagne avec la croisade de reconquête qu'avait décidée le Concile de Toulouse. A son tour, Raymond Trencavel s'embarqua pour la Terre Sainte.

Sans doute les vicomtes qui accompagnaient Raymond de Saint Gilles ou Alphonse Jourdain, obéissaient plus aux prescriptions du droit féodal qu'aux appels des Papes. Mais il y eut à Béziers des départs plus significatifs. Des gens de condition moyenne, en nombre évidemment inconnu, partirent pour les Lieux Saints. Ça et là des formules du Livre Noir l'attestent : ainsi, en 1107, Ricuin faisait une donation mortis causa d'un fief à Pierre Rostaing « si vivus revenerit de Jherusalem » (7).

Plus encore que par ces départs dont nous ignorons l'importance, l'intérêt suscité par la croisade est attesté par une vieille chronique biterroise écrite en langue romane vers le

(5) Cf. *infra*, chap. IV.

(6) L.N., p. 183, n° 136

(7) L.N., p. 148, n° 108

milieu du XIII^e siècle (8). Voici ce qu'elle rapporte du XII^e siècle :

En 1099 : fut pris Jérusalem.

En 1100 : mourut le Comte de Saint Gilles.

En 1113 : Majorque fut prise.

En 1146 : Alemania fut prise.

En 1147 : Tortosa fut prise.

En 1149 : Lerida et Traga furent prises.

En 1186 : Jérusalem, le royaume de Sion et le roi furent pris et la vraie croix rapportée à Jérusalem.

La chronologie est inexacte, mais dans sa sécheresse, cette litanie héroïque permet de sentir l'intérêt éveillé par les entreprises du Saint Siègle en Orient et surtout en l'Espagne : à l'exception d'un fait local sans importance, que nous avons omis, tous les événements dont le souvenir s'était conservé, ont trait à la croisade. C'est là un témoignage de l'influence de la Papauté dans le diocèse de Béziers.

Par les conciles, le Saint Siègle exerça une influence plus profonde qui permit la diffusion des idées grégoriennes. Les conciles provinciaux semblent s'être surtout occupés d'affaires locales. Tantôt ils se réunissent pour la consécration d'un monastère (Cressan en 1132 (9) et peut-être Cassan en 1115) (10), tantôt ils tranchent des différends entre les évêques et les monastères (entre Dalmace, archevêque de Narbonne et l'abbaye de Grasse en 1090) (11), ou encore ils encouragent le mouvement réformateur (le concile de 1129 (12) confirma les donations faites à s. Just pour aider le chapitre à mener une vie régulière). En fait ces conciles n'ont pas posé d'actes essentiels. Ce qu'il faut surtout en retenir ici, c'est le contact fréquent des évêques de Béziers avec leur archevêque qui cumulait parfois, comme Richard, ancien abbé de Saint Victor, et Arnaud de Levezou, les fonctions de métropolitain et de Légat du Saint Siègle. Par leur intermédiaire, les évêques se pénétraient des consignes et de la pensée pontificales.

Les Papes, d'ailleurs, possédaient des moyens plus directs, plus extraordinaires, pour faire connaître leur volonté : les Conciles généraux ou provinciaux qu'ils tenaient lors de leurs voyages.

Nous ne pouvons affirmer catégoriquement la présence des évêques de Béziers, ni à Clermont, ni à Nîmes, ni à Toulouse en 1119. Nous ignorons également si Urbain II lors de son périple en Languedoc est venu à Béziers. Du moins nous savons que Calixte II s'arrêta dans cette ville le 1^{er} juillet 1119. Il date

(8) Editée par le B.S.A.B., 2^e série, t. III, p. 82.

(9) DOAT, vol. 55, f. 193.

(10) H.L., t. III, p. 628 ; t. V, Ch. et Dip., n^o 455.

(11) MANSI, *op. cit.*, t. XX, col. 729-734.

(12) DOAT, vol. 55, f. 193 ; H.L., t. V, Col. 1562.

en effet de Béziers une bulle adressée à l'abbé de Saint Victor de Marseille (13).

Mais, plus que dans les conciles ou que dans les passages si rapides des papes, nous sentons l'action du Saint Siège à Béziers, dans les bulles nombreuses que les Papes ont adressées à nos évêques et qui laissent voir les progrès de la centralisation ecclésiastique : entre les évêques et les abbayes, les Papes interposent leur autorité souveraine par la pratique de l'appel à Rome que les bulles adressées à Joncels recommandent formellement (14). La centralisation grégorienne n'hésitait pas à intervenir dans des débats minimes (difficultés avec l'abbaye d'Aniane (15), construction de la chapelle seigneuriale (16)) montrant par là la sollicitude minutieuse avec laquelle le Saint Siège suivait la vie chrétienne des diocèses.

Enfin, en 1153, Eugène III plaça sous la protection de Saint Pierre le patrimoine de Saint Nazaire.

II

LE PATRIMOINE DE SAINT NAZAIRE

L'étude détaillée du patrimoine de Saint Nazaire sur lequel s'étendait en 1153 la sollicitude pontificale est hors de notre propos. Nous n'énumérerons ni ses agrandissements, ni les usurpations (17), d'ailleurs peu nombreuses, dont l'Episcopat eût à se plaindre avant le milieu du XII^e siècle. Mais il est nécessaire de voir, dans son ensemble, la base temporelle dont disposaient les évêques et l'Eglise Cathédrale ; deux textes fondamentaux peuvent nous servir de guide : la bulle d'Eugène III (18) et un inventaire dressé au début du XI^e siècle par l'évêque Matfred (19).

En 1153, à la prière de l'évêque Guillaume, le Pape Eugène III plaça sous la protection du Saint Siège l'Eglise Saint Nazaire et confirma cette église dans la possession de son patrimoine. Saint Nazaire possédait alors :

l'abbaye de Saint Jacques,
l'abbaye de Saint Aphrodise,
l'église Saint Saturnin,
le monastère de Saint Pierre de Joncels,

(13) Bulle *Dominus predecessor*, JAFFÉ WATTENBACH, t. I, n° 6707 ; H.L., t. IV, note 49.

(14) *Gallia Christ*, t. VI, *Inst.*, col. 128, n° 3 ; col. 135, n° 10 ; col. 136, n° 11.

(15) Bulle *Perlatus est clamor*, JAFFÉ W., t. II, n° 8955.

(16) JAFFÉ W., t. II, p. 64, n° 9350 ; H.L., t. V, n° 572, col. 1092.

(17) MANSI, *op. cit.*, t. I, col. 727 ; L.N., p. 117, n° 80 ; ANDOQUE, *op. cit.*, p. 59 ; SABATIER, *op. cit.*, p. 191.

(18) L.N., p. 239, n° 177 ; JAFFÉ W., t. II, n° 9716.

(19) L.N., p. 63, n° 56. Peut-être faut-il lire Ansefred et non Matfred.

le monastère de Saint Martin de Villemagne,
l'église Sainte Marie de Cassan,
les églises de :

Saint Xist	Die
Sainte Marie de Frangouilles	Saint Sauveur de Puylaurens
Riviniac	Sainte Marie de Beaulieu
Avène	Rèdes
Clémencian	Capimon
Graizan	Faugères
Coujén	Murs
Alignan	Tongue
Fraisse	Camprian
Bassan	Valetras (?)
Cabrials	St Christophe de Margon
Torves	Binade (?)

Saint-Nazaire possédait encore les châteaux de Gabian et de Lignan, Aspiran avec l'église Saint Romain. Le Pape confirmait enfin tous les droits que Saint Nazaire possédait sur Béziers et sur ses faubourgs, le tiers de la leude de terre et de mer et le cens sur les Juifs.

L'inventaire dressé par Matfred au début du XI^e siècle complète très heureusement cette bulle car il énumère surtout les biens fonciers de Saint-Nazaire, à savoir :

deux vignes : une à Agel, l'autre à Tressan

Gabian avec des vignes et des terres

Servian avec des terres incultes

Adissan avec des vignes et des terres

à Divisan, trois condamines et d'autres domaines que des vassaux avaient en bénéfice,

des domaines à Dunderas et à Buzas,

un domaine à l'étang de Peperel (?)

un domaine à Longuet,

dans le domaine des Pins (près d'Espondeilhan) les maisons de Sainte Marie avec des terres,

à Corneilhan l'église Saint Léon avec des terres,

à Lignan l'église Saint Vincent, une maison, une vigne, deux jardins avec un jardinier, sa femme et ses trois enfants,

Dans le domaine de Valle (?) l'église Saint Hippolyte avec des hêtres et un moulin,

à Poussan, une partie de l'église Saint Nazaire avec terres et jardins,

à Graizan, une maison avec des terres,

à Villeneuve, une vigne,

à Bassan, une maison avec trois chambres et une vigne,

à Divisan, deux coulonges (ancienne tenure de colon),

à Joiras (?) une villa,

à Baissan, une coulonge,

à Pailhan, une coulonge,

dans le domaine d'Aureilhan, trois champs,

à Tressan, une vigne,
à Vexerate, une coulonge
à Plenejas (?) un domaine avec des terres incultes,
à Irinian (?) l'église Saint Pierre avec des terres et des vignes,
aux Aspres, l'église St Christophe avec des terres incultes,
à Abeilhan, l'église St Pierre avec des terres incultes,
dans le domaine des Parets, l'église St Nazaire avec deux champs,
aux Boullenas, une maison, une vigne et trois champs,
l'église Saint Pierre dans le désert (In heremo, à héric ?)
avec des terres incultes,
dans le diocèse de Narbonne, dans « l'insula Lici » (?) un domaine avec des vignes et des terres et à Capestang, les salines de Saint Nazaire.

Ce patrimoine ainsi dispersé dans tout le diocèse, s'accrut par des dons et par des déguerpissements. Au milieu du XII^e siècle les possessions de Saint Nazaire étaient nombreuses aux abords de Béziers : à Montibel, à Libouriac, à Saint-Jean d'Aureilhan et surtout à Badonnes. Sur les rives de l'Orb, où la cathédrale avait installé des moulins, à Carlet, à Bagnols et à Saint Pierre du Bois, s'étendaient ses plus beaux domaines, Divisan-Combegrasse et Saint Pierre du Bois ou du Bosc.

Après 1152, ce patrimoine s'agrandit encore. Il n'est pas certain qu'une étude minutieuse du Livre Noir permette de suivre ces transformations, car toutes les tractations n'y figurent peut-être pas : d'ailleurs cette rescension nous paraît en dehors des limites de notre sujet.

La bulle de 1216 (20) par laquelle Honorius III confirmait Saint Nazaire dans la possession de ses biens, n'est pas un guide plus sûr. Elle ajoute à la liste donnée par la pancarte d'Eugène III les châteaux de Valros, de Cazouls, de Baissan et de Servian.

Ces agrandissements sont peut-être postérieurs à la croisade : c'est en tout cas certain pour le dernier qui ne fut enlevé à son seigneur qu'après sa condamnation.

Si d'un côté le patrimoine de Saint Nazaire s'est accru, d'un autre côté il a souffert de plusieurs usurpations. Après la croisade, l'Evêque de Béziers demanda l'appui de Simon de Montfort contre des seigneurs qui détenaient injustement des dimes ; Jean Guiraud en a publié la liste (21) :

Guilhem, Seigneur de Thézan avait usurpé les dimes de Thézan et Aspiran,

Guiraud de Roquecels, celles de Puissalicon,

Béranger Guiraud, celles de Carlencas,

Rixend, femme de Moigne de Montblanc, les dimes de Montblanc,

(20) L.N., p. 543, n° 361.

(21) J. GUIRAUD, *op. cit.*, p. 338 ; comme Source DOAT, t. 62, p. 37 à 62.

Bernarde, femme de Bernard Sicard, les dimes de Pis (Pins ?),

Pons, de Ganges, les dimes de Poupian et de St Bauzile, Adélaïde et Bermond de Gabian, les dimes de Névian (Nébian ?),

Auger de Mourèze, les dimes de Pézenas,

Raymond Béranger, de Murviel, les dimes de Corneilhan,

Guilhem Pons, d'Abeilhan, les dimes de Pouzac,

Guilhem de Ventron et Raymond, de Saint Nazaire, les dimes de Saint Nazaire,

Aigline et Bernarde, filles de Bernard de Roquebrune, celles de Vieussan et de Roquebrune.

Enfin, Guillemette, femme de Bernard de Montesquieu, levait des dimes éparses dans tout le Biterrois.

L'Eglise de Béziers qui disposait d'une base territoriale importante, a donc été victime pendant tout le XII^e siècle d'usurpations de dimes. Le pouvoir épiscopal a été beaucoup plus fort à l'égard des vicomtes, des abbayes ou des hérétiques qu'à l'égard des possesseurs des dimes inféodées. Dans ce domaine, il a été impuissant : ce fut sa plus grande et peut-être sa seule faiblesse.

III

LA LIBÉRATION DES ÉLECTIONS ÉPISCOPALES

Les rapports des évêques et des vicomtes seront étudiés plus loin dans leur ensemble (22). Les difficultés qui surgirent entre l'Episcopatus et le Comitatus de 1131 à la fin du XII^e siècle furent d'ordre féodal. Nous voulons simplement ici envisager le problème de l'élection épiscopale, sous l'angle canonique. Ce problème est capital pour l'étude du pouvoir épiscopal mais il est singulièrement obscur.

Le point de départ est net : dans son testament en 990, Guillaume léguait Béziers « cum episcopatu » à sa fille Garinde (23). Le vicomte qui disposait de l'évêché comme d'un bien ordinaire, était certainement maître de l'élection.

La maison de Toulouse a, elle aussi, joué un rôle. Au XII^e siècle encore les noms d'Arnaud et de Bermond de Levezou sont significatifs. Arnaud était le fils du comte de Levezou et d'Arsinde, de la famille des comtes de Rouergue (24) ; Bermond était son proche parent, probablement son neveu. Peut-être faut-il voir dans leur nomination la main de leur famille.

(22) Cf. *infra*, ch. III, 4^e partie.

(23) H.L., t. III, ch. 25 ; t. V, Chartes et dipl., n° 144 ; L.N., p. 52, n° 49.

(24) H.L., t. IV, note 57, col. 248.

Pour la première moitié du XII^e siècle, seule la vie de s. Guiraud, Prieur de Cassan et évêque de Béziers, fournit une indication textuelle mais combien fragile. Nicolas de Cilly, l'auteur présumé des *Mémoires* pour servir à la vie de s. Guiraud (25) n'hésitait pas à déclarer que s. Guiraud fut élu évêque par le clergé et par le peuple. Malheureusement, cet historien, qui abonde en général en références précises au Cartulaire ou au Coutumier de Cassan, ne fait suivre cette affirmation d'aucune indication de ce genre : ce doit être là une formule toute faite et sans grande portée. La légende du Bréviaire était beaucoup moins explicite : « Le siège de Béziers étant vacant, il fut élu par tous. » Les Bollandistes ne sont pas hommes à se compromettre davantage : « Il fut élu à l'épiscopat par les suffrages et par la faveur de tous. » Le « *Omnibus* » de la Légende fournit tout de même une indication. Dire que l'évêque a été élu par tous, cela veut dire que l'élection n'était le monopole de personne et qu'elle ne dépendait pas uniquement du vicomte ou du chapitre. Mais il est impossible d'affirmer sur d'aussi faibles indices que le peuple élisait l'évêque.

Aucun texte de la première moitié du XII^e siècle ne fait allusion au rôle électoral des chanoines. Par contre, deux textes de la seconde moitié du siècle sont plus explicites. En 1175, l'abbé de Saint-Aphrodise reconnaissait qu'il ne participait pas à l'élection épiscopale : « Abbas Sancti Affrodisii, quia nunquam habuit vocem in Capitulo Sancti Nazarii neque in electione episcopi, concedimus quod nunquam habeat. » (26).

Une formule plus claire encore se trouve dans le « *Mémoriale Benefactorum Sancti Nazarii* » (27). Si le *Mémorial*, plusieurs fois remanié, est assez difficile à dater dans son ensemble, les premiers articles datent sans doute du XII^e siècle. Ils reproduisent sans grandes variantes des actes de cette époque. Or, nous relevons cette formule : « In electione episcopi quando tractatur a canonicis Biterrensis. »

Ces deux formules montrent d'abord qu'à l'encontre de certains diocèses, les abbayes ne jouaient pas, du moins en droit, un rôle dans l'élection de l'évêque. Surtout, elles affirment comme un droit normal et traditionnel les prérogatives du Chapitre en la matière.

Nous tenons donc les deux bouts de la chaîne : En 990, le Vicomte était maître de l'élection ; dans la seconde moitié du XIII^e siècle, les chanoines élisait l'évêque. Les maillons intermédiaires font défaut. Les longues vacances qui précédèrent l'élection de Matfred III ou qui suivirent la mort de s. Guiraud s'expliquent peut-être par des antagonismes ou par les conflits. Mais ici, tout est obscurité. Seul le résultat est connu et non les modalités.

(25) Voir Appendice au chapitre I : Etude critique des Sources de la vie de S. Guiraud.

(26) L.N., p. 358, n° 328.

(27) C. DOUAIS, *Béziers religieux*, p. 200.

Dans la première moitié du siècle, le Chapitre a reconquis l'élection épiscopale. Cette libération, prélude de tous les progrès du pouvoir épiscopal, n'a été possible que grâce à la réforme qui a rendu au Chapitre son importance et sa dignité.

IV

LA RÉFORME DU CHAPITRE DE SAINT-NAZAIRE

Les origines du Chapitre de Saint-Nazaire sont inconnues, car les textes manquent. Elles furent semblables, à n'en pas douter, à celles des autres chapitres cathédraux. Le premier texte qui mentionne les chanoines de Saint-Nazaire date de 897. « Per donitum (lisez donum) proprii episcopi, nomine Tructario, et consensum canonicorum. » (28)

Au X^e siècle, des dons enrichirent la manse capitulaire : ainsi un don est fait en 937 « stipendis et usibus et cibariis ipsi canonici » (29) ou en 977 « ipsa villa habeant communiter » (30). En 1036, Etienne, évêque de Béziers, donna aux chanoines des terres près de Saint-Aphrodise, des questes et un cens à Palers et à Aurillac (31).

Au XI^e siècle, le Chapitre eut maille à partir avec les évêques. Dans un plaid qui opposa Saint-Nazaire à un certain Odon, l'évêque Béranger témoigna contre les chanoines malgré leurs protestations : « Ipse vero episcopus in sua malitia quod in corde habebat, perseveravit et nihil eis credere voluit propter cupiditiam auri, quod ab eis erat accepturus » (32). D'autres malheurs plus graves frappèrent le Chapitre. Nous en ignorons le détail, mais en 1092, Matfred pouvait parler d'une véritable destruction du Chapitre : « Destructionem chanonice sancti Nazarii, olim factam ab antecessoribus meis episcopis » (33). Les chanoines ne vivaient plus en commun, ne fréquentaient plus les offices divins et négligeaient les affaires ecclésiastiques.

Matfred III restaura le chapitre en 1092. La méthode employée était très simple : Matfred donnait au Chapitre les biens de la prévôté et de la sacristie. La charte ne les énumère pas tous. Elle se borne à signaler plusieurs maisons qui devaient rester, leur vie durant, à leurs occupants et revenir ensuite au chapitre. Quelques maisons, à l'ombre de la cathédrale, ont

(28) L.N., p. 7, n° 9.

(29) H.L., t. V, col. 176.

(30) H.L., t. V, col. 283 ; L.N., p. 38, n° 39.

(31) L.N., p. 71, n° 63.

(32) L.N., p. 76, n° 66 ; H.L., t. V, col. 471.

(33) G. CHRIST, t. VI, Instr., col. 132 ; L.N., p. 121, n° 92.

subsisté jusqu'en 1944 (34). Parmi les dépendances de la sacristie, Matfred énumérait les églises de Saint-Félix, Sainte-Madeleine, Saint-André, Saint-Saturnin et Saint-Julien.

Le but visé était lui aussi très simple : ce don devait assurer la vie matérielle du Chapitre : « Ut per totum annum communiter vivant et pauperes inde gaudeant et ad ecclesiam plenius et devotius quam solent occurrant et pro vivis et defunctis, sicut mos postulat ecclesiasticus, exorcent. » Et Matfred de conclure : « Ipsi qui se, ob ratione victus sui, coram Deo et hominibus inexcusabiles fiant. »

Il est très curieux de noter que Matfred accomplit une réforme uniquement matérielle. Pour rendre les chanoines à la vie canoniale, il a songé exclusivement à reconstituer leur mense. Faut-il en conclure qu'une réforme morale était inutile ou qu'une épuration préalable avait éliminé sans bruit les éléments douteux ? Ne faudrait-il pas plutôt croire que le Chapitre a laissé subsister une charte qui lui octroyait des droits, mais qu'il a su faire disparaître toutes les mesures ou toutes les allusions blessantes pour son honneur ? Ici encore le silence des textes ne permet pas de conclure.

Cette réforme capitale avait été précédée d'une autre également importante. En 1077, moyennant six cents sous, Matfred obtint le déguerpissement de Raimond de Faugères et de son frère Roger, qui s'étaient emparés de l'archidiaconné. La réforme de Matfred, que s. Guiraud encouragea en confirmant la charte de 1092, semble avoir été durable. Les textes du XII^e siècle suggèrent l'idée d'une vie canoniale régulière et rien ne permet de croire que le Chapitre ne fut pas fidèle aux intentions de Matfred.

De ce Chapitre ainsi réformé, on peut étudier rapidement la richesse temporelle, l'organisation et la piété.

La mense capitulaire n'a cessé de s'enrichir au XII^e siècle, soit par des dons, soit par des déguerpissements nombreux, surtout sous l'épiscopat de Bermond de Levezou. L'histoire du patrimoine de Saint-Nazaire mériterait à elle seule une longue étude qui déborde les limites de notre travail (35). Nous serons simplement amené plus tard à examiner si le Chapitre ou certains de ses membres ne vivaient pas dans une excessive opulence (36).

Si les documents sont nombreux sur la gestion de la mense, ils sont au contraire très rares sur l'organisation du Chapitre. On ne saurait utiliser pour cette période les statuts élaborés au XIII^e ou au XIV^e siècles et seules sont valables quelques indications éparses dans les chartes.

(34) Elles furent rasées par la volonté d'un urbanisme intempestif et inintelligent. Il ne reste plus que des photos et un plan dressé au siècle dernier par Louis NOGUIER.

(35) Cf. *supra*, ch. I, 2^e partie.

(36) Cf. *infra*, ch. VI, 2^e partie.

Le nombre des chanoines est inconnu : il oscilla vraisemblablement entre huit et douze. Parmi eux, on comptait un certain nombre de dignitaires : les archidiaques, le chantre, le sacriste, le camérier, le maître d'école (caput scole ou capiscol) (37). Nous pouvons deviner leurs attributions, mais aucun texte ne les fixe avec précision pour le XII^e siècle.

A côté des chanoines, le clergé de Saint-Nazaire groupait des hebdomadiers en nombre inconnu. Ils devaient être chargés par roulement d'assurer les offices.

Sur le plan moral, le silence des textes prouve au moins l'absence de scandales éclatants. Une fondation, vers 1130, semble attester de la piété du chapitre. En 1128, un concile tenu à Narbonne avait créé une association de prières pour l'âme des adhérents (38). A la mort de l'un d'entre eux, tous les autres devaient célébrer ou faire dire une messe pour le défunt. La messe du premier lundi de Carême était offerte pour les membres dont la mort restait ignorée. Bermond de Levezou, qui assistait à ce concile, compléta cette association pour son diocèse vers 1130 (39). Il constitua avec ses chanoines une confraternité à laquelle pouvaient participer d'autres clercs ou des laïques. L'évêque et les chanoines devaient suivre l'enterrement avec des cierges allumés, d'une livre pour l'évêque et d'une demi-livre pour les chanoines. Si l'évêque était absent au moment des obsèques, il était tenu, dès son retour, de célébrer une messe pour le défunt et de visiter sa tombe. Les autres membres se faisaient inscrire sur la charte de confraternité en indiquant le poids du cierge qu'ils désiraient offrir. Enfin, l'évêque donnait pour l'ornement de la cathédrale les cierges de tous les membres et les lits des confrères défunts.

Au total, nos connaissances sur le Chapitre restent claires. La réforme de Matfred demeure le fait essentiel. Elle a voulu être surtout une restauration ; la fondation de Cassan est, au contraire, une fondation beaucoup plus originale.

V

LE PRIEURÉ DE CASSAN (40)

La fondation de Cassan est sans doute le fait le plus original de l'histoire religieuse de Béziers au XII^e siècle. Les débuts de ce prieuré sont inséparables du nom de s. Guiraud, d'autant

(37) A côté de Béziers, sur la route d'Agde, un domaine porte encore aujourd'hui le nom de Capiscol.

(38) HEFELE-LECLERC, *op. cit.*, t. V, p. 888.

(39) L.N., p. 186, n° 136.

(40) Sur Cassan, voir : H.L., t. IV, p. 782 ; A. CROUZAT, *Histoire de Roujan*, 2^e partie ; A. FABRE, *Histoire du Canton de Roujan*.

plus qu'ils sont connus par des sources hagiographiques (41). La relative abondance de la documentation permet de donner de Cassan une image assez détaillée.

I. — *Les origines de Cassan et la formation de s. Guiraud*

A quatre lieues au nord de Béziers, non loin de la source de la Tongue et du village de Roujan, s'était établie, dans la seconde moitié du XI^e siècle, une communauté de chanoines réguliers de Saint Augustin. D'où venaient ces chanoines ? D'après Nicolas de Cilly, les premiers chanoines de Cassan venaient de chapitres ou de collégiales qu'ils avaient quittés pour mener dans la solitude une vie conforme à leurs aspirations. Comme Matfred, évêque de Béziers, s'intéressa aux débuts du prieuré, Nicolas de Cilly se demande si les chanoines dissidents n'appartenaient pas au chapitre de Béziers avant sa réforme. L'hypothèse est ingénieuse, acceptable, mais invérifiable.

L'origine du prieuré reste inconnue. Le premier texte (42) relatif à Cassan date de 1080 ; en présence de Framalde, cardinal de l'Eglise romaine, le seigneur Guilhem Alquier et sa femme donnèrent à la Vierge Marie et à Pierre, premier prieur de la Communauté, l'église et l'alleu de Cassan. Ce texte est considéré comme la charte de fondation du monastère, auquel il donna l'indépendance. Trois ans après, Guilhem Alquier complétait sa donation en vendant aux chanoines toutes les appartenances de l'Eglise. Ce furent là les débuts du prieuré, dans lequel le jeune Guiraud entra vers 1085.

Guiraud naquit à Puissalicon, près de Béziers, vers 1070. En 1085, il rédigea en effet une charte de Cassan ; sans doute alors était-il novice et âgé d'une quinzaine d'années. Nous ignorons tout de sa famille et de sa première enfance. Ses parents le conduisirent jeune encore au prieuré de Cassan, où il passa la majeure partie de sa vie. Les chartes qu'il a signées permettent d'établir avec précision la chronologie de sa carrière.

Du 30 octobre 1094 au 27 septembre 1101, il est désigné comme diacre ; de 1101 au 4 mai 1105, il signa vingt-cinq chartes en qualité de chanoine. Enfin, le 9 août 1106, on lit sur une charte : « Geraldus prior scripsit ». En 1080, le monastère ne comptait que le prieur et six chanoines ; la communauté se développa rapidement et Guiraud prit la tête d'une maison florissante tant par le nombre de ses chanoines que par l'importance des donations reçues : un nombre considérable de chartes en fait foi. Le nouveau prieur donna une grande impulsion à cette maison et fit de Cassan un monastère riche et fervent.

(41) Cf. Appendice au chapitre I. *Etude critique des Sources de la vie de S. GUIRAUD.*

(42) H.L., t. III, ch. 12, p. 424 ; t. V, ch. et dipl., n° 337.

II. — *La richesse de Cassan*

Depuis les deux donations de Guilhem Alquier, les dons se multiplièrent. Offrandes en nature, en domaines ou en argent, faites souvent pour l'âme du donateur ou de sa famille, ont constitué un vaste patrimoine qui s'étendit au cours du XII^e siècle. La disparition totale des archives ne permet en aucune manière de l'évaluer. Toutefois, le nombre des chartes (soixante-dix) signées par Guiraud est une preuve incontestable.

Ces donations permirent au prieur de doter le monastère des bâtiments qu'il n'avait pas encore. Il fit d'abord construire la chapelle (43). De son œuvre subsiste aujourd'hui deux travées de la nef, le portail et le campanile au sujet duquel M. de Dainville a écrit : « Le maître d'œuvre ne s'est pas « contenté de l'orner d'incrustations de pierres noires, il a eu « recours à tous les procédés décoratifs dont il pouvait disposer. « Des baies circulaires, en étoiles ou quadrilobées, s'épanouissent en fleurs d'ombre, dans la lumière du mur baigné de « soleil, et, dans l'ombre de la corniche où des archivoltés, des « modillons et des perles allument des points de lumière. L'architecture ajourée des fenêtres ne lui a point suffi. Il rompt la « ligne du cône de pierre qui le couvre pour intercaler une « couronne dont le ciel fournit tous les saphirs. » (44)

La chapelle était achevée lors de sa dédicace solennelle en 1115, puisque le maître-autel et les autels latéraux furent simultanément consacrés. La cérémonie eut lieu avec le concours de Richard, archevêque de Narbonne, d'Aton, archevêque d'Arles, d'Arnaud, évêque de Béziers, de Bernard, d'Agde, de Gautier, de Maguelonne, de Jean, de Nîmes, d'Arnaud, de Carcassonne et de Raymond de Balbastre. L'éclat exceptionnel d'une telle cérémonie que rehaussaient par leur présence deux archevêques et six évêques, la foule qui y assistait témoignait de l'importance du nouveau monastère et de la valeur de son prieur. Un nombre impressionnant de reliques avait été enfermé dans les autels ou avait enrichi le trésor du monastère. Les cheveux de Saint Pierre étaient parmi les plus originales et les plus caractéristiques. Cassan possédait aussi un fragment de la vraie Croix et des pierres prises au Calvaire, à Bethléem, au tombeau de la Vierge et même au Mont Sinaï.

A côté de la chapelle, le prieur a édifié les bâtiments claustraux et un hôpital pour les pauvres dont il est fait mention dans une charte de 1118. Ces bâtiments sont aujourd'hui détruits. La richesse ne fut pas un obstacle à la ferveur et, dans le monastère qu'il avait élevé, Guiraud fit fleurir les vertus monastiques.

(43) E. BONNET, *Répertoire archéologique du département de l'Hérault*.

(44) *Monspelliensia*, t. II, fasc. 3, p. 309.

III. — *La ferveur de Cassan*

Deux faits essentiels permettent de croire à la ferveur du nouveau prieuré : la règle qu'avait imposée Guiraud et l'exemple qu'il donna.

Nicolas de Cilly pense, et les Bollandistes n'en disconviennent pas, que les points essentiels du coutumier sont l'œuvre du saint lui-même. L'ancienneté du coutumier rend cette hypothèse vraisemblable.

Pour Guiraud, le chant de l'office était la première fonction du chanoine. Chaque jour, les chanoines de Cassan chantaient, selon un horaire minutieusement établi, l'office du jour, l'office des morts et celui de la Vierge ; ils écoutaient en outre la lecture du martyrologue et du nécrologue du monastère. Le chant de l'office n'empêchait point de faire oraison matin et soir. Le saint recommandait particulièrement comme thème de méditation le vie du Christ, selon le cycle liturgique.

Une place importante était faite à la dévotion envers la Vierge. Dès la fondation du monastère, les chanoines se placèrent sous le vocable de Notre-Dame de Cassan. Chaque jour, ils récitaient son office et chantaient solennellement le « *Salve Regina* ». Cassan participait ainsi au grand courant de piété mariale qui a soulevé le Moyen Age.

L'étude occupait les moments libres. Il était défendu de se promener dans le cloître sans un livre à la main. Par contre, la règle, de tendance intellectualiste, ne prévoyait pas de travaux manuels.

Les mortifications les plus générales étaient le silence presque perpétuel et la séparation rigoureuse du monde. Les chanoines jeûnaient trois fois par semaine pendant l'Avent et le Carême. Il existait à Cassan certaines pratiques curieuses, mais il n'est pas possible de dire si elles datent de s. Guiraud ; mentionnons-les pour mémoire. A certains jours, il était défendu de se peigner ; les trois derniers jours de la semaine sainte, les chanoines marchaient pieds nus et le vendredi saint ils lavaient les pieds à autant de pauvres qu'il y a de jours dans l'année, etc... Ainsi Cassan était doté d'une règle originale, qui s'inspirait surtout de s. Augustin.

Pour la ferveur du monastère, l'exemple de Guiraud fut sans doute plus important encore que la règle. Aussi il convient de dégager maintenant les traits essentiels de sa personnalité.

Guiraud fut d'abord un malade. Né avant terme et difforme si l'on en croit la tradition, il mourut à 52 ans. Peut-être cette faiblesse physique l'a-t-elle influencé dans la rédaction de la règle, lorsqu'il néglige les travaux manuels. Surtout, la maladie ne fait que mieux ressortir la trempe d'une âme « maîtresse du corps qu'elle anime » ; car la maladie n'a pas empêché le prieur d'être un grand administrateur.

Les bâtiments d'un monastère ne s'élèvent pas en quinze ans, une maison à ses débuts ne peut avoir un aussi bel éclat et

une telle prospérité que s'il y a à sa tête un administrateur de valeur. Administrateur, il le fut jusqu'au bout : il a signé une charte d'échange avec Agde quinze jours avant sa mort. Ce qui montre la richesse de sa personnalité, c'est que ce malade, cet administrateur écrasé par les soucis matériels et spirituels du monastère, fut aussi un saint.

Il est toujours difficile, surtout lorsque la documentation est aussi réduite, de caractériser la sainteté d'un homme du Moyen Âge : la banalité est un des traits les plus constants de l'hagiographie médiévale. Lorsque la Légende du Bréviaire parle de chasteté, d'humilité ou de charité, il est trop facile de répondre d'une part que, s'il ne possédait pas ces vertus à un degré héroïque, ce ne serait pas un saint, et d'autre part, que cette énumération ne renseigne guère sur la pratique et sur le concret de ces vertus. Un fait incontestable donne quelques précisions sur la qualité de cette sainteté : de 1084 à 1101 il est resté diacre. Il a attendu sept ans le sacerdoce, soit par respect outré des règles canoniques, soit par une humilité très grande qui l'a fait hésiter devant cette dignité. De fait, humilité et obéissance aux règles semblent être les qualités les plus éminentes de s. Guiraud. En outre, si l'on en croit l'un de ses disciples, il n'hésitait pas à s'imposer plus d'austérités que la règle n'en prévoyait. Dans son oraison funèbre, Bertrand, sacriste de Narbonne, rapporte que le saint macérait son corps par de dures mortifications : « Non paucis suppliciis corpus suum macerans » : Et il jeûnait souvent dix jours au pain et à l'eau.

Malade dominant sa faiblesse, administrateur remarquable d'un grand prieuré dont il a fait un centre de prières, continuateur de l'œuvre de Matfred III et capable de pratiquer dans l'ombre du cloître comme dans les honneurs de l'épiscopat les plus belles vertus chrétiennes, telle nous apparaît, au travers d'une documentation trop rare, la haute figure de s. Guiraud.

VI

ÉTAT MORAL ET VIE CHRÉTIENNE

L'effort de redressement entrepris par l'épiscopat biterrois sous l'impulsion pontificale a-t-il atteint le peuple chrétien ? Ici encore, notre ignorance est grande et médiocre notre documentation.

Les paroisses sont fort mal connues. Nous ignorons leur nombre. Leur statut juridique ne devait différer en rien du statut des paroisses des autres diocèses. Nous verrons plus loin (45) que l'évêque a pu garder, dans la seconde moitié du

(45) Cf. *infra*, ch. IV, La lutte pour l'exemption.

XII^e siècle, son autorité et sa justice sur les paroisses qui dépendaient des abbayes.

De la vie paroissiale et de la valeur spirituelle et morale des desservants, nous ne savons rien. La fonction essentielle du prêtre semble avoir été le chant de la messe. Le prêtre était avant tout celui « qui ipsam ecclesiam decantaverit » (46). Les indications textuelles sont donc bien maigres, mais l'archéologie donne de la vitalité des paroisses une preuve que les textes n'ont pu fournir.

A la fin du XI^e siècle et durant la première moitié du XII^e, le diocèse de Béziers s'est couvert d'un « blanc manteau d'églises neuves » (47). Évidemment, ces constructions avaient commencé avant l'épiscopat de Matfred III et se poursuivirent après la mort de Bermond de Levezou. Mais, cette réserve faite, on est obligé de constater que cette période est riche en édifices nouveaux très divers.

Pour le service des châteaux, on bâtit de petites chapelles comme celle du vicomte, aujourd'hui disparue, ou celle de Saint-Jean d'Aureilhan, voûtée en berceau brisé, ou encore celle de Gargailhan, détruite au XX^e siècle, qui mesurait quatre mètres sur sept.

Les villages élevèrent aussi des églises dont certaines sont parvenues jusqu'à nous : Saint-Grégoire de Villemagne et l'église de Portiragnes, dont les nefs sont couvertes de charpentes ; Saint-Christophe de Margon, dont la voûte en berceau repose sur des chapiteaux historiés ; l'église de Bessan, voûtée en plein cintre, dont la voûte et l'abside pentagonale s'ornent d'une frise à billettes ; Villeneuve-les-Béziers, au clocher polychrome, etc...

Mais de toutes ces églises de villages, la plus parfaite dut être Saint-Etienne de Pezan. Seul le clocher subsiste au milieu du cimetière de Puissalicon. Abandonnée par une migration paroissiale, l'église disparut. La tour, isolée, excita la verve des archéologues qui virent parfois en elle une gigantesque lanterne des morts. Avec ses quatre étages équilibrés avec élégance et sa décoration polychrome, elle reste un des témoignages les plus achevés de l'art roman dans nos régions.

Les monastères ne restèrent pas en arrière. Des constructions de Joncels, seuls demeurent quelques fragments du cloître. En 1115 fut consacrée la chapelle de Cassan, que des réparations sacrilèges ont défiguré au XVIII^e siècle et dont il ne subsiste que deux travées, un portail et un campanile (48).

A cette époque, sans doute, Saint-Aphrodise fut bâti avec ses trois nefs. Les lourds piliers rectangulaires qui les séparent

(46) L.N., p. III, n° 87.

(47) Cette étude archéologique s'appuie sur les ouvrages cités dans la bibliographie ; nous avons quelque peu accentué leurs conclusions en ce qui concerne Saint-Nazaire. Ces remarques sur la cathédrale ne sont d'ailleurs que provisoires, une étude plus approfondie les complèterait ou les démentirait.

(48) Cf., chap. I, V^e partie. *Le prieuré de Cassan*, 2^e parag.

sont ornés parfois d'un cordon de billettes en damier. L'abside de Saint-Jacques est de la même époque : avec ses grands stylobates, ses colonnes engagées, sa corniche ornée d'oves et de modillons, qui repose sur des chapiteaux aux dessins stylisés, cette abside pentagonale est unique dans le diocèse depuis la disparition de Saint-André des Parets. Cette dernière église était bâtie dans un prieuré qui relevait de l'abbaye de Saint-Jacques : cette dépendance et la similitude des absides prouve une filiation artistique dont il est impossible de déterminer le sens. Notons enfin, à Saint-Jacques, que la première travée de la nef est couverte d'un berceau transversal ; ce n'est pas un transept, mais, comme l'a dit M. de Dainville (49), cela « constitue un hommage à cette partie absente ». La même disposition se retrouve à la Madeleine, dont les trois nefs doivent dater approximativement de la seconde moitié du XII^e siècle.

Saint-Nazaire fut fortement remanié durant cette époque : on peut sommairement distinguer deux campagnes de construction. La première bouleversa la nef primitive et appliqua sur ses murs les colonnes robustes à demi engagées et les chapiteaux où se mêlent des entrelacs, des pommes de pin, des feuilles d'acanthe et des monstres, tandis que, sur l'un d'eux, les mages achèvent leur marche à l'étoile.

Cet ensemble remonte à la fin du XI^e siècle ou au début du XII^e ; il n'est pas possible de donner une date plus ancienne aux chapiteaux. D'autre part, un texte donne une bien fragile indication sur la fin des travaux : en 1107, Pierre Ricuin, mourant, demanda à être enterré dans la cathédrale (50).

Dès le milieu du siècle, on éventra la nef pour lui donner l'actuel transept, au sujet duquel on peut avancer trois hypothèses :

1^o Le transept est roman, il a été couvert d'une croisée d'ogives au XIII^e siècle, mais la différence d'épaisseur entre le haut et le bas du mur (visible surtout au transept sud), le raccord au bâti des culots sur lesquels retombent les arcs, ne laissent pas de doute sur l'antériorité des murs.

2^o Le transept a été ajouté après la construction de la nef. Il a fallu couper les murs et l'on voit encore au croisillon nord le piedroit d'une fenêtre dont ce remaniement a exigé l'obturation.

3^o Cette réparation date vraisemblablement du milieu du XII^e siècle, époque à laquelle on a construit un transept à Saint-Étienne d'Agde.

L'ensemble de ces constructions, comme l'histoire même de la cathédrale, constitue un document de première valeur sur la vie chrétienne.

(49) M. de DAINVILLE, *op. cit.*, p. 404.

(50) L.N., p. 148, n^o 108.

Ces églises neuves attestent la générosité des fidèles qui, sur tous les points du diocèse, par leurs dons ou par leur concours, ont permis leur édification.

Elles montrent aussi la ferveur du peuple chrétien. On construit ou l'on agrandit les églises car celles qui existaient déjà se révèlent insuffisantes devant l'afflux des fidèles.

Enfin, ce renouveau de piété s'accompagna d'une amélioration de l'état moral. L'étude de l'état moral est d'autant plus délicate que les indices sur lesquels elle se fonde sont peu nombreux. Pourtant, trois sortes de faits laissent entrevoir un redressement dans les mœurs.

Le silence des textes fournit un premier argument. Ni les actes du Livre Noir, ni les bulles pontificales, ni surtout les canons conciliaires ne font allusion à la simonie, au nicolaïsme ou à l'immoralité des laïques : ce mutisme est significatif.

Par contre, les chartes de déguerpissement sont nombreuses. La reconstitution du patrimoine de Saint-Nazaire marque le déclin, au moins momentané, des usurpations ; et par suite atteste une amélioration morale.

Enfin, l'épiscopat de Guiraud, qui dura moins de deux ans (1122-1123) a surtout une valeur de symbole. Le fait d'avoir arraché à sa solitude un homme sévère pour lui et pour les autres, mais réputé pour sa sainteté, est la preuve du redressement religieux et moral réalisé à Béziers depuis la fin du XI^e siècle.

Le tableau que nous venons de brosser donne du diocèse de Béziers, vers le milieu du XII^e siècle, une image très fragmentaire. Dans ce bilan, nos ignorances ou nos incertitudes l'emportent sur nos connaissances. Aussi les conclusions ne sont-elles point faciles à dégager.

En schématisant quelque peu une matière complexe, on peut terminer ce chapitre par trois réflexions d'ensemble.

A la différence d'autres diocèses, il n'y a pas eu, à Béziers, un mouvement réformateur, non par incurie ou par faiblesse, mais parce qu'il n'y avait point matière à réforme.

Mais la fondation de Cassan, la réforme du chapitre, les progrès de la vie chrétienne témoignent d'un changement dans l'atmosphère spirituelle et d'un redressement moral.

Les évêques ont été les grands artisans de ce redressement. Ils ont libéré l'élection épiscopale de la tutelle laïque. Matfred par sa réforme, Guiraud par sa sainteté, Arnaud et Bermond de Levezou par l'influence que leur donnait leur naissance, ont rehaussé le prestige de l'épiscopat et augmenté son autorité. Par là, ils ont préparé les progrès que l'épiscopat a réalisés à Béziers dans la seconde moitié du XII^e siècle.

APPENDICE I

ETUDE CRITIQUE DES SOURCES DE LA VIE
DE S. GUIRAUD

Les sources de vie de s. Guiraud se réduisent à peu de chose : la légende du Bréviaire, éditée en 1534, et les Mémoires pour servir à la vie de s. Guiraud.

En 1883, Mgr de Cabrières, heureux d'honorer un saint local, demandait à l'archiviste de l'Evêché, l'abbé Soupairac, d'éditer un manuscrit anonyme qui racontait la vie de s. Guiraud, et dont, ajoutait-il, il n'avait pu découvrir l'auteur. Grâce à cette édition, consciencieusement faite en 1884, ces Mémoires relatifs à la vie de s. Guiraud nous sont parvenus, car le manuscrit a disparu depuis cette date. Nous n'en avons trouvé trace ni aux archives de l'Evêché, ni à la bibliothèque du grand séminaire, ni aux archives de l'Hérault. Légende et Mémoires ont été minutieusement étudiés par le P. Edgard Hocedez S.J. dans les « *Acta Sanctorum* » (1). Résumons, en la précisant au besoin, son argumentation.

Tout d'abord, il date les Mémoires et en trouve l'auteur. Ces mémoires ont été rédigés en deux étapes, entre 1702 et 1706 et après 1709. Car nous lisons dans ces Mémoires : « Ayant appris que M. l'abbé Pouget, si recommandable par son catéchisme de Montpellier », etc... Ce catéchisme fut publié en 1702. En 1706, l'archevêque de Narbonne, poussé par les raisons de l'auteur, rétablit le culte de s. Guiraud. Cet opuscule a été remanié après 1709 car il cite, sur la date de la mort de s. Guiraud, l'opinion de l'abbé Chatelain, publiée dans son martyrologe universel de 1709. Ce petit problème de datation n'a d'intérêt que parce qu'il permet de percer l'anonymat de l'auteur.

En effet, on lit dans le procès-verbal du chapitre général des Génovéfains, tenu en 1757 : « La légende de s. Guiraud est excessivement pauvre en faits, on en trouve quelques-uns dans une vie composée par un prieur de Cassan sur les titres de sa maison. » Il est peu probable que ce soit Louis de la Vergne Mortemart de Tressan, prieur de 1674 à 1712 et évêque du Mans, mais plutôt son successeur, Nicolas de Cilly. La documentation, presque tout entière tirée du chartier de Cassan, fournit une fois de plus la preuve que ce livre a été composé dans cette maison.

Cette vie a donc été rédigée par un homme instruit, vraisemblablement intelligent et doué d'un certain sens critique : il rejette, au grand regret de Mgr de Cabrières, un certain nombre de miracles qui lui paraissent sujets à caution. D'autre part, le prieur a sous la main une documentation de première valeur qu'il utilise abondamment et qu'il cite avec précision.

(1) Novembre, T. III.

Il appuie ses dires, soit sur le cartulaire du prieuré, soit sur le coutumier : soixante-dix chartes portaient la signature de s. Guiraud ; quant au coutumier, il était antérieur à 1387. A cette date, affirme-t-il, il avait été retranscrit car le livre qui le contenait tombait en poussière. Tous ces documents sont aujourd'hui perdus ; en 1789, la bibliothèque et les archives de Cassan furent brûlés. Ce que l'on avait pu arracher au désastre fut porté à Béziers. Un tri fut fait, on ne sait par qui, et tout ce qui fut considéré comme inutile fut vendu au poids du papier. Ces Mémoires ont donc un intérêt très réel : non seulement ils indiquent les faits essentiels de la vie de s. Guiraud, mais encore, par les citations du coutumier ou du cartulaire, ils nous renseignent sur la vie, les habitudes, l'esprit même de Cassan à ses origines. Nicolas de Cilly nous avertit qu'il existait une ancienne vie de s. Guiraud, lue jadis au prieuré pendant le repas. Ce livre, dont il ne précise ni la date, ni l'auteur, s'est perdu et n'a pu être retrouvé malgré les recherches.

L'œuvre de Nicolas de Cilly n'est pas la seule source de la vie de s. Guiraud, nous possédons encore la légende du Bréviaire de 1534 que les éditions postérieures ont reproduite en rendant le texte plus littéraire. Cette légende, qui commence par les mots : « In nostris idem temporibus », s'inspire d'une vie plus ancienne, composée peut-être peu après la mort du saint. Le P. Bollandiste n'ose l'affirmer, mais conjecture toutefois qu'il s'agit de la vie lue au prieuré et perdue au XVIII^e siècle. L'hypothèse, invérifiable, est parfaitement vraisemblable.

Un certain laps de temps, impossible à préciser, a dû s'écouler entre la mort du saint et la rédaction de la légende. La légende se fait en effet l'écho des broderies fabuleuses nées dans l'imagination populaire ou conçues pour l'édifier et la convertir. Cet embellissement porte sur deux points : les origines du saint et ses miracles. Ses parents étaient de bonne condition, détail qui ressort nettement des lieux communs de l'hagiographie médiévale, et que rien ne vient confirmer. Des prodiges qui marquèrent l'enfance de Guiraud, nous en citerons un, qui pare son herceau du charme du merveilleux. Né avant terme et méprisé de ses parents eux-mêmes tant cet avorton était difforme, il fut baptisé dès sa naissance. Durant sa triple immersion, l'eau se mit à bouillir comme si l'on y plongeait un fer rouge. L'histoire est jolie. Est-elle authentique ? Il est permis d'en douter. Quoi qu'il en soit, cette vie, qui semble avoir inspiré la légende du Bréviaire, a dû être rédigée peu après la mort de Guiraud, alors que son culte et sa légende commençaient à se répandre.

Or la légende, qui reproduit la vie perdue et les Mémoires, qui s'appuient sur les archives de Cassan, sont d'accord sur les faits essentiels. En dépit des réserves qu'appellent parfois des formules toutes faites, on peut accorder une certaine confiance à ces deux sources hagiographiques.

CHAPITRE II

Les instruments du pouvoir épiscopal

Les origines de la Curie

L'évêque de Béziers était à la fois chef du diocèse selon le droit canonique et seigneur de la ville selon le droit féodal.

Dans la première de ses tâches, il était assisté par le chapitre cathédral dont le droit canonique exigeait l'avis, sinon l'assentiment, dans les affaires les plus importantes. Mais le chapitre avait, depuis longtemps, conquis son autonomie : il avait sa vie propre, son organisation, ses dignitaires et sa mense. Ce corps puissant était pour l'évêque moins un instrument d'administration que parfois un obstacle à son pouvoir.

Dans sa tâche féodale, l'évêque était entouré d'une cour de vassaux la « curia episcopi ». Les chartes biterroises mentionnent son existence mais sont à peu près muettes sur son fonctionnement. A Béziers comme ailleurs, se détachèrent de cette cour certains officiers dont les fonctions originelles étaient parfois domestiques mais qui, par leur permanence, étaient appelés à jouer un rôle grandissant et à tenir une place toujours plus importante dans l'administration épiscopale.

Au XII^e siècle apparurent à Béziers le sénéchal, le notaire et le juge de l'évêque.

I

LE SÉNÉCHAL

La première mention de la sénéchaussée se trouve dans un acte de 1050 (1) par lequel l'évêque Béranger inféodait au Juif Rainard Salomon un certain nombre de ses droits : « Donat episcopus ad Rainardum ipsam senescalciam cum ipso feudo toto ab integro ».

(1) L.N., p. 73, n° 65

Aucun renseignement n'accompagnait cette mention et il faut attendre plus d'un siècle pour trouver un texte plus explicite : la sentence intervenue en 1159 entre Guillaume, évêque de Béziers, et Pons de Corneilhan, son sénéchal (2).

La sénéchaussée est un fief : « Illius feudi quod vocatur senescallia ». Le texte est assez précis pour étudier successivement le titulaire, les services et les bénéfices de ce fief.

La sénéchaussée a été inféodée à Pons de Corneilhan. La famille de Corneilhan a joué un rôle dans le Biterrois au XII^e siècle. Hugues de Corneilhan fut archidiacre de Saint-Nazaire sous Bernond de Levezou. Gombaud de Corneilhan (3) avait quatre fils : Guillaume, Bernard qu'il donna, peut-être comme oblat, à Saint-Nazaire avec les dimes de Libouirac, Pierre et Pons, le futur sénéchal, une fille Raymonde, et un ou deux enfants naturels. Pons eût au moins deux fils, Pons et Guillaume qui remit en cage une condamine à l'archidiacre Matfred (4).

Dans l'exercice de sa charge de sénéchal, Pons pouvait se faire remplacer par un chevalier (*militem idoneum*) s'il allait à Rome, à Saint Jacques ou en Terre Sainte. De là on peut déduire que les grands pèlerinages étaient chose assez courante à Béziers pour que l'hypothèse fut envisagée. D'autre part, pour une fonction domestique où la considération de personne paraît essentielle, le contrat de fief n'était pas absolument « intuitu personæ », puisque le remplacement était possible. Le lien féodal existait donc entre l'*episcopatus* et la *senescallia* bien plus qu'entre l'évêque et Pons de Corneilhan : il était plus réel que personnel.

Les services exigés du sénéchal faisaient de sa fonction une fonction domestique. Il devait en effet tuer, épiler, apprêter et dépecer les pores (*occidi, expilari, aptari, dividi*), il fournissait l'eau et le bois nécessaires et accomplissait sa tâche chez lui ou dans la maison de l'évêque selon l'ordre de celui-ci.

Le sénéchal jouait le rôle de charcutier mais non celui de boucher, car il avait droit à des morceaux de bœuf, de mouton et d'agneau ; le texte ne stipule pas qu'il dût prendre part à leur préparation.

Le sénéchal servait aussi les repas lorsque l'évêque tenait sa cour, « cum episcopus curiam tenuerit ». Dans cette tâche il était assisté d'un chevalier ou d'un fils de chevalier. Ses hommes l'accompagnaient : l'un pour tenir un candélabre avec un cierge qu'il fournissait, l'autre pour verser le vin dans les coupes ou offrir autant de sel qu'il était nécessaire. Enfin lorsque l'évêque recevait des hôtes privés, Pons pouvait, si l'évêque le désirait, envoyer un serviteur pour assurer le service.

(2) H.L., t. V, col. 1169-1171. L.N., p. 241, n° 178.

(3) Voir son testament en 1151, L.N., p. 229-231, n° 158.

(4) Voir plus loin, p. Cf. L.N., p. 94, n° 226.

Ainsi dans l'accomplissement de sa fonction le sénéchal avait sous ses ordres une pyramide de subordonnés : chevalier, (miles), fils de chevalier, « homme », et enfin serviteurs (servitorem). Tout un monde s'agitait ainsi dans les cuisines épiscopales et le sénéchal avait fort à faire pour que rien ne fut dérobé : « de his quae ad mensam apponuntur, nihil extrahant ».

Le texte laisse entrevoir la vie de la maison épiscopale. A certains jours, l'évêque tenait sa cour. Malheureusement nous ignorons qui était appelé à cette cour. Elle ne devait pas se tenir à jour fixe. Un texte aussi minutieux l'eût certainement dit et son silence permet de penser que l'évêque tenait sa cour quand bon lui semblait. D'autres fois l'évêque recevait d'une façon non officielle, des hôtes (« hospites privatos, extraneos »). Enfin, d'ordinaire, il mangeait avec ses clercs (« privatim »).

Les bénéfices auxquels le sénéchal avait droit étaient, littéralement, très savoureux. Sur tous les pores préparés par ses soins, il prélevait la langue, le ventre avec les entrailles et la vessie; la queue avec trois vertèbres et un morceau de foie. Il avait également droit à la peau, aux pieds, à la tête et aux entrailles des vaches, des moutons et des agneaux. Lorsqu'il couchait à Béziers, quand l'évêque tenait sa cour, il recevait le quart d'un setier d'avoine. Ses serviteurs recueillaient pour lui le vin laissé au fond des coupes et la graisse qui restait dans les plats et dans les marmites. En outre il pouvait manger avec ses hommes les restes des repas épiscopaux qu'il avait servis.

Ces bénéfices suggèrent quelques commentaires d'ordre gastronomique. On saisit ainsi sur le vif l'importance de la viande dans les repas de fête au Moyen âge. Les légumes ne font qu'une timide apparition « ollis ubi herbae non fuerint ». La minutie de l'énumération prouve combien la viande était une denrée précieuse et sans doute rare. Dans l'alimentation, le porc avait, semble-t-il, la première place. Le texte pose à son sujet une question : les entrailles de tous les animaux abattus appartenaient au sénéchal ; il serait excessif de conclure que l'évêque ne faisait point confectionner de saucisses. Mais il faut supposer une série d'échanges, que le texte laisse dans l'ombre et qui permettaient à l'évêque la fabrication de ces précieuses salaisons. Le sénéchal n'avait au contraire aucun droit sur les bêtes sauvages (« feris bestiis ») c'est-à-dire sur le gibier : dans cette catégorie seuls les cerfs et les ours sont mentionnés. Ces belles pièces de venaison figuraient donc sur la table épiscopale, à moins qu'il ne s'agisse plus au XII^e siècle que d'une survivance textuelle, d'un hommage à des splendeurs disparues. Si cette réserve est inexacte, il faut alors se demander comment ces pièces arrivaient à Béziers, et imaginer un commerce spécial entre les villes de la plaine et les montagnes où vivaient encore les cerfs et les ours.

Il est banal de parler d'une extension du vignoble aux XI^e et XII^e siècles. Le vin n'était peut-être pas très abondant puisque

le sénéchal eut soin de spécifier que le vin qui restait dans les verres lui revenait (5).

Le sénéchal jouait ainsi le rôle de maître de bouche dans la maison épiscopale. Au XII^e siècle il n'était encore que celà. Mais l'importance de ses fonctions domestiques faisait de lui un personnage essentiel et était le gage de son élévation future.

II

LE TABELLION

Nous ignorons la date de création du tabellionat épiscopal. Il est mentionné pour la première fois dans une charte de 1174 (6) par laquelle Bernard Gaucelm, évêque de Béziers, concédait le tabellionat à Bernard de Caussignojoul.

A la différence de la sénéchaussée, le tabellionat n'était pas un fief. Le titulaire avait le pouvoir de faire des chartes « *potestatem faciendi cartas* » et il avait juré sur les évangiles d'être, en cette tâche, fidèle et véridique (*fidelis et verax*), et de ne rédiger des chartes que du consentement et à la prière des parties et des témoins. En échange, Bernard de Caussignojoul donnait en acapte à l'évêque cent sous melgoriens et s'engageait à lui verser chaque année six livres de poivre au moment de Noël.

Le notaire était nommé par l'évêque ; le texte est formel « *Ego Bernardus, episcopus Biterrensis, dono et concedo tibi tabellionatum* » mais il pouvait exercer sa charge dans toute la ville de Béziers : « *In tota villa Biterris* ». Le vicomte acceptait le fait puisqu'il était présent à la nomination et il l'approuvait : « *facta fuit hec donatio et concessio, presente Rogerio vice comite, hec omnia predicta audiente et rogante* ». Plus encore, en 1180 Roger II s'engageait à ne point nommer de notaire sans le consentement de l'évêque mais au contraire à procéder avec lui à sa nomination : « *Hoc factum fuerit vos et nos insimul* » (7).

Nous essayerons, plus loin (8) de dégager la portée de ce geste sur le plan des relations du vicomte et de l'évêque. Il suffit de signaler ici la place importante tenue dans la cité par ce fonctionnaire épiscopal.

(5) Nous ne nions pas le caractère conjectural de certaines de ces déductions. Nous souhaitons cependant qu'elles constituent une contribution, si infime soit-elle, à l'histoire de l'alimentation et de la cuisine... qui reste encore à écrire.

(6) L.N., p. 345, n° 298.

(7) H.L., t. VIII, col. 39.

(8) ch. IV.

III

LE JUGE

Dans l'exercice de la justice, l'évêque était assisté d'un juge. D'après la charte 1184, les coupables pouvaient être traduits « *coram episcopo vel ejus iudice* ». Il faut voir là l'origine de l'Officialité. La poursuite et l'arrestation étaient confiées à des bailes (*bajulus*). Non seulement ils devaient respecter le domicile des Biterrois (9) mais encore, au moins dans le cas d'adultère, leur témoignage était sans valeur s'il n'était pas corroboré : « *bajulus vice comitis, vel episcopi, vel aliquis, vel aliqui de curia ipsorum, non credentur de captione alicujus hominis vel feminae in adulterio, nisi cum ipsi vicini vel aliqui probi homines fuerint in ipsa captione* ».

Plusieurs chartes (10) parlent de B. Escoa Lupos « *bavili domini episcopi Biterrensis* ».

(9) voir plus loin ch. 3.

(10) L.N., p. 364, n 260 et page 365, n. 261.

LE DIOCESE DE BEZIERS.



CHAPITRE III

L'Evêque de Béziers et la Hiérarchie féodale

L'évêque de Béziers était un seigneur féodal. Le pouvoir épiscopal avait à Béziers de larges assises temporelles et la puissance sur les corps se juxtaposait à l'autorité sur les âmes.

Les textes essentiels pour l'étude du pouvoir temporel sont les suivants : la charte de 1050, par laquelle l'évêque Bérenger inféodait au juif Salomon, une partie de ses bourgs (1) ; la sentence de 1131, par laquelle Alphonse Jourdain tranchait, en faveur de l'évêque, des difficultés survenues entre ce dernier et les vicomtes (2) ; les chartes par lesquelles en 1131 (3), et en 1204 (4), les vicomtes donnaient en gage à l'évêque, les droits de haute justice et d'albergue ; enfin l'acte de 1185 par lequel Roger II confirmait les coutumes de Béziers (5).

Nous ne les analyserons pas mais, avec leurs données, enrichies de renseignements tirés d'autres actes du Livre Noir, nous essayerons de présenter en une synthèse, les divers aspects du pouvoir seigneurial des évêques de Béziers.

Ce pouvoir peut s'étudier à quatre points de vue : dans ses rapports avec ses vassaux, avec ses bourgeois, avec les comtes de Toulouse, et avec les vicomtes de Béziers.

(1) L.N., p. 73, n° 65. Cf. L. NOGIER : *Notice hist. du Chapitre de Saint Nazaire de Béziers*, B.S.A.B., 2^e série, t. VIII, p. 168.

(2) L.N., pp. 191-193, n° 140 ; H.L., t. V, col. 975.

(3) L.N., pp. 190-191, n° 139 ; H.L., t. V, col. 977.

(4) L.N., pp. 518-523, n° 347.

(5) B.S.A.B., 1^{re} série, t. I, pp. 58-64. Plusieurs de ces textes confirmaient ou reconnaissaient des droits existants. Ainsi Alphonse Jourdain ordonnait aux vicomtes de laisser l'évêque jouir en paix de ses droits, comme en avait joui Arnaud de Levezou au début du xii^e siècle. La charte de 1185 établissait une distinction. Certains droits étaient « *recognitum et concessum* » : il s'agit sans doute de concessions nouvelles. Ce sont : la renonciation à la taille et à l'albergue, le partage des attributions dans l'exercice de la haute justice, la fixation du droit de chevauchée, et le mode de réception du serment des bourgeois (voir plus loin). D'autres droits étaient introduits par la formule : « *habent etiam de consuetudine* » ou « *consuetudo est* ». Ces droits, vraisemblablement traditionnels, sont les suivants : les garanties en cas d'arrestation pour adultère ou de procès avec l'évêque ou le vicomte, le droit d'asile dans les églises, le respect des domiciles privés, la fixation du droit de deshérence et l'émancipation des serfs par le séjour à Béziers.

I

L'ÉVÊQUE DE BÉZIERS ET SES VASSAUX

Seigneur féodal, l'évêque de Béziers recevait l'hommage de ses vassaux. Il avait inféodé des charges de sa cour comme la sénéchaussée et certains droits dans ses bourgs. Dans Béziers, les abbés de Saint Jacques et de Saint Aphrodise lui devaient l'hommage. Il avait enfin des vassaux dans les limites de son diocèse.

Nous avons déjà étudié la sénéchaussée (6), et nous réservons pour le chapitre suivant (8), l'étude des rapports des évêques et des abbayes. Les textes ne permettent point de dresser un tableau complet des vassaux de l'évêque de Béziers. Nous nous bornerons à relever quelques renseignements, épars dans le Livre Noir.

En 1167, Guilhem de Béziers et Raymond de Lespignan reconnaissaient tenir en fief, six manses de l'évêque de Béziers : « hoc feudum et hominium... recognoscimus tibi domino B. Biterrensi episcopo » (8).

Béranger de Caux reconnaissait, en 1176, tenir de l'évêque de Béziers, le tiers de la dime de Cassan, ce qu'il avait inféodé, dans le domaine des Pins, à Pierre Déodat de Puissalicon (9) et le château de Vaillan pendant les mois de septembre, d'octobre et de novembre. Ce dernier cas est particulièrement curieux. Béranger de Caux estimait avoir ces trois mois en alleu et il reconnaissait désormais les tenir en fief, qui était d'ailleurs jurable et rendable. L'acte ne précisait pas le sort du château de Vaillan pendant le reste de l'année (10). Pour prix de cette reconnaissance, l'évêque donnait à Béranger de Caux, cinquante sous melgoriens.

En 1178, Bernard Garin vendait à l'évêque, pour cinquante sous melgoriens, les droits qu'il tenait en fief de lui, « infra villam Biterris in burgo episcopali » : au total trente cinq deniers biterrois et deux oboles levés annuellement sur diverses maisons (11).

L'évêque Geoffroi, en 1195, inféoda à Pierre Raymond de Corneilhan les châteaux que ce dernier pourrait un jour cons-

(6) Cf. *supra*, ch. II, 1^{re} partie.

(7) Cf., ch. IV, 1^{re} partie, 3 §.

(8) L.N., p. 303, n° 222.

(9) L.N., p. 358, n° 256.

(10) Pendant huit mois et huit jours autres que les trois mois cités, l'évêque lui donnait en fief, une maison à Béziers, « afin qu'il soit plus astreint à garder sa fidélité à Saint Nazaire et à l'évêque et que nul dommgae n'advienne à l'évêque du château de Vaillan ». Tout ceci est fort obscur et du reste, l'acte est mutilé en cet endroit.

(11) L.N., p. 374, n° 265.

truire à Lieuran (12) : « concedo et cum hac carta trado tibi Petro Raimondo de Corneliano et tuis, ad feudum ut faciat et habeatis forciam vel forcias ad voluntatem vestram in villa de Liurano, cum vallatis et muris et turribus et bisturibus et cum aliis munitiionibus, que ad forcias pertinent et pertinebunt. Et, propter hoc..., debitis facere hominibus mihi et successoribus meis et Ecclesie Bitterrensi ». Ce fief était jurable et rendable. Chaque fois que l'évêque de Béziers le voudrait, son vassal devait, à titre de reconnaissance, « pro recognoscencia » lui livrer le château : l'évêque le lui rendait aussitôt. Au cas où l'évêque ou l'église de Béziers aurait dû soutenir une guerre privée, Pierre Raymond de Corneilhan devait mettre sa personne et son château au service de l'évêque. Mais, s'il ne le pouvait ou ne le voulait, il devait livrer ce château à son seigneur pour la durée des opérations ; celui-ci du reste, s'engageait à le lui rendre dès la fin de la guerre. Cette clause, courante au XII^e siècle, témoignait, par le choix laissé au vassal, de l'affaiblissement du lien féodal. L'utilisation du château, plus que le service de l'homme, intéressait l'évêque : ici encore, le lien vassalique était plus réel que personnel.

L'évêque donnait à son vassal droit de justice sur les habitants du château, « infra forcias ». « Extra forcias », l'évêque retenait l'église de Lieuran et tous ses hommes et ses femmes.

Ces quelques actes n'apportent peut-être rien de neuf. Cette enquête était nécessaire, pour ne laisser dans l'ombre aucun aspect du pouvoir seigneurial des évêques de Béziers. Mais notre moisson reste maigre. Les rapports des évêques et des bourgeois sont plus complexes et déjà plus originaux.

II

L'ÉVÊQUE ET SES BOURGEOIS

A Béziers, dans ses bourgs, l'évêque était vraiment seigneur. Il parlait de ses bourgeois : « sui burgenses qui stabant in suis burgis » (13). Au XII^e siècle, les bourgs épiscopaux étaient au nombre de cinq : la Madeleine, le Campnau, la Salvetat, le bourg de Maureilhan et le bourg voisin de la cathédrale. Ces bourgs étaient séparés de ceux du vicomte par la « via publica qui recto itinere discurrit, a majori porta civitatis ad ecclesiam Sancti Saturnini ». De plus, l'abbé de Saint Aphrodise et celui de Saint Jacques, seigneurs dans leurs bourgs respectifs, étaient vassaux de l'évêque et quasi chanoines de son chapitre.

Dans ses bourgs, l'évêque jouissait d'un certain nombre de droits sur la personne et sur le patrimoine de ses bourgeois.

(12) L.N., pp. 474-476, n° 324.

(13) L.N., pp. 191-193, n° 140 ; H.L., t. V, col. 975.

D'abord sur la personne : dans Béziers, l'évêque n'avait point de serfs. Le texte de 1185, valable pour toute la ville de Béziers, est catégorique : « Omnis homo qui Biterris venerit causa manendi, ex quacumque parte venerit, sit liber et solutus ab ipso vicecomite et a quocumque domino et ab omni servitute sicut alii homines Biterris ».

Sur ses bourgeois l'évêque avait droit de justice. Tout au long du XII^e siècle les vicomtes disputèrent aux évêques la haute justice : cette question sera étudiée plus loin avec les rapports des évêques et des vicomtes (14).

Les bourgeois, soumis à la justice épiscopale, avaient obtenu des garanties. La charte de 1185 consacra l'inviolabilité de leur domicile : « Consuetudo est in villa Biterris quod si aliquis homo vel foemina, pro quolibet delicto..., ad tabulas numerarium, vel ad operatoria, vel domum civium Biterris confugerit, non debet inde violenter extrahi, sed tantum a bajulis curiarum custodiri » (15). Le même texte garantissait aux bourgeois, la liberté provisoire avant le jugement, dans les procès qui les opposeraient à l'évêque (ou au vicomte) : dans ce cas, et sans donner de gage, ils étaient obligés de se tenir à la disposition de la curie et si l'évêque (ou le vicomte) le voulait, de rester en ville jusqu'à la fin de leur procès, mais, dans ces conditions, si l'accusé s'enfuyait, il pouvait être poursuivi et arrêté, en quelque lieu qu'il se trouvât : « ubicumque illum vel illam invenerint ». Ainsi était affirmée, au moins en théorie, la prééminence du seigneur direct sur le seigneur du lieu de l'arrestation. Nous avons enfin noté, à propos des bailes de l'évêque, les précautions prises à leur égard en cas d'arrestation pour adultère (16).

Les bourgeois de l'évêque étaient liés à l'évêque au point que celui-ci protesta contre le serment prêté par ceux-là aux vicomtes. Il obtint, en 1131, que les vicomtes et leurs consuls délient les bourgeois de ce serment.

Enfin, d'après la sentence de 1131, les bourgeois devaient accompagner l'évêque dans ses expéditions : « In expeditione ». La charte de 1185 confirmait le droit de chevauchée (« cavalgadas ») en le limitant aux frontières du diocèse (17).

Les droits sur le patrimoine des bourgeois, étaient plus variés. L'évêque levait la taille (« quistam ») ; les textes ne permettent pas de dire si elle était réelle ou personnelle. Il jouissait du droit de dépouille : les lits des morts (« mortuorum lectos ») lui revenaient. Il exerçait ce droit sur tous les habitants de ses bourgs, en tant qu'évêque beaucoup plus qu'en tant

(14) Cf. ch. IV, 4^e partie.

(15) Les « bajuli » n'avaient sans doute pas le droit d'arrêter un coupable dans les lieux ainsi définis, même sans violences. Mais il faut admettre qu'ils se contentaient de cerner le domicile pour saisir le délinquant à sa sortie.

(16) Cf. *supra*, ch. II, 3^e partie.

(17) Cf. *infra*, ch. III, 4^e partie.

que seigneur. Par contre, le droit de déshérence était incontestablement un droit seigneurial. Si quelqu'un mourait à Béziers intestat et sans héritiers, ses biens étaient mis sous séquestre, « *apud religiosa loca vel apud fideles sequestros* », pendant un an et un jour. Passé ce délai, le patrimoine, tombé en déshérence, devait être remis à l'évêque si le défunt était mort dans un bourg épiscopal. La coutume de Béziers n'envisageait point l'apparition postérieure d'un héritier.

L'évêque percevait ensuite un cens sur la vente du vin et de la chaux (« *censum de vineo et calcheriis* ») ainsi que sur les chartes qui contenaient des stipulations matrimoniales (« *cartis sponsaliciis* »).

Enfin les droits, inféodés en 1050 au juif Salomon Rainard, n'étaient peut-être pas tous tombés en désuétude (18). Dans ce cas, l'évêque avait droit à des corvées de vendanges, de courriers pour Carcassonne, Elne, Saint-Gilles et Lodève, peut-être à des corvées de bêtes de somme (« *saumegios* ») et sûrement à une journée de travail par paire de bœufs (« *jornalem de hoves* »). Il percevait des pains censuels (« *pânes censuales* »), des gâteaux (« *oblias* ») et des grains (« *annona* »), des droits de justice et des amendes. Il avait droit de gîte (« *receptum et alberga* ») sans que le texte précisât les modalités de ce droit. Il levait des taxes sur les bouchers (« *macellarios* »), les pêcheurs et les marchands de vins (« *tavernarios* »). Peut-être faisait-il vendre son vin au détail : « *si episcopus quando suam tavernam facere debet...* » et percevait-il un droit de péage sur les piétons (« *pedonatas* ») (19).

Dans son ensemble, sinon dans quelques-uns de ses détails, le tableau des droits seigneuriaux de l'évêque est banal. La véritable originalité de l'évêque de Béziers réside dans la coseigneurie. L'étude des rapports des évêques et des vicomtes révèle ce nouvel aspect du pouvoir épiscopal. Mais il faut auparavant analyser les rapports de l'épiscopat biterrois et des comtes de Toulouse.

III

LES EVÊQUES DE BÉZIERS ET LES COMTES DE TOULOUSE

Au XII^e siècle, les comtes de Toulouse ont toujours soutenu les évêques de Béziers. Le premier fait qui marqua les débuts de cette politique, se place en 1084. Jusqu'alors en effet, les

(18) L.N., p. 73, n° 65.

(19) Nous n'avons pas analysé cette inféodation mais seulement déduit du texte les droits de l'évêque. Encore les obscurités restent-elles nombreuses. Faut-il traduire par exemple, « *compras* » par droit de vente, droit sur les ventes ou droit de prise ; « *juncum* » par prestation en bois et en jonc ?

comtes de Toulouse jouissaient du droit de dépouille sur les biens des évêques défunts. En 1084, de passage à Béziers, Raymond de Saint Gilles, « considérant en son cœur que cela n'était ni juste ni bon », abandonna ce droit entre les mains de l'évêque Matfred (20). Sur le parvis de Saint-Nazaire, devant les seigneurs de la région et le peuple assemblé, il déclara renoncer à ce droit, moyennant le don d'un beau cheval et il confirma cet abandon par un serment solennel, prêté sur les évangiles. Il s'engageait en outre à respecter le testament de l'évêque ; si l'évêque mourait intestat, ses biens reviendraient de plein droit à la communauté des clercs et des chanoines de Saint-Nazaire.

Ce geste, qui libérait l'église de Béziers d'une contrainte onéreuse, marquait aussi le rapprochement de la maison de Saint Gilles et de l'épiscopat biterrois. Ce rapprochement fut fécond et durable.

Deux évêques de Béziers, Arnaud et Bermond de Levezou (21), étaient apparentés aux comtes de Toulouse : Arnaud était le fils du comte de Levezou et d'Arsinde, de la famille des comtes de Rouergue ; Bermond était son proche parent ; peut-être son neveu. Leur accession au siège épiscopal de Béziers était le gage de bons rapports avec les comtes de Toulouse.

De fait, dans la lutte qui opposa Guillaume IV d'Aquitaine et Alphonse Jourdain, Bernard Aton, vicomte de Béziers, soutint le premier mais Arnaud de Levezou resta fidèle au second. Aussi, lorsqu'en 1120, les toulousains chassèrent l'usurpateur et rappelèrent le comte légitime, celui-ci confia provisoirement le gouvernement de Toulouse à l'évêque de Béziers (22). Il récompensa sa fidélité, en contribuant sans doute à son élection au siège de Narbonne.

Alphonse Jourdain resta favorable par la suite aux évêques de Béziers. En 1131, il trancha le grave conflit survenu entre l'évêque et les vicomtes et comme nous le verrons (23), il donna raison au premier.

Raymond V pratiqua la même politique : vers 1152, il écrivit à l'évêque Guillaume (24), une lettre qui débutait par des formules dont l'emphase ne cachait ni la banalité ni la maladresse. La suite exposait très bien le but de la politique toulousaine : s'appuyer sur les évêques contre les vicomtes (25), « deinde discretionem vestram obnix exoro, ut res ecclesie

(20) H.L., t. V, n° 353 ; L.N., p. 110, n° 86.

(21) H.L., t. IV, note 57, col. 248.

(22) H.L., t. IV, note 50 et t. V, col. 359.

(23) Cf. *infra*, ch. III, 4^e partie.

(24) L.N., p. 238, n° 176.

(25) Ce n'est pas l'opinion de Jean GUIRAUD qui écrit : « L'évêché de Béziers avait été traité avec la même violence par le vicomte Roger II ; ce qui nous le fait croire, c'est une lettre adressée vers 1166 par Raymond V à l'évêque de Béziers pour l'exhorter à ne point souffrir que les biens de son

minuere non dimittatis Trencavillo nec aliis, quia in eadem amicitia qua predecessores mei cum predecessoribus vestris permanserunt, vobiscum, permanere cupio et in majori si potero, salvandi et defendendi res ecclesie et opus ecclesie, cum necesse fuerit, michi mandare non dubitis. »

Ce texte constitue le dernier document du XII^e siècle sur les rapports des évêques de Béziers et les comtes de Toulouse. Mais on peut se demander si ces bons rapports politiques ne se doubleraient pas d'un lien féodal. Aucun texte du XII^e siècle ne fait des évêques de Béziers les vassaux des comtes de Toulouse. Cependant, dans une charte de 1194, par laquelle Bertrand de Saissac et l'évêque Geoffroi se promettaient mutuellement aide et assistance, l'évêque s'empressait d'ajouter : « Ego tamen episcopus, comitem tolosanum, cui fidelitatem teneor observare, excipio. » L'évêque de Béziers avait prêté serment de fidélité au comte de Toulouse, ce qui est normal pour un évêque du Midi. Mais la fidélité n'est pas l'hommage et l'on ne peut affirmer sur la foi de ce seul texte (26), l'existence d'un lien vassalique.

Même situés sur le seul plan politique, les rapports des évêques de Béziers et des comtes de Toulouse demeurent importants.

Les mobiles de la politique toulousaine étaient évidents. Les Trencavel étaient des vassaux puissants, batailleurs et inconstants. Ils ont porté leur hommage du comte de Toulouse au roi d'Aragon. Sans répit au XII^e siècle, le Languedoc fut troublé par les guerres menées par les comtes de Toulouse contre des vassaux rebelles. Aussi ont-ils cherché, contre les vicomtes, l'appui des évêques de Béziers.

Les résultats de cette politique furent plus complexes. Durant la première moitié du siècle, les comtes de Toulouse ont aidé directement les évêques de Béziers, à preuve la sentence de 1131. Dans la seconde moitié du siècle, cette aide n'est plus qu'indirecte : la lettre de 1152, si elle ne fut point suivie de résultats tangibles, témoignait d'un état d'esprit. Les luttes incessantes, qui préparèrent la ruine de la noblesse méridionale, affaiblirent les vicomtes et permirent ainsi les progrès des évêques dans la coseigneurie de Béziers.

église soient usurpés par le vicomte. Il lui promet pour cela son appui et le prie de lui continuer son amitié. » GUIRAUD, *op. cit.*, p. 321 ; en référence DOAT, t. 61, p. 186. C'est accuser un peu vite Roger II, d'autant plus que la lettre de Raymond V est la seule preuve relevée par Guiraud sur les exactions du vicomte en Biterrois. Même si la date avancée est exacte, alors que Rouquette propose 1150, il faut noter que Roger II n'était pas vicomte en 1166, puisque son père, Raymond Trencavel, ne fut assassiné que l'année suivante. De toute manière, la lettre de Raimond V éclaire beaucoup plus la politique toulousaine que la conduite du vicomte de Béziers.

(26) H.L., t. VIII, col. 429-431.

IV

LES EVÊQUES ET LES VICOMTES DE BÉZIERS

Le problème des rapports des évêques et des vicomtes est très complexe. Nous l'envisagerons uniquement sous l'angle juridique et nous étudierons successivement le fonctionnement de la coseigneurie et la lutte pour la haute justice, avant de chercher qui, du vicomte ou de l'évêque, l'emportait dans Béziers.

L'évêque était coseigneur de Béziers : cela veut dire qu'évêque et vicomte avaient des droits sur toute la ville et qu'ils procédaient ensemble à certaines nominations.

L'évêque et le vicomte percevaient, à titre de leude, six deniers sur les bois et sur les bateaux qui circulaient sur l'Orb : « quorum sex denarium, quatuor pertinent ad vicecomitem Biterrensem et duo ad me episcopum Biterrensem » (27).

Evêque et vicomte avaient dans toute la ville le droit de chevauchée et le « vetum vini ». Le texte de 1131 (28) confirmait l'évêque dans la possession de ces droits : « omnes burgenses totius ville Biterris, sui scilicet et vicecomitis, in expeditione eum sequantur ad amonitionem episcopi, per se vel per suum nuntium factam. » C'était un véritable service d'ost dont la charte de 1185 réduisit la portée. A cette date, la chevauchée, la « cavalgada » ne pouvait plus être exigée que dans les limites du diocèse : « infra terminos episcopatus, non ultra ». Le passage très net de l'ost à la chevauchée est une preuve des progrès de la bourgeoisie biterroise. La sentence de 1131 définissait ensuite le « vetum vini » : « ita ut per totum augustum mensem, vinum non vendatur ab alique in tota villa Biterrensi, nec aliunde emptum ibi aportetur nisi ab episcopo. » L'évêque pouvait ainsi vider sa cave avant la vendange et il bénéficiait d'une véritable monopole à l'époque où le vin, devenu plus rare, coûtait plus cher.

Les vicomtes possédaient les mêmes droits. Cela se déduit, pour le « vetum vini » d'une phrase de la sentence de 1131 : « solverunt et guirpiverunt, excepto in villa Biterrensi, vetum vini mense aprilli et madio et cavalgadam ». La charte de 1185 précisait leurs droits en matière de chevauchée : « vicecomes Bitterris, in hominibus ecclesiarum et suis et episcopus similiter pari jure, in hominibus suis et vicecomitis, habent cavalgadas

(27) L.N., p. 394, n° 278.

(28) L.N., p. 192, n° 140.

tantum modo infra terminos episcopatus Bitteris, non ultra » (29). Les mots « *similiter pari jure* » expriment bien la réalité de la coseigneurie (30).

Les vicomtes avaient reconnu ces droits à l'évêque dès 1131 et l'évêque en jouissait certainement auparavant : Alphonse Jourdain déclara en effet, que l'évêque devait jouir en paix des honneurs de l'épiscopat, parmi lesquels figuraient la chevauchée et le « *vetum vini* » « *ita sicut Arnaldus modo archiepiscopus, dum fuit Biterrensis episcopus in pace habuit.* » Par contre les nominations en commun, que les évêques concédaient aux vicomtes pendant la seconde moitié du XII^e siècle, constituaient des nouveautés et de véritables limitations du pouvoir vicomtal.

En 1174, Roger II accepta que l'évêque nommât un notaire pour toute la ville de Béziers (31). En 1180, il alla plus loin encore : il s'engagea à ne point choisir de notaire, sans le consentement de l'évêque, mais au contraire, à procéder avec lui à cette nomination : « *Hoc factum fuerit vos et nos insimul* » (32). « *In simul* » permet de saisir le fonctionnement de cette seigneurie bicéphale.

En 1194, Bertrand de Saissac prit un engagement analogue pour le choix du viguier : « *Promitto per me et predictus vice comitem quod, quamdiu tutor ero, vicarium in villa vel episcopatu Biterrensi non alium quam illum quem vos volueritis et consulueritis* (33) *de ipso episcopatu Biterrensi institutam* » (34). Cette grave concession, qui limitait encore les droits du vicomte, était, officiellement du moins, obtenue à titre gratuit : le texte ne prévoyait le versement d'aucune finance.

Ainsi, dans l'exercice de la coseigneurie, l'évêque avait des droits sur toute la ville de Béziers et procédait avec le vicomte à certaines nominations. Dans tout le diocèse, Bernard Gaucelm obtint des vicomtes une concession plus grave encore.

En 1182 (35), Raimond et Roger Trencavel permirent à l'évêque d'acquérir, dans tout le diocèse de Béziers, des fiefs qui relevaient des vicomtes. Deux stipulations aggravaient singulièrement la portée de cette concession. Les vicomtes transfé-

(29) G. CHRIST, t. VI, Instr. col. 142-143.

(30) En matière de serment, la sentence de 1131 avait fait délier les bourgeois de l'évêque, du serment prêté au vicomte. Selon la charte de 1185, les habitants de Béziers ne pouvaient prêter serment qu'à leurs deux seigneurs réunis : « *nec vicecomes sine episcopo, nec episcopus sine vicecomiti, debet recipere sacramentum vel petere ab hominibus Biterris.* »

(31) L.N., p. 345, n° 248.

(32) H.L., t. VIII, n° 39.

(33) Bertrand de Saissac faisait cette promesse à l'évêque de Béziers et à Etienne de Servian. Mais il est impossible de savoir à quel titre Etienne de Servian intervenait dans ce texte.

(34) H.L., t. VIII, n° 87.

(35) L.N., p. 405, n° 287.

raient à l'évêque tous leurs droits sur les fiefs ainsi acquis : « *quidquid juris in ipsis honoribus habemus et habere debemus, in vestrum jus et dominium omnino transferimus, et illud juris vestris vobis in perpetuum donamus deserimus et concedimus.* » Par là les vicomtes abandonnaient la directe sur les fiefs que l'église acquerrait à l'avenir. Cet extraordinaire abandon était d'autant plus grave que l'acquisition des fiefs se faisait sans le consentement vicomtal : « *concedimus ut eos honores, sine consilio nostro vel ipsorum possitis acquirere* ». Le texte exposait le domaine des vicomtes à passer un jour dans le patrimoine de Saint-Nazaire. Les évêques d'ailleurs surent conserver ce privilège. En 1216, au lendemain de la croisade, à la demande de l'évêque de Béziers, Honorius III confirma le « *jus acquiritendi de feodis vice comitis Biterrensis, vice comite inconulto* » (36).

Ces concessions de 1182 sont absolument exorbitantes. Leurs mobiles restent mystérieux, car le texte est muet sur ce point : on peut proposer quatre explications. Ou le domaine vicomtal était si grevé de charges, si émietté et si réduit dans ce diocèse que cet abandon n'était plus qu'une concession de pure forme ; ou bien les vicomtes ont voulu éteindre quelque lourd passif, peut-être par exemple les abus vraisemblables, commis en 1169 lors de la prise de Béziers par les Aragonais ; ou encore de pressants besoins d'argent obligeaient les vicomtes à cette concession inouïe, qui s'expliquerait seulement par le versement occulte d'une finance. Peut-être enfin faut-il chercher l'explication non dans une politique systématique des vicomtes à l'égard des évêques, mais plus simplement dans le jeu des événements politiques. Roger II a consenti les abandons les plus graves au moment où il songeait à donner ses biens au roi d'Aragon. Il faut alors remarquer que ces concessions se placent sous l'épiscopat de Bernard Gaucelm, qui sut admirablement utiliser toutes les occasions pour accroître le pouvoir épiscopal.

Quoiqu'il en soit cette politique d'abandon contraste avec l'attitude des vicomtes dans la lutte pour la haute justice. Cette lutte a duré pendant tout le XII^e siècle. Elle est jalonnée par la sentence d'Alphonse Jourdain en 1131, les deux impignurations de 1131 et de 1204, et la charte de 1185 accordée aux Biterrois, par Roger II.

L'enjeu de la lutte entre les évêques et les vicomtes était constitué par les droits suivants :

- le droit de justice sur les chanoines, les moines, les clercs et leurs domestiques ; c'est-à-dire ceux qu'exemptait normalement le privilège du for ;
- le droit de justice sur les habitants de Lignan et d'Aspiran ;

(36) L.N., p. 542, n° 36

- le droit de justice sur les bourgeois de l'évêque ;
- enfin le droit d'albergue sur l'évêque de Béziers, l'abbé de Saint Aphrodise et la châtelaine de Lignan.

Bien que les actes de 1131, 1185 et 1204 traitent simultanément de ces divers droits, il vaut mieux les étudier successivement, avant de dégager, dans une conclusion commune, le sens de ces rivalités.

Aux dires de Bermond de Levezou, l'évêque de Béziers exerçait, au début du XII^e siècle, la haute justice sur ses clercs, comme d'ailleurs sur ses bourgeois : « *justiciis homicidarum, adulterorum et etiam latronum, quia certum est Arnaldum, Bitterensem tum episcopum, de suis burgensibus et aliis laicis et clericis justicias hujus modi habuisse* » (37).

En 1131, l'évêque se plaignait que les vicomtes aient usurpé ce droit, mais la sentence d'Alphonse Jourdain, pourtant très favorable à l'épiscopat, ne le lui rendit pas. La même année, la vicomtesse Cécile et ses fils donnèrent en gage, moyennant cinq mille sous melgoriens, « *totas ipsas justicias et placita, hoc est de homicidiis, adulteriis et latrociniis et de omnibus aliis quoerimoniis quae nos, juste sive injuste, solemus quoerere et visi sumus habere in canonicis, monachis et clericis et in eorum familiis laicis sive clericis utriusque sexus, de toto Biterri et de toto Biterrensi episcopatu* ».

En d'autres termes, l'évêque, par cette impignoration obtenait, pour un temps, le respect du privilège du for. Soit par remboursement, soit par usurpation, hypothèse que l'impécuniosité vicomtale rendait vraisemblable, les vicomtes exercèrent à nouveau la justice sur les clercs, puisqu'en 1204, Raimond Trencavel engagea de nouveau ce droit. Dans la charte d'engagement, il affirmait sa volonté d'exercer ce droit dans toute son étendue, dès le remboursement de l'emprunt. Au début du XIII^e siècle, les vicomtes n'avaient donc pas reconnu le privilège du for.

La haute justice sur Lignan et sur Aspiran, a suivi un sort analogue : engagée en 1131, elle le fut à nouveau en 1204 et le vicomte affirmait encore son intention de l'exercer, après remboursement.

La haute justice sur les habitants des bourgs épiscopaux, eut une histoire différente. D'après le texte cité plus haut, Arnaud de Levezou l'exerçait au début du XII^e siècle ; mais Bermond de Levezou se plaignit en vain de l'usurpation des vicomtes. La sentence d'Alphonse Jourdain ne la lui rendit pas et les vicomtes ne la donnèrent point en gage. Cette question fut réglée, tout au moins en théorie, par la charte de 1185 qui procédait à un partage d'attributions. Le vicomte n'avait pas sur les bourgeois de l'évêque le droit de justice. L'évêque,

(37) H.L., t. V, col. 975 ; L.N., pp. 191-193, n° 140

son juge ou les abbés de Saint Jacques ou de Saint Aphrodise jugeaient les inculpés. Le condamné pour homicide ou pour adultère était livré au vicomte pour subir son châtiment corporel : « tunc enim persona condemnati traditur ab episcopo vel bajulo vel abbatibus, vice comiti corporaliter punienda ». La tradition de la personne n'entraînait pas une dévolution de la cause : les biens du condamné, « secundum quod juris ordo dictabit », revenaient à ses héritiers ou à l'église. Ce n'était pas l'application de la théorie du bras séculier mais une pratique beaucoup plus originale. Le coupable n'était pas livré par la justice ecclésiastique à la justice du prince, mais par une justice seigneuriale à une autre justice seigneuriale. En dehors des homicides et des adultères, même pour une effusion de sang non suivie de mort, le vicomte n'avait aucun droit sur les bourgeois de l'évêque ni sur leurs biens.

La charte de 1204 ne fait aucune allusion à la justice dans les bourgs épiscopaux. Le vicomte est-il resté fidèle à la charte de 1185 et a-t-il respecté les privilèges accordés aux bourgeois de Béziers, ou, au contraire, ce silence prouve-t-il sa volonté de garder la haute justice sur toute la ville ?

Malgré les protestations de Bermond de Levezou, le vicomte réclamait l'albergue à l'évêque de Béziers, à l'abbé de Saint Aphrodise et à la châtelaine de Lignan. La sentence de 1131 ne contient qu'un renseignement sur l'importance de ce droit : les vicomtes demandaient à l'évêque, l'albergue de cent chevaliers, alors que la coutume en fixait le nombre à cinquante. Alphonse Jourdain, sur ce point encore, ne se prononça pas. Mais Bermond de Levezou reçut en gage l'albergue, en même temps que la haute justice. En 1185, le vicomte reconnut qu'il n'avait pas le droit d'albergue sur les bourgeois de l'évêque ni sur les siens : « Biterrensis vicecomes in villa Biteris, in hominibus ecclesiarum vel in suis non habet albergam ». Dans l'impignoration de 1204, l'albergue était mentionnée dans des termes rigoureusement identiques à ceux de 1131. Faut-il en conclure que la concession de 1185 était restée lettre morte ou que l'exemption des bourgeois était sous-entendue ?

Dans l'analyse de ces droits, les points d'interrogation restent nombreux. Cependant, puisque leurs évolutions sont étroitement solidaires, il faut essayer d'arriver à une conclusion d'ensemble, pour saisir le sens de ces luttes.

On pourrait croire que la haute justice et l'albergue sont la preuve de la dépendance féodale des évêques à l'égard des vicomtes. Les évêques au XII^e siècle auraient alors profité de l'impécuniosité vicomtale pour se libérer de cette tutelle : l'impignoration serait la première étape de la dépossession.

Cette hypothèse nous paraît trop simpliste. Qu'au X^e ou au XI^e siècle, les vicomtes aient été les maîtres de l'évêché, c'est, pour nous, incontestable. Mais, dès le début du XII^e siècle, les évêques avaient secoué la tutelle vicomtale, puisqu'Arnaud de

Levezou avait la haute justice sur ses clercs et sur ses bourgeois. D'ailleurs les vicomtes, en 1131 comme en 1204, reconnaissaient qu'ils détenaient la haute justice et l'albergue, « juste sive injuste ».

Pourtant les vicomtes ont maintenu leurs prétentions. En 1131, Alphonse Jourdain ne les fit pas céder sur ce point et, en 1204 encore, Raimond Roger annonçait sa volonté de reprendre ces droits, dès le paiement de l'emprunt. Deux raisons nous paraissent expliquer cette obstination. Premièrement albergue et haute justice étaient, par leur signification juridique et leurs incidences matérielles, d'une haute importance et constituaient, dès lors, un excellent moyen de pression sur les évêques ; l'impignoration était une ressource précieuse aux heures de grande détresse financière. L'impignoration impliquait ensuite, de la part des évêques, une reconnaissance des droits vicomtaux. Les vicomtes avaient perdu ces droits au début du XII^e siècle, et ils avaient faits aux évêques, en matière de nomination ou d'inféodation, les plus graves concessions. La lutte pour la haute justice et pour l'albergue tendait, non à maintenir, mais à reconquérir le contrôle de l'évêché. A l'heure où le pouvoir épiscopal échappait de plus en plus à l'autorité du pouvoir vicomtal, cette lutte représentait le dernier effort pour soumettre l'évêque au vicomte, au mépris du droit canonique et de l'évolution historique.

De leur côté les évêques avaient protesté, dès 1131, contre l'usurpation de ces droits. Mais ils acceptèrent, à deux reprises, de les recevoir en gage. Les embarras financiers des vicomtes rendaient le dégagement difficile ou improbable. Le provisoire préparait ainsi le définitif et la possession était le premier pas vers l'appropriation. Les évêques pensaient sans doute que le temps travaillait pour eux : c'était là un réflexe très ecclésiastique.

Nous ne cachons pas qu'il y a dans ces explications, une part de conjecture. Toutefois cette hypothèse nous paraît éclairer la conduite des évêques et des vicomtes et respecter la complexité des faits.

Le fonctionnement de la coseigneurie et la lutte, inachevée en 1209, pour la haute justice, montraient bien qu'il y avait dans Béziers, une dualité de pouvoir. Dualité n'est égalité et il faut chercher qui, de l'évêque ou du vicomte, l'emportait.

En droit, même si l'on admet l'explication que nous avons proposée sur le problème de la haute justice, le vicomte disposait de l'évêché. En 1184, Roger II, dans sa donation au roi d'Aragon, rangeait les évêchés, dont celui de Béziers, parmi ses biens : « dono omnes meas terras, videlicet civitates, burgos castra, villas, homines et feminas, episcopatus, abbatias, prioratus » (38).

(38) H.L., t. VIII, col. 57.

Les droits de haute justice et d'albergue, perdus puis usurpés, ont été revendiqués, avec tant d'âpreté, parce qu'ils constituaient un instrument de reconquête, un signe de domination et peut-être un moyen de chantage.

En réalité, le temps de la supériorité vicomtale était révolu. Lorsqu'en 1194, Bertrand de Saissac et l'évêque Geoffroi se promettaient aide et conseil, la symétrie des engagements plaçait les deux partenaires sur un pied d'égalité.

Plus encore, les évêques avaient réalisé de grands progrès aux dépens des vicomtes. Ils avaient affermi leur autorité dans leurs bourgs et maintenu leurs droits traditionnels sur l'ensemble de la ville. Ils participaient à la nomination du notaire et du viguier et, grâce au privilège de 1182 ils pouvaient peu à peu réduire les possessions du vicomte dans le diocèse. Sans nul doute les Trencavel étaient de puissants seigneurs et leurs domaines débordaient très largement les limites de l'évêché de Béziers. Mais, dans ces limites, l'épiscopat, lentement, minait l'autorité des vicomtes.

En résumé, dans les rapports du vicomte et de l'évêché, le droit et le fait ne coïncidaient plus à la fin du XII^e siècle. En droit l'évêché dépendait encore du vicomte. En fait l'évêque était vraiment coseigneur de Béziers et cette ville était devenue, au XII^e siècle, une seigneurie bicéphale. Cependant le pouvoir de l'évêque progressait aux dépens d'un pouvoir vicomtal en déclin (39).

(39) La situation respective du Vicomte et de l'Evêque donne peut-être la clef ou l'une des clefs de la conduite de Raymond Roger en 1209. La position de Carcassonne, au centre des domaines des Trencavel, n'est peut-être pas en effet la seule explication.

En abandonnant Béziers pour Carcassonne, Raymond Roger a pu aussi penser qu'il était plus sage et plus facile de défendre une ville dont il était le seul Seigneur qu'une ville dans laquelle, en droit et en fait, son pouvoir était limité par l'exercice de la coseigneurie. Cf. Louis THOMAS, *Qui était seigneur de Béziers en 1209 ?*

CHAPITRE IV

Le pouvoir épiscopal et la lutte pour l'exemption L'Œuvre de Bernard Gaucelm

L'épiscopat s'était donc peu à peu libéré de l'emprise féodale et avait arraché au comitatus les plus graves concessions. Mais à l'intérieur même de l'église, un autre danger menaçait son pouvoir : les chapitres, les abbayes, les ordres militaires riches et fortement organisés, désiraient assurer leur indépendance, et, par la conquête de l'exemption, échapper à la justice de l'évêque. En ce domaine, le contraste entre les deux moitiés du XII^e siècle est saisissant. Avant 1152, les évêques ont encouragé parfois le développement de la vie monastique ou canoniale, ou, du moins, aucun conflit n'opposa le séculier et le régulier. Au contraire, dans la seconde moitié du XII^e siècle le chapitre cathédral, le prieuré de Cassan, les abbayes et les ordres militaires entrèrent en conflit avec les évêques de Béziers.

L'épiscopat biterrois est sorti victorieux de ces luttes pour l'exemption : il a affermi son pouvoir et maintenu sa justice canonique. Ces conflits, suscités par des raisons variées, ont chacun leur physionomie particulière. Aussi nous commencerons par les étudier séparément (1). Mais au-delà de ces différences de détail, il existe entre eux de profondes ressemblances et il conviendra de dégager, dans une seconde partie, leurs caractères communs.

(1) Nous profiterons de cette étude analytique pour rappeler rapidement l'origine des abbayes dont nous n'avons pas encore parlé.

PREMIÈRE PARTIE

Les divers conflitsI. — *Le chapitre cathédral.*

D'antiques discordes opposaient l'évêque et le chapitre si l'on en croit la charte de concorde et de transaction qui essaya d'y mettre un terme en 1177 (2). Par cet accord, l'évêque Bernard Gaucelm céda à Saint-Nazaire et aux chanoines, les églises Saint Pierre de Lézignan, Saint Etienne de Boujan, Sainte Marie de Badonnes et celle de Podac, avec toutes leurs appartenances « Salvo (sic) episcopali reverentia ». Pour cinquante sous melgoriens, il leur céda aussi l'honneur de Caragaulère, situé près de Saint-Saturnin. Les chanoines, à leur tour, donnaient à l'évêque l'église Sainte Marie de Villeneuve.

Lorsqu'une église, relevant du chapitre, devenait vacante, les chanoines en recevaient la garde et nommaient un nouveau chapelain, avec le conseil de l'évêque qui ne pouvait s'y opposer ; mais il lui conférait la « cura animarum ». Ainsi jouait normalement le droit de patronat.

La charte réglait enfin une dernière difficulté. L'évêque abandonnait aux chanoines, des latrines que ses prédécesseurs possédaient depuis longtemps dans la « canonica », tandis que les chanoines s'engageaient à en faire aménager d'autres dans la demeure épiscopale.

II. — *Le prieuré de Cassan.*

Les textes sur le prieuré de Cassan sont beaucoup plus rares après la mort de s. Guiraud. Cassan est resté, semble-t-il, une maison prospère. Certains vicomtes, comme Roger II, demandèrent à y être ensevelis. L'école du prieuré était connue. En 1179, Pierre Raymond de Porcairargues, qui demandait à être enterré à Cassan et légua presque tous ses biens à cette maison, ajoutait dans son testament : « Petrum, filium meum naturalem, dimitto, ut, domus, de Caciono, semper eum habeat et eum litteras docere faciat » (3).

Cassan possédait dans le diocèse de Béziers, les Eglises suivantes : l'église d'Auréliac, Saint Victor, Saint Pierre de Lespignan, Saint Félix de Coulobres, Saint Martin de Graizan, Saint André de Prolian, Saint Laurent de Roujan, Saint Michel de

(2) L.N., page 372, n° 265.

(3) L.N., p. 381.

Padermes, Sainte Nathalie de Frane, Sainte Marie de Rocossels, Saint Sever de Vayron, Saint André de Becfès, et en outre des droits dans les églises de Cabrials et de Clairac. L'évêque de Béziers réclamait le quarton dans ces églises et sa demande provoqua un conflit. Béranger, archevêque de Narbonne, les évêques d'Agde et de Nîmes, et d'autres personnes encore (*Alliis sapientibus viris*) s'interposèrent et proposèrent un compromis accepté par les deux parties. Les droits de Cassan sur ces églises furent confirmés et l'évêque conservait les droits du synode et d'albergue. Toutefois, il ne s'opposait plus à ce que Cassan prélevât tous les ans deux muids de froment sur les quatre portions (*quartis portionibus*) qu'il retenait sur ces églises. Adrien IV confirma, en 1152, cet accord par une bulle adressée à Jean, prieur de Cassan (4).

III. — *Les Abbayes de Saint Aphrodise et de Saint Jacques.*

Les deux abbayes biterroises (5) ont de nombreux points de ressemblance. Leur histoire est également obscure, jusqu'au milieu du XI^e siècle : quelques noms d'abbés sont seulement arrivés jusqu'à nous ; un seul est à retenir, celui de Matfred, qui devint ensuite évêque en 1070 et réforma le chapitre cathédral. Sa présence à Saint Aphrodise est un gage de la valeur morale de cette abbaye (6). Les abbés, depuis une date inconnue, étaient vassaux de l'évêque, quasi chanoines de son chapitre et seigneurs de leur bourg. L'abbaye de Saint Jacques vivait, peut-être dès le début du XII^e siècle, selon la règle de s. Augustin et vers 1160, grâce à une donation de dix mille sous melgoriens que lui fit l'abbé Guilhem de Margon, l'abbaye de Saint Aphrodise se sécularisa et les textes postérieurs parlent de chanoines et non de moines. Enfin les deux abbayes se heurtèrent à l'évêque dans la seconde moitié du XII^e siècle.

En 1153, Eugène III, en énumérant les possessions de l'épiscopat biterrois, avait confirmé ses droits sur Saint Aphrodise et sur Saint Jacques, ainsi que sur les processions et sur les stations auxquelles étaient tenus les clercs de ces deux abbayes (7). Pourtant quelques années plus tard, l'évêque Guillaume se plaignait au pape Adrien IV, que les deux abbés refusassent de lui témoigner le respect et l'obéissance auquel il avait droit. Le pape, par une bulle du 13 décembre 1156-1158 (8) rappelait avec fermeté leurs devoirs aux abbés. Il était décidé, ajoutait-il, à ratifier la sentence canonique que l'évêque prononcerait contre eux en cas d'insoumission. Les abbés ne durent point cepen-

(4) G. CHRIST, t. VI, Instr. Col. 138-139.

(5) G. CHRIST, t. VI, col. 384-397 et 414-417 ; H.L., t. IV, p. 496 et 584.

(6) H.L., note 97, p. 496.

(7) L.N., p. 239, n° 177.

(8) L.N., p. 252, n° 187.

dant capituler devant l'évêque : en 1173-1176, Bernard Gaucelm dut recourir de nouveau à Rome. Alexandre III (9), à sa prière, rappela aux deux abbés rebelles qu'ils devaient fournir à Saint-Nazaire les stations que leurs prédécesseurs avaient coutume de fournir et qu'ils avaient eux-mêmes refusées. Si toutefois ils croyaient leur attitude justifiée contre les demandes de l'évêque, ils pouvaient en appeler aux évêques de Maguelonne et de Lodève. Le pape soulignait, l'expression est à noter, que leurs églises étaient « quasi duo prebende scilicet cathedralis ecclesie ».

Les bulles pontificales, si impératives qu'elles soient, ne mirent point un terme à ces querelles. Ces différends furent réglés, au moins pour un temps, par de accords conclus entre l'évêque et les abbés.

En 1175, grâce à l'intervention de Pons, archevêque de Narbonne, et de Fulcran, prévôt de Maguelonne, une composition à l'amiable fut conclue entre Bernard Gaucelm et Guilhem de Margon, abbé de Saint Aphrodise (10) ; elle fixait les droits respectifs des deux parties.

L'abbé était élu par les chanoines de Saint Aphrodise. Aussitôt après son élection, il devait faire hommage à l'évêque pour l'abbaye. Il n'avait pas et n'avait jamais eu voix au chapitre de Saint-Nazaire ni dans l'élection de l'évêque. Comme les autres chanoines de Saint-Nazaire, il percevait, à Noël et à Pâques, une once de poivre. Il devait enfin faire sa semaine à Saint-Nazaire (*Facere suam ebdomatam*) comme le préchantre et l'archidiacre le faisaient autrefois.

L'évêque gouvernait l'abbaye pendant la vacance du siège abbatial « *abbatiam tenere, regere, et sicut abbas, disponere* ».

Il devait « *facere procuracionem* » à tous les clercs de Saint Aphrodise, pour Noël, pour Pâques et pour Saint-Nazaire (11). Les autres stipulations réglaient les rapports des deux églises et assuraient la prééminence de l'église cathédrale. Tous les dimanches de l'Avent et du Carême, à Noël, à Pâques et à Pentecôte, pour les fêtes de Saint Michel et de Saint Nazaire, la majorité des clercs et des chanoines de Saint Aphrodise devaient assister à la cathédrale, aux vêpres et aux matines, et tous à la grand'messe et à la procession. Pendant l'Avent et le Carême, l'abbé n'était personnellement tenu à venir que le premier dimanche. Les cérémonies des Rogations groupaient tout le clergé de Béziers. Ces jours-là, la procession de Saint Aphrodise gagnait la cathédrale et se joignait aux clercs de Saint-Nazaire. La messe des Rogations était célébrée le premier jour à Saint Félix ou à la Madeleine, le second jour à Saint Aphrodise et le troisième jour à Saint Jacques. Le clergé de Saint Nazaire et celui de Saint Jacques assistaient à St Aphro-

(9) L.N., p. 335, n° 241.

(10) L.N., p. 348, n° 261.

(11) Le texte ne précise pas de quelle manière ni sous quelle forme.

dise à la bénédiction des Rameaux puis tous ensemble se dirigeaient vers la cathédrale, pour chanter la grand'messe.

Pour le vigile de S. Aphrodise, la procession de Saint Nazaire, avec les croix et les candélabres, se rendait solennellement en cette église. Après les premières vêpres, ceux qui le voulaient, prenaient, avant de repartir, un repas composé de pain et de vin. Le sous-chantre, l'école de Saint Nazaire et les chanoines qui voulaient rester, demeuraient jusqu'à matines et l'abbé devait les inviter à dîner. Le lendemain, le jour de la fête patronale, chanoines et clercs de Saint Nazaire assistaient à la grand'messe et l'abbé devait « facere procurationem ».

Enfin l'abbaye reconnaissait que depuis très longtemps, (diutissime) l'église Saint Nazaire percevait la dîme dans la paroisse de Saint Aphrodise : cet aveu assurait la supériorité de l'église cathédrale sur l'abbatiale (12). Aucun texte ne fait allusion aux rapports de l'évêque et de l'abbaye de Saint Aphrodise après 1175. Il serait peut-être imprudent de conclure à une absence totale de heurts.

Les difficultés avec Saint Jacques furent peut-être plus graves. Une première composition fut conclue vers le milieu du XII^e siècle, entre l'abbé Brunon et l'évêque, par l'intermédiaire de l'évêque de Nîmes et des abbés de Saint Gilles et de Saint Rufe. Le pape Adrien IV l'approuva. Mais ce texte n'est connu que par une allusion dans un acte de 1194 (13).

Un second accord intervint en 1178, entre Bernard Gauclm et l'abbé Guilhem Bernard. Il ne mettait en cause aucun principe essentiel et ne réglait que des difficultés survenues au sujet des digues, des moulins du gué français et du chemin qui y conduisait. L'abbé de Saint Jacques reconnaissait à Saint Nazaire, le libre passage, jusqu'au moulin, soit par le chemin public, soit par le sentier qui séparait la Condamine de Saint Jacques du jardin de Guillaume Laget. L'évêque, propriétaire des moulins, avait le droit d'appuyer la digue du moulin (paxeria) sur la rive de Saint Jacques et il pouvait en construire d'autres, même contre cette rive, pour protéger les berges ou le barrage lui-même. Le bateau des moulins avait la faculté d'accoster sur la rive de l'abbaye. L'évêque de Béziers, en échange, versait à Saint Jacques, mille sous melgoriens. Ce n'est là qu'une simple convention entre propriétaires terriens (14).

Le compromis, conclu en 1194, laisse entrevoir des plaintes

(12) Faut-il ajouter qu'aucun texte de cette époque ne fait allusion à l'apostolicité de l'église Biterroise ? L'abbaye n'eut pas manqué de s'en prévaloir. S. Aphrodise, contemporain du Christ, et compagnon de S. Paul Serge, son église, première cathédrale de Béziers sont des légendes postérieures au XII^e siècle.

(13) L.N., p. 468, n° 322.

(14) L.N., p. 376, n° 267.

beaucoup plus graves (15). Malheureusement, ce texte, qui n'a été conservé que par la collection Doat, est mutilé par d'innombrables lacunes (exactement cinquante et une de longueurs variées).

L'évêque reprochait d'abord à cette abbaye de n'avoir pas tenu compte de l'excommunication lancée contre un certain Guilhem de Murviel, peut-être chanoine de Saint Jacques. Violant l'obéissance due au Souverain Pontife et à l'évêque, l'abbaye était passée outre. Non contente de ne pas témoigner à l'évêque respect et obéissance, elle refusait d'écouter ses avis et même d'observer les interdits et les prohibitions qu'il édictait pour elle. Elle prétendait en effet être exempte par privilège du pape Adrien « se esse immunes ab hujus modi observantia ». Il semble aussi que l'évêque ait eu des difficultés pour percevoir les dîmes. L'évêque se plaignait enfin que les digues du moulin fussent ébranlées par des plantations d'arbres sur les rives appartenant à Saint Jacques. L'abbé refusait de faire les stations prescrites et l'évêque en retour ne lui donnait plus les « rationes ».

L'abbé, de son côté, accusait l'évêque de s'immiscer dans la gestion de l'abbaye et de l'empêcher de corriger ses chanoines selon la règle de Saint Augustin : selon lui, l'abbaye en avait souffert grand dommage. Une commission, formée de quelques chanoines et de plusieurs abbés parmi lesquels figuraient ceux de Fontcaude et de Saint Aphrodise, proposa, après enquête, d'en finir de la manière suivante. L'abbaye de Saint Jacques reconnaissait que l'évêque avait bien agi à l'égard de Guilhem de Murviel. Elle acceptait de se soumettre aux interdits lancés par l'évêque et lui promettait « reverentiam, obedientiam et subjectionem ». L'évêque devait laisser l'abbé corriger ses chanoines mais une lacune du texte ne permet pas de savoir quel droit il se réservait exactement en cette matière. Le problème des dîmes était également résolu mais ici encore le texte est mutilé.

Ainsi les deux abbayes biterroises avaient essayé de résister à l'autorité épiscopale. La lutte avait été longue et les premières bulles pontificales ne les avaient point fait céder. Mais l'une et l'autre avaient dû enfin s'incliner devant l'évêque et lui promettre respect et obéissance. Villemagne et Joncels eurent, pour des motifs divers, un sort identique.

IV. — *L'abbaye de Villemagne.*

Bâtie dans la vallée de la Mare, à une date inconnue, l'abbaye de Villemagne (16), figurait sur la Notitia de servitio monasteriorum dans l'édition aquitaine du IX^e siècle. A la fin

(15) L.N., p. 468, n° 322.

(16) G. CHRIST, t. VI, pp. 403-404 ; Instr. col. 144-147 ; H.L., t. IV, p. 575.

du XI^e siècle, s. Majan, dont les reliques avaient été transportées à Villemagne (17), devint peu à peu patron de l'abbaye au côté de s. Martin, premier titulaire.

Jusqu'au milieu du XII^e siècle, l'obscurité la plus grande règne sur son histoire : quelques donations au X^e siècle (18), le nom de quelques abbés, conservés par le rouleau mortuaire de Guifred, comte de Cerdagne (19), sont les seuls faits qui émergent de l'ombre.

Dans la seconde moitié du XII^e siècle, sous l'abbatiate de Béranger, Villemagne accrut sa puissance temporelle et se heurta à l'épiscopat biterrois.

Fidèle à la politique systématique qu'il a pratiquée à l'égard des églises méridionales, Louis VII confirma l'abbaye dans la possession de ses domaines (20). Il lui accorda la justice civile et criminelle et la permission de fortifier le bourg de Villemagne.

Vers le milieu du siècle, on découvrit dans la région des mines de plomb argentifère. En 1164, Ermengarde de Narbonne et Raimond Trencavel fixèrent leurs droits respectifs et ceux de l'abbaye (21) : à Villemagne, revenaient la moitié du minerai extrait dans les mines de l'abbaye et le tiers de l'argent transporté ou vendu au dehors. Protégée par le roi et enrichie par l'exploitation des mines, l'abbaye de Villemagne eut, à deux reprises, des difficultés avec les évêques de Béziers.

Le premier conflit se produisit en 1159-61. Guillaume, évêque de Béziers, et Béranger, abbé de Villemagne, réclamaient, l'un et l'autre, treize églises. Le litige fut porté devant Béranger, archevêque de Narbonne et légat du Saint-Siège, qui, avec le consentement des deux parties, trancha amiablement le différend (22). Sur ces treize églises, neuf restèrent à l'église de Béziers. Les quatre autres, à savoir les églises baptismales de Fraisse, de Saint Martin d'Aliuran (Lieurancabrières ?), de Saint Nazaire de Ladarès et de Saint Pierre de Rèdes avec ses chapelles, revinrent à l'abbaye. L'évêque conservait le droit de synode sur toutes les églises que Villemagne possédait dans le diocèse de Béziers, le quarten uniquement sur les quatre églises citées plus haut et le tiers (tercium) dans les églises qui le donnaient traditionnellement.

Peut-être l'évêque de Béziers mit-il peu d'empressement à livrer Saint Pierre de Rèdes, puisqu'en 1182, l'abbé de Villemagne se plaignait encore que l'évêque défînt injustement cette

(17) Le récit merveilleux de la translation de S. Majan, de Lombez à Villemagne, fut copié dans un manuscrit d'Eysses par Dom ESTIENNOT et publié par Dom VAISSETTE : H.L., t. V, Chronique n° 2, p. 5.

(18) H.L., t. III, col. 162, 178, 209 ; t. V, Chartes et Dip., n° 115, 126, 151

(19) H.L., t. III, p. 236 ; t. V, n° 164.

(20) H.L., t. III, p. 805 ; Cf. Pierre TISSET : *Gellone*, p. 144 et Achille LUCHAIRE : *Institutions monarchiques*, t. II, p. 276, sqq.

(21) H.L., t. V, Chartes et Dip., n° 661.

(22) L.N., pp. 271-274, n° 200.

église. Celui-ci d'ailleurs le niait. Bernard Gaucelm et l'abbé Béranger nommèrent alors quatre arbitres : Guilhem de Margon, abbé de Saint Aphrodise, Bernard de Narbonne, camérier de Saint Nazaire, un moine, Bernard de Magalas et Ermen-gaud de Villeneuve (23). Le différend fut tranché à l'amiable de la manière suivante. L'évêque de Béziers donnait à Villemagne, l'église de Saint Pierre de Rêdes et les chapelles de Mercoirel et de Cabimon, avec leurs appartenances, parmi lesquelles figuraient des mines, ainsi que les églises de Saint Jean de Nudauzanègue et de Saint Geniès, et réservait les droits de synode, d'albergue et de quarton. L'abbé Béranger lui cédait tout ce que possédait l'abbaye dans les églises et dans les domaines de Cabrières et de Clairac.

L'évêque de Béziers avait, ici encore, maintenu l'essentiel de ses droits. Il eut aussi l'occasion d'affirmer son autorité à l'égard de l'abbaye de Joncels.

V. — *L'abbaye de Joncels.*

L'abbaye de Joncels (24), bâtie dans la haute vallée de l'Orb, existait, comme Villemagne, au IX^e siècle. Pillée par des voleurs, elle fut réformée par S. Fulcran, évêque de Lodève (25). Au XI^e siècle, elle fit confirmer ses possessions par Grégoire VII (26), par Pascal II et par Innocent II (27). L'abbaye possédait dans Joncels, les églises de Saint Michel, Saint Saturnin et Saint Félix, deux églises dans le diocèse d'Agde, quatre dans celui de Rodez, une dans celui de Lodève, enfin dans le diocèse de Béziers, les églises de :

Saint Pierre de Silias (?)
 Saint Pierre de Ravignac
 Saint Martin d'Avesnes
 Sainte Marie d'Autignac
 Saint Dalmas et Saint Sauveur de Roqueredonde
 Saint Nicolas de Treudas
 Saint Saturnin de Caunas
 Saint Barthélémy d'Arnoyes
 Saint Julien de Fellines
 Saint Pierre de Drausthilag (?)

(23) L.N., pp. 403-405, n° 285.

(24) G. CHRIST, t. VI, coll. 398-403 ; Instr. coll. 128, 134, 136 ; H.L., t. IV, p. 485.

(25) Nous n'avons pas à étudier ici cette réforme. Il serait intéressant de savoir à quel titre agit S. Fulcran. Ce n'est ni comme évêque de Lodève ni comme mandataire. Peut-être est-ce à titre de propriétaire puisqu'il possédait des biens en cette région. Voir H.L., t. III, p. 205 ; Acta Sanctorum, février, t. II, p. 713, par. 17 ; ROUQUETTE : *Vie de S. Fulcran. Revue Hist. du diocèse de Montpellier*, t. II, p. 538.

(26) G. CHRIST, t. VI, Instr. coll. 128.

(27) G. CHRIST, t. VI, Instr. coll. 135-136.

Sainte Marie de Nize
 Saint Etienne de Die
 Saint Ultic de Boisset
 Saint Pierre de Brucule
 Saint Sauveur du Puys
 Sainte Suzanne de Bazac (?)
 et Sainte Marie de Frangouille.

Joncels avait un grave sujet de plainte. A une date indéterminée, cette abbaye avait été unie à Psalmodie. Innocent II, fatigué de ces plaintes, délia Joncels de tous les liens qui l'unissaient à Psalmodie (28). La sollicitude pontificale témoignait au moins de la régularité de l'abbaye dans la première moitié du XI^e siècle.

Ce fut pourtant à propos d'une grave irrégularité canonique, qu'elle entra en conflit avec l'évêque de Béziers. L'objet du différend, qui éclata en 1180, entre Bernard Gaucelm et l'abbaye de Joncels, fut l'élection d'un nouvel abbé. Deux lettres donnent de cet événement, deux versions contradictoires. La première (29) est adressée par l'abbé Bernard à l'évêque de Béziers. Accablé par la maladie et les infirmités, il avait renoncé à l'abbatiate entre les mains du prieur de Sauve et l'on avait élu pour abbé un moine de Sauve « Dominus reverendus de clairano ». Bernard avait ratifié cette élection. Les moines de Joncels confirmaient en tous points les paroles de leur abbé et demandaient à l'évêque de bénir le nouvel élu : « supplicamus ut jam dictum electum nobis in patrem et pastorem, prout debetis, canonice confirmare et benedicere benignitas vestra dignetur. »

La seconde lettre est de Pons, archevêque de Narbonne (30). Elle donnait de l'élection abbatiale, une version différente et tranchait le conflit survenu à ce propos entre l'évêque et les moines. Cette lettre constitue un excellent document ; son authenticité paraît indiscutable : Pons l'avait scellée de son sceau. L'archevêque était bien informé : l'affaire s'était réglée à Narbonne en sa présence, « post multam disputationem et totius negocii diligentes inquisitionem ». Son récit différait, au moins en deux points, de la version précédente.

Le premier point n'est pas essentiel. L'abbé élu s'appelait Déodat de Clermont (Deodatum de claromonte) ; est-ce bien la même personne que le « domimus reverendus de clairano » dont parlait l'abbé Bernard ? La seconde divergence est capitale : l'élection eut lieu, écrit Pons, après la mort de Bernard, « defuncto Bernardo, Juncellensi abbate ». Dès lors toute l'histoire de la démission de Bernard s'écroule ; sa lettre paraît bien être un faux fabriqué pour légitimer une élection irrégulière.

(28) G. CHRIST, t. VI, Instr. coll. 134.

(29) L.N., p. 384, n° 271.

(30) L.N., p. 385, n° 272.

L'élection de Déodat de Clermont fut certainement irrégulière ; si la rédaction de ce faux ne suffisait à l'établir, l'attitude de Bernard Gaucelm le prouverait amplement. L'évêque, en vertu de son pouvoir épiscopal, réprouva l'élection, et la déclara contraire au droit canonique « quia eidem episcopo non rite sed minus canonice videbatur fuisse facta electio dicti electi ».

Il faut renoncer à savoir pourquoi cette élection fut irrégulière. On peut supposer, par exemple, un véritable coup de force, masqué ensuite sous l'aspect d'une démission et régularisé, après la mort opportune de l'abbé, par une élection. C'est possible, mais invérifiable ; le fin mot de l'énigme nous échappe. Quoi qu'il en soit, Bernard Gaucelm s'était posé en champion du droit canonique et avait refusé de sanctionner une élection invalide.

Il fallut chercher un terrain d'entente. Les deux parties acceptèrent la médiation d'Etienne Guilhem de Poupian, archidiacre de Béziers, de maître Guiraud, préchantre, et de Richard d'Arboras, ancien abbé de St Guilhem, nommé avec l'assentiment de Hyacinthe, cardinal diacre et légat pontifical et de Pons, archevêque de Narbonne. On évita de toucher au fond même du problème. Mais l'on convint que l'évêque, cédant aux prières du cardinal et de l'archevêque, acceptait le nouvel élu « in benignitatis clementia », approuverait son élection et lui conférerait la bénédiction abbatiale. Bernard Gaucelm profitait de cet éclat pour faire confirmer les droits de l'évêque de Béziers : l'abbé s'engageait à venir au synode et promettait à l'évêque, le respect et l'obéissance canonique.

La lettre de Pons s'achève sur le triomphe de l'évêque de Béziers : en présence de l'archevêque de Narbonne, du prieur et des chanoines de Cassan et de tout le clergé biterrois, Bernard Gaucelm avait béni l'abbé qu'assistaient tous ses moines et reçu sa promesse de respect et d'obéissance. Le séculier l'emportait sur le régulier.

VI. — *Gellone, Aniane et Valmagne.*

Les évêques de Béziers entrèrent parfois en rapport avec des abbayes situées hors des limites de leur diocèse. En 1152, l'évêque Guillaume concédait à Gellone, l'église Saint Vincent de Poupian. Il retenait le quarten et les autres droits traditionnels que les évêques possédaient dans les autres églises, et précisait que l'abbé ne pouvait nommer de desservant sans son consentement (31).

Les rapports avec Aniane furent plus orageux. Dès 1146, des difficultés avaient surgi au point que Bermond de Levezou reçut

(31) G. CHRIST, t. VI, Instr., col. 137.

une bulle d'Eugène III lui demandant de ne plus commettre d'injustice envers cette abbaye (32).

En 1173, une transaction mit fin aux discussions (33). L'évêque Bernard Gaucelm confirma l'abbaye dans ses droits sur les églises suivantes : Saint-Cyprien de Sauvian, Saint-Julien d'Aspiran, Saint-Etienne de Villeneuve, Saint-Pierre d'Abeilhan, Saint-Martin de Lézignan, Saint-Jean de Cissan, Saint-Martin de Solas, Saint-Amans de Teulet, Saint-Pierre de Carcarès, Saint-Pierre de Nizas, en réservant les droits traditionnels. Et il donnait à l'abbé quatre mille sous melgoriens. Celui-ci cédait les églises de Graizan, de Montels, de Fontanes, de Caraneuvan, de Laurens, de Pouzolles, et l'honneur de Casilhac. C'est là le seul acte qui, dans leurs rapports avec les abbayes, n'avantage pas nettement les évêques.

Aucune difficulté, par contre, ne troubla les rapports de Béziers et de Valmagne. En 1201, l'évêque Guillaume de Roquesels donna à cette abbaye l'église de Saint-Marcel d'Abeilhan et la chapelle de Saint-Pierre de Cabrials, avec tous leurs droits et toutes leurs appartenances (34). Il se réservait les droits de synode, de quarten et d'albergue et exigeait le respect de sa justice et de ses interdits.

VII. — *La Milice du Temple et l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem*

Les ordres militaires se développèrent, dans le diocèse, au XII^e siècle. Mais, alors que les anciennes abbayes ont légué, comme témoignage de leur splendeur d'antan, leurs églises abbatiales « qui gardent encore, pour qui sait les écouter, l'écho des psalmodies bénédictines et comme le parfum des prières séculaires » (35), la Milice du Temple et l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem n'ont laissé que des traditions incontrôlables et des documents peu nombreux.

Les Templiers (36) n'eurent jamais de maison à Béziers, mais ils possédaient, près de la ville, une exploitation agricole, les Bréguines. Dans le diocèse, les maisons d'Abeilhan, de Cabrières et de Cazouls-d'Hérault, avec leurs annexes d'Uscelas et de Lézignan, relevaient de l'importante commanderie de Pézenas.

Les vicomtes et les évêques de Béziers les protégèrent : en 1135, Raimond Trencavel permit à ses vassaux de donner au

(32) JAFFÉ W., t. II, p. 36, n° 8955.

(33) Inventaire de Gallien, t. I, p. 24 verso. Livre « de omnibus », lettre B., fol. CMxiii, analysé par Dom de Bourg : *Abbaye d'Aniane*. — Mélange de littérature et d'histoire religieuse, offert à Mgr de Cabrières, t. I, p. 173.

(34) L. N., p. 499, n° 339.

(35) M. GRANIER : *L'Abbaye de St-Pons de Thomières*, p. 9.

(36) E. BONNET : *Les maisons de l'ordre du Temple dans le Languedoc méditerranéen*.

Temple des fiefs en franc-alleu. Ce privilège fut confirmé en 1201.

Bernard Gaucelm, en 1181, donna à la Commanderie de Sainte-Eulalie du Larzac l'église de Saint-Martin des Ubertes et la chapelle de Roquesels (37). Il se réservait les droits de synode, de quarton et d'albergue, et rappelait qu'en raison de l'interdit qui pesait sur le château de Roquesels, les offices ne pouvaient être célébrés que par les seuls Templiers, et toutes portes closes. L'accès de ces églises était interdit aux habitants des paroisses voisines, à moins qu'ils ne viennent s'établir définitivement chez les Templiers.

Quant au desservant, l'évêque établissait une distinction : si c'était un prêtre (du clergé diocésain), il était nommé sur le conseil et avec l'autorisation de l'évêque, et promettait au Temple simplement l'obéissance (simpliciter obedientiam) ; s'il s'agissait d'un Templier, il promettait également obéissance au Temple, « salvo jure et reverentia nostra ».

En 1203, l'évêque Guillaume de Roquesels donna à Bermond, commandeur de Pézenas, les églises de Saint-Pierre de Cazouls et de Saint-Jean d'Usclas (38), avec toutes leurs appartenances. Il réservait formellement les droits de synode, de quarton et d'albergue, et « omni reverentia et potestate episcopali ». Quant aux desservants, qu'ils soient ou non Templiers, ils devaient d'abord être présentés à l'évêque pour recevoir de lui la « cura animarum » et lui promettre respect et obéissance. Les Templiers renonçaient même à obtenir l'exemption par quelque moyen que ce soit, même par un acte pontifical (« alicujus Pape decreto vel decretali nec ullo ejusdem rescripto vel indulgentia »).

L'application de ces chartes ne suscita pas de difficulté, semble-t-il ; la Milice du Temple n'est point entrée en conflit avec l'autorité épiscopale, sans doute parce qu'elle avait peu d'intérêts dans le diocèse. L'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem joua, à Béziers, un rôle plus important et eut une histoire plus mouvementée.

L'Hôpital apparut à Béziers dès le début du XII^e siècle. En 1109, Guilhem Pons, de Campagnoles, donna les églises Saint-André de Campagnoles et Saint-Pierre de Poupian à l'Hôpital et à Raimond de Fendelle, commandeur de l'ordre à Béziers (40). Cette donation fut approuvée par l'évêque Arnaud de Levezou et par les chanoines.

(37) L. N., p. 386, n° 373.

(38) L. N., p. 511, n° 345.

(39) A. SOUCAILLE : *Les Templiers et les Hospitaliers dans le diocèse de Béziers*. BSAB 2^e série, t. XIII, ann. 1886, p. 154.

(40) Arch. Dép. de la Hte-Garonne. Fonds de Malte. Série H, layette Campagnoles, liasse I. Cet acte a été édité par Dom du Bourg : *Histoire du Grand Prieur de Saint-Gilles* ; pièces justificatives : n° 112 et reproduit dans BSAB, 2^e série, n. XIII, p. 181.

Bermond de Levezou donna à l'ordre une nouvelle extension. En 1143, il unit à l'Hôpital l'église Saint-Théodoric, et, en 1148, il lui fit don de l'église Saint-Saturnin, bâtie hors des remparts (41).

Achats, dons et legs enrichirent vite le patrimoine de l'ordre : des oblates apportèrent à l'Hôpital leur personne et leurs biens, tels Pons, en 1186 (42), Pierre de Campagnoles, en 1190 (43), ou, en 1193, Raymond de Libouyrac, qui donna à l'ordre un domaine important sur les rives du Libron (44). La commanderie de Campagnoles, près Cazouls-les-Béziers, a été minutieusement étudiée (45). Durant tout le XII^e siècle, l'ordre acquit, près de Cazouls, des droits et des terres qu'il groupa autour de Campagnoles. Une commanderie y fut fondée en 1178 et, en 1190, elle obtint de Roger II le droit de justice et la permission de se fortifier.

Les chevaliers de l'Hôpital entrèrent en conflit avec l'autorité épiscopale, à propos de l'église de Saint-Saturnin. Bermond de Levezou leur avait donné cette église comme chapelle. La charte de 1148 (46) était très explicite. En vertu d'une ancienne coutume (« antiquam consuetudinem »), défense était faite aux hospitaliers de recevoir les paroissiens des autres églises et de donner, à d'autres qu'à eux-mêmes, la pénitence et la communion. Seuls, ceux qui s'étaient donnés à l'Hôpital en bonne santé et avaient déjà porté la croix, pouvaient être ensevelis dans cette chapelle. Baptême, mariage, relevailles, grand' messe étaient interdits. Leur cloche ne devait pas sonner en même temps que celle de la Madeleine et les clercs de Saint-Saturnin étaient tenus de participer aux processions avec ceux de cette église. L'autorité de l'évêque restait donc entière sur cette chapelle non exempte, mais elle était uniquement canonique et non féodale : Saint-Saturnin s'élevait en effet « in alodio Hospitalis ». Cependant, cette église ne devait être commise à aucun laïque.

Les Hospitaliers n'observèrent pas longtemps ces prescriptions. Bernard Gaucelm se plaignit au Pape que l'Hôpital admît aux offices des excommuniés et des interdits et qu'il leur donnât la sépulture religieuse. Alexandre III, par une bulle (47) adressée en 1171-1173 au prieur de l'Hôpital de Saint-Gilles,

(41) Ces textes sont contenus dans la *Tonsura Antiquior*. Ils ont été édités dans *G. Christ*, t. VI Instr. col. 137 et analysés dans *H.L.*, t. V, col. 1424. Le deuxième texte figure aussi dans le *Livre Noir* et a été édité par Rouquette : *L.N.*, p. 227, n° 166.

(42) *H.L.*, t. VIII, n° 38.

(43) CASSAN : *La Commanderie de Campagnoles*.

(44) *Arch. Municip. de Béziers* : édité dans *B.S.A.B.*, 2^e sér., t. XIII, p. 174.

(45) CASSAN : *La Commanderie de Campagnoles près de Cazouls les Béziers*. *B.S.A.B.*, 2^e série, t. X, pp. 1-142.

(46) *L.N.*, p. 227, n° 166.

(47) Insérée au *Livre Noir*, fol. 143 ; analysée dans l'inventaire de Gallien, t. I, fol. 131 ; éditée par Rouquette : *L.N.*, p. 322, n° 234.

défendit aux Hospitaliers de recevoir les excommuniés et de les ensevelir ; et il ordonna même d'exhumer ceux qui avaient été ensevelis. Les interdits pouvaient, par permission du Saint-Siège, être admis une fois par an. A l'avenir, l'Hôpital n'avait qu'à observer les prescriptions de la charte de 1148, à moins qu'il ne la considérât comme révoquée de plein droit ; dans ce cas, l'évêque de Lodève pouvait statuer sans appel.

Nous ignorons si l'Hôpital se soumit à l'injonction pontificale. En tous cas, sa soumission fut de courte durée. En 1180 (48), Bernard Gaucelm se plaignait encore ; d'après lui, les Hospitaliers ne respectaient point les conventions passées et ne montraient point à l'évêque le respect et l'obéissance qu'ils lui devaient. Les deux parties composèrent sous l'arbitrage du prieur de l'Hôpital de Capestang et du prieur de la Jordane. L'évêque et les chanoines acceptaient d'oublier leurs griefs et l'Hôpital promettait à l'évêque et à Saint-Nazaire respect et obéissance et s'engageait à observer toutes les stipulations imposées par la charte de 1158.

Une fois de plus, Bernard Gaucelm avait fait respecter, avec succès, l'autorité épiscopale.

DEUXIÈME PARTIE

Les caractères communs

Ainsi, durant la seconde moitié du XII^e siècle, chapitre, abbayes et ordres militaires ont essayé de secouer l'autorité de l'évêque de Béziers, et d'échapper à sa justice. L'exemption était l'enjeu de ces luttes dont l'épiscopat biterrois sortit victorieux. Bernard Gaucelm fut le principal artisan de ce succès, mais, comme ses prédécesseurs immédiats, il a été vigoureusement soutenu par le Saint Sièges.

Le triomphe de l'épiscopat dans la lutte pour l'exemption, l'œuvre personnelle de Bernard Gaucelm, l'intervention du Saint Sièges, tels sont les points essentiels et les caractères communs, qu'il convient maintenant d'étudier.

L'exemption fut le but poursuivi par tous. Nul ne l'atteignit au XII^e siècle dans le diocèse de Béziers, et tous restèrent soumis à l'autorité et à la juridiction de l'évêque. Cette soumission à la justice canonique se manifestait de trois manières.

D'une part, Saint-Aphrodise, Saint-Jacques, Villemagne, Joncels et l'Hôpital ont reconnu devoir à l'évêque l'obéissance et le respect, « *obedientia et reverentia* ». L'acceptation des

(48) *L.N.*, p. 388, n° 274.

excommunications et des interdits épiscopaux, qui est d'ailleurs incluse dans la formule précédente, est parfois rappelée avec beaucoup de netteté. La soumission à l'évêque comporte aussi le contrôle des élections abbatiales : Bernard Gaucelm, en refusant l'élection irrégulière de Déodat de Clermont, agissait « *episcopalis dignitatis auctoritate* ».

La primauté de l'évêque et de l'église cathédrale se traduisait ensuite, sur le plan liturgique, par l'assistance obligatoire des abbayes suburbaines à certains grands offices de Saint-Nazaire.

La juridiction épiscopale s'exerçait enfin sur les églises qui relevaient des abbayes ou des ordres militaires. Les droits d'albergue, de synode et de quarton étaient le signe même de cette soumission.

L'albergue est définie en ces termes (bien que le mot lui-même n'y figurât pas) dans la charte de donations aux Templiers : « *In aliis ecclesiis parochialibus, ut, cum ibi ego vel successores mei vel archidiaconus vel canonici veneremus, nos benigne, sicut mos est aliarum parochiarum, suscipiatis.* » (49)

Pour éviter de possibles abus, l'albergue a parfois été transformée en la perception d'une finance. Ainsi Guillaume de Roquesels spécifiait, en 1201, pour les églises données à Valmagne : « *Ne pontificalis alberga nimio vobis existat gravamini, pro eadem alberga, dabitur solummodo quindecim solidos melgorienses.* » (50)

Le quarton était une redevance modique : Quinze sous melgoriens pour les églises données à Valmagne, cinq sous pour Sainte-Marie des Ubertes, donnée au Temple. Dans les églises cédées à Villemagne, en 1159-1161 (51), le quarton variait entre cinq et vingt sous. Cette taxe avait une valeur essentiellement réognitive.

Le droit de synode était le plus important : il impliquait l'obéissance à la convocation, l'assistance au synode, le paiement d'une taxe et l'application dans la paroisse des statuts synodaux : « *Singulis etiam sinodis nostris, unus de fratribus vestris intererit, cui debitum quatedraticum offerat et statuta sinodalia ad ecclesias supradictas refferat.* » (52) La taxe versée était plus modique encore que le quarton : Sainte-Marie des Ubertes, qui payait quinze sous de quarton, versait neuf deniers et demi à titre de droit synodal. Synode et quarton signifiaient la soumission de ces églises à l'autorité et à la justice canonique de l'évêque, qui conférerait à leur desservant la « *cura animarum* ».

Pour certaines églises, enfin, l'absence d'exemption se traduisait par l'interdiction de recevoir des étrangers aux offices.

(49) *L.N.*, p. 386, n° 273, *supra* ch. IV, 1^{re} partie, paragr. 7.

(50) *L.N.*, p. 499, n° 339.

(51) *L.N.*, p. 271, n° 200 cf. *supra*, ch. IV, 1^{re} partie, paragr. 4.

(52) *L.N.*, p. 499, n° 339.

C'était très net pour Saint-Saturnin, donné comme chapelle à l'Hôpital en 1148 (53) : baptêmes, mariages et grand'messes étaient prohibés, la confession et la communion ne pouvaient être conférées qu'aux Hospitaliers. Saint-Saturnin n'était qu'une chapelle, mais Sainte-Marie des Ubertes était une église paroissiale : « Ecclesia cum sua parochia. » Pourtant, son accès demeurait interdit aux habitants des paroisses voisines.

Ainsi, sur les abbayes en général, comme sur les paroisses qui relevaient d'elles, les évêques avaient affermi leur autorité et conservé leur justice. Aucun des évêques de cette période n'a compromis cet effort. Plusieurs, comme Guillaume, Geoffroi ou Guillaume de Roquesels, y ont participé d'une manière efficace. Mais ce fut surtout l'œuvre de Bernard Gaucelm.

Bernard Gaucelm, de la famille des barons de Lunel, était le petit-fils de Guilhem, seigneur de Montpellier (54). Evêque de Béziers de 1167 à 1184, il devint archevêque de Narbonne, peut-être dès 1181 : en tout cas, il reçut le pallium en 1185 et mourut en 1191. Son action dans le diocèse fut profonde.

Il fut d'abord le défenseur de la paix. Il avait fait jurer la paix de Dieu au vicomte de Béziers et à ses chevaliers : selon la formule traditionnelle, étaient compris dans cette paix, les religieux, les clercs les paysans, les pêcheurs, les chasseurs, ceux qui vont sans arme et sur un cheval non armé, ceux qui portent leurs morts, les bêtes de somme et leur charge, les voyageurs, les marchands, les bœufs, les vaches, les moutons, les porcs, les chèvres, les moulins et les oliveraies. Il mandait alors à l'archiprêtre de Béziers, Viduin (55) de faire jurer la paix dans tout son archiprêtré. Il essayait même de rétablir la trêve de Dieu du jeudi soir au lundi matin. Dans une région troublée par des guerres incessantes, et dans une ville que venaient d'ensanglanter le meurtre de Raimond Trencavel et les représailles qui l'avaient suivi, cette tentative ne dut avoir qu'un médiocre succès. Elle ne prouve pas moins la volonté de Bernard Gaucelm de défendre la paix.

Défenseur de la paix, Bernard Gaucelm fut aussi le champion inlassable du pouvoir épiscopal. Il sut l'affermir devant le pouvoir vicomtal ; sous son épiscopat, Raimond et Roger Trencavel abandonnèrent la directe sur les fiefs que l'évêque pouvait désormais acquérir, même sans leur permission (56). Plus encore, il a su le défendre contre le désir d'émancipation qui animait alors les monastères. Durant son épiscopat furent conclues les compositions à l'amiable qui réglèrent les difficultés avec ses chanoines, avec les abbayes de Saint-Aphrodise, de Saint-Jacques, de Villemagne et de Joncels, et avec l'Hôpital.

(53) *L.N.*, p. 227, n° 166, cf. *supra*, ch. IV, 1^{re} partie, parag. 7.

(54) *H.L.*, t. IV, col. 264, note 58.

(55) *L.N.*, p. 319, n° 232.

(56) *L.N.*, p. 405, n° 286, cf. *supra*, ch. III, 4^e partie.

Ces compositions affermirent chaque fois la justice canonique de l'évêque et repoussèrent l'exemption.

Bernard Gaucelm se révéla ainsi un prélat avisé et tenace et le plus grand des évêques de Béziers de la seconde moitié du XII^e siècle. D'incontestables qualités humaines l'ont aidé dans les luttes qu'il eut à soutenir, mais aussi il sut utiliser deux auxiliaires infiniment précieux : le droit canonique et le Saint Siègle.

L'obéissance et le respect dû à l'évêque constituent des notions classiques en droit ecclésiastique. Bernard Gaucelm était ici épaulé par toute la tradition canonique. Cette constatation est trop évidente pour que l'on s'y appesantisse. Mais des coutumes doubleraient les prescriptions générales et les évêques de Béziers ne manquèrent pas de les rappeler. L'albergue, imposée au Temple en 1180, fut définie selon l'usage : « Sicut mos est aliarum parrochiarum. » (57). La participation de Saint-Nazaire à la fête de Saint-Aphrodise fut réglée « secundum antiquam consuetudinem ». (58) L'abbé de Joncels promet obéissance à l'évêque, « sicut scriptum erat in libro capitulari ». (59) Alexandre III lui-même, en 1173, rappelait aux abbés l'obligation des stations « sicut ab antiquo fuerat consuetum ». (60) L'épiscopat biterrois avait ainsi mis à son service le droit ecclésiastique coutumier.

Sut-il utiliser aussi le droit romain ? Le droit romain a contribué à restaurer dans l'Eglise l'autorité des évêques, comme dans l'Etat celle des souverains, en les dégageant lentement de l'emprise du droit féodal. Ce droit exerçait, à cette époque, une influence grandissante dans le Midi Languedocien. Mais il est impossible de dire s'il a servi à l'affermissement de l'épiscopat biterrois. Cela paraît assez peu vraisemblable.

Par contre, l'aide du Saint Siègle est éclatante. Elle n'a fait défaut ni à Bernard Gaucelm, ni à aucun autre évêque de Béziers. Il nous reste donc à étudier l'intervention du Saint Siègle dans la querelle de l'exemption. Trois points sont à noter spécialement.

A cette époque, le Saint Siègle n'a jamais accordé d'exemption dans le diocèse de Béziers. Même lorsque, en 1149, Eugène III demanda à Bermond de Levezou d'autoriser le vicomte à construire une chapelle dans son château, il indiqua sans doute que seul un interdit personnel pourrait y empêcher la célébration des offices, mais il précisait bien : « Salva nimirum in aliis tui et ecclesiæ tuæ integra iusticia. » (61).

D'autre part, plusieurs conflits furent réglés grâce à l'intervention des légats du Saint Siègle, tels Bérenger, qui était à la

(57) *L.N.*, p. 386, n° 273.

(58) *L.N.*, p. 350, n° 251.

(59) *L.N.*, p. 386, n° 273.

(60) *L.N.*, p. 335, n° 241.

(61) *L.N.*, p. 229, n° 167.

fois légat et archevêque de Narbonne, dans le différend avec Villemagne, ou le cardinal Hyacinthe, dans l'affaire de Joncels. Ils furent toujours favorables aux évêques de Béziers. (62)

Enfin, chaque fois que l'évêque de Béziers eut recours à Rome, le Saint Siège l'a soutenu sans réserve. En 1156-1158, Adrien IV rappelait aux abbés de Saint-Aphrodise et de Saint-Jacques leur devoir envers l'évêque (63). Au même moment, par une bulle (64), il signifiait au clergé et au peuple de Béziers, qu'eux aussi devaient à l'évêque respect et obéissance ; il leur ordonnait en outre de donner à l'évêque la part des dîmes et des oblations qui lui revenait et il condamnait la conduite de moines (on ne sait s'il s'agit de moines de Saint-Aphrodise ou de gyrovagues) qui osaient administrer les sacrements, au mépris de leur règle. Dans tous les cas, le Saint Siège s'engageait à ratifier la sentence de l'évêque. En 1156, Andrien IV confirmait la transaction entre l'évêque et le prieuré de Cassan. (65)

Alexandre III agit de la même manière avec Bernard Gaucelm. En 1171-1173, non seulement il ordonna aux Hospitaliers de respecter les excommunications et les interdits épiscopaux (66), mais encore il reprocha à tous les moines du diocèse de manquer de respect à leur évêque et de ne pas payer la portion des dîmes et des offrandes léguées par les morts qui lui revenait (65). En 1173-1176, les abbés de Saint-Jacques et de Saint-Aphrodise reçurent une bulle d'Alexandre III au sujet des stations qu'ils refusaient de faire.

Ainsi, à une époque où l'exemption était facilement obtenue, le Saint Siège l'a refusée aux abbayes du diocèse de Béziers. Au contraire, les papes ont soutenu l'épiscopat biterrois et ont contribué à affermir son pouvoir. Ces marques non équivoques de confiance, données avant comme après la Croisade (68), prouvent que les évêques de Béziers, non seulement n'étaient pas suspects, mais encore qu'ils étaient en faveur auprès de la cour pontificale. La sollicitude du Saint Siège prend une singulière valeur si l'on remarque que, jusqu'en 1205, les papes n'ont jamais adressé un reproche aux évêques de Béziers et n'ont point fait une seule allusion aux dangers que faisait courir à leur diocèse l'hérésie albigeoise.

(62) cf. *supra*, ch. IV, 1^{re} partie, 4^e et 5^e parag.

(63) *L.N.*, p. 252, n° 187.

(64) *L.N.*, p. 253, n° 188.

(65) G. CHRIST, t. VI, instr., col. 138.

(66) *L.N.*, p. 322, n° 234.

(67) *L.N.*, p. 323, n° 235.

(68) Adrien IV et Alexandre II firent plus encore pour les évêques de Béziers. Comme Eugène III, ils confirmèrent Saint-Nazaire dans la possession de ses biens. Mais les bulles sont perdues et ne sont connues que par une allusion d'Honorius III. Ce pape plaça Saint-Nazaire sous la protection de s. Pierre « ad exemplum felicitis memorie Adriani et Alexandri predecessorum nostrorum Romanorum Pontificum » (a). Les pancartes d'Eugène III et d'Honorius III ont été analysées, *supra*, ch. I, 2^e partie. (a) *L.N.*, p. 543, n° 361.

APPENDICE I

LE SAINT SIEGE ET L'EXEMPTION
DANS LE DIOCESE DE BEZIERS

Le Saint Siège, qui accordait facilement l'exemption au XII^e siècle, l'a refusée aux abbayes biterroises. Cette politique a une signification très nette pour Béziers : l'épiscopat biterrois n'était pas suspect. Envisagée dans une perspective romaine, elle a peut-être un autre sens.

Les abbayes du diocèse de Béziers comptaient peu sur le plan temporel, tandis que l'évêque de Béziers était, dans le Midi, un seigneur déjà puissant. Le refus de l'exemption empêchait une diminution de son pouvoir spirituel et un effriement de son autorité.

Dès lors, on peut se demander si l'aide apportée aux évêques sur le plan canonique n'avait point un mobile politique : fortifier un seigneur temporel qui, dans la lutte du Sacerdoce et de l'Empire, devait être un allié fidèle pour le Saint Siège.

Depuis Grégoire VII, la Papauté s'était donné une base territoriale solide dans l'Italie du Nord, en Espagne et dans la France méridionale. Elle ne pouvait guère poursuivre en Languedoc cette politique aux dépens de la maison de Saint-Gilles. Mais, si l'hypothèse que nous formulons est exacte, et seules des recherches systématiques pourraient la vérifier, la protection accordée aux évêques de Béziers aboutissait à des résultats identiques. Suzeraineté sur les Etats vassaux du Saint Siège et aide canonique aux évêques seigneurs temporels seraient peut-être alors deux aspects différents d'une même politique.

La carence du pouvoir épiscopal et le triomphe de l'hérésie

Etude critique de l'historiographie traditionnelle

Grâce à l'appui du Saint Siège, le pouvoir épiscopal était sorti victorieux de la lutte pour l'exemption. Face au vicomte, il s'était affermi et l'évêque jouait à Béziers le rôle de coseigneur. Pourtant, si l'on en croit l'historiographie traditionnelle, le pouvoir épiscopal, par la négligence ou la complicité de ses titulaires, a été impuissant face à l'hérésie et Béziers était devenu, au début du XIII^e siècle, une des capitales de l'Albigéisme. Nous laisserons de côté les travaux du XIX^e siècle, presque tous périmés, et nous nous contenterons de deux ouvrages récents : *l'Histoire de l'Inquisition*, de Jean Guiraud (1) et *La Croisade contre les Albigeois et l'union du Languedoc à la France*, de Pierre Belperron (2). Ils sont l'un et l'autre formels.

Pour Jean Guiraud (3) : « La ville de Béziers était presque entièrement hérétique. Les légats du Saint Siège, Pierre de Castelnau et Raoul, en ordonnant au comte de Toulouse de chasser les hérétiques de ses Etats, avaient attiré son attention sur ceux de Béziers, ville que tenait de lui son vassal Trencavel, vicomte de Béziers et de Narbonne ; mais celui-ci n'osa intervenir auprès des consuls de cette ville, qui étaient hérétiques. » Plus loin, il ajoute (4) : « De Servian, les prêcheurs (Didace et S. Dominique) se dirigèrent sur Béziers, l'une des citadelles de l'hérésie, montrant ainsi leur intention d'attaquer l'Albigéisme de front. Les Parfaits étaient tout puissants dans cette ville, grâce à la connivence du vicomte, des consuls et même de l'évêque. »

(1) Paris, 1935.

(2) Paris, 1942.

(3) *op. cit.*, p. 273.

(4) *op. cit.*, p. 384.

Pierre Belperron est aussi catégorique (5) : « Enrichie par le commerce des vins, Béziers était une ville opulente qui avait rapidement conquis ses libertés municipales, au besoin par la violence. La ville appartenait par parties à l'évêque et au vicomte et ses consuls traitaient de pair avec ces deux autorités. Ces consuls étaient hérétiques ou, au moins, favorables à l'hérésie, ainsi qu'une grande partie de la population. » Et ailleurs (6) : « Béziers était aux mains des hérétiques. »

Les arguments sur lesquels se fonde cette thèse sont de trois sortes : d'abord des textes généraux qui visent tout le Languedoc, ensuite des faits locaux antérieurs à 1209, enfin des textes postérieurs à la Croisade, dont le plus important est l'*Hystoria Albigenensis*, de Pierre des Vaux de Cernay.

Le premier argument peut se formuler ainsi : tout le Languedoc fut infesté par l'hérésie ; Béziers n'a donc pas échappé à la contagion. Nous n'avons pas à étudier l'hérésie en Languedoc ; nous nous bornerons aux remarques suivantes : d'abord, comme l'a noté M. Dossat (7), le tableau religieux du Languedoc au début du XIII^e siècle est beaucoup trop poussé au noir. Il y avait encore, dans l'épiscopat comme dans les abbayes, des éléments sains. Ailleurs la situation n'était pas tellement différente : quand on lit les canons du concile de Montpellier de 1195 et ceux du concile de Paris de 1212, le contraste entre le domaine royal et le comté de Toulouse s'atténue sensiblement.

Les textes que l'on cite le plus souvent pour peindre, sous les couleurs les plus sombres, l'état misérable de l'Eglise languedocienne, sont déplorablement imprécis.

Que conclure du texte de s. Bernard : « Les basiliques sont sans fidèles, les fidèles sans prêtres, les prêtres sans honneur ; il n'y a plus que des chrétiens sans Christ. Les sacrements sont vilipendés, les fêtes ne sont plus solennisées, les hommes meurent dans leur péché. On prive les enfants de la vie du Christ en leur refusant la grâce du baptême. » (8) C'est une belle amplification oratoire, un brillant morceau de réthorique selon un genre cher aux sermonaires médiévaux. Sa force probante est bien faible.

Faut-il croire aveuglément Raymond V lorsqu'il écrit au chapitre général de Citeaux, en 1177 : « L'hérésie a pénétré partout. Elle a jeté la discorde dans toutes les familles, divisant le mari et la femme, le fils et le père, la bru et la belle-mère. Les prêtres eux-mêmes cèdent à la tentation. Les églises sont désertes et tombent en ruines... Pour moi, je cherche en vain le moyen de mettre fin à de si grands maux et je reconnais que je sens mes forces au-dessous de cette tâche. Les personnages les

(5) *op. cit.*, p. 162.

(6) *op. cit.*, p. 110.

(7) Y. DOSSAT : *Le clergé méridional à la veille de la croisade albigeoise*. Revue Historique et Littéraire du Languedoc, 15 septembre 1944.

(8) Cité par P. BELPERRON, *op. cit.*, p. 122.

plus importants de ma terre se sont laissé corrompre. La foule a suivi leur exemple et abandonné la foi, ce qui fait que je n'ose ni ne puis rien entreprendre. » (9) Un texte aussi vague est sans valeur pour Béziers. Cette lettre constitue seulement une première ébauche de la politique toulousaine : faire passer pour hérétiques les vasseaux indociles et attirer sur eux les foudres de la croisade.

Un dernier argument nous paraît condamner ce genre de généralisation. Jamais Montpellier n'a été considéré comme hérétique et n'a été englobé dans ces condamnations générales. Pourquoi n'agirait-on pas de même avec Béziers ? Il faut savoir si Béziers était ou non gagné à l'Albigéisme avant d'étendre sur cette ville des jugements excessifs ou tendancieux, vagues et trop généraux.

L'historiographie traditionnelle a trouvé dans l'histoire de Béziers avant la croisade trois indices propres à renforcer sa thèse : les fortifications de Saint-Pierre du Bois en 1203, la conduite de Guillaume de Roquesels en 1205 et la liste des hérétiques dressée en 1209.

L'affaire des fortifications de Saint-Pierre du Bois est hautement significative. Elle mérite une étude attentive, car tous les historiens de la croisade ont cru voir en elle une preuve décisive de l'importance de l'hérésie. Andoque l'a mentionnée le premier, dans son catalogue des évêques de Béziers : « Il (Guillaume de Roquesels), écrit-il, fut aussi présent..., à un acte de 1203 par lequel Raymond Roger permit aux chanoines de Saint-Nazaire de fortifier l'église de Saint-Pierre du Bois afin que les hérétiques, dont le nombre croissait chaque jour dans Béziers, ne s'emparassent pas de cette église champêtre ou ne prissent les ornements qui y étaient. » (10)

La notice de la Gallia Christiana, consacrée à Guillaume de Roquesels, rapporte le même fait : « Anno 1203 nominatur præsens in instrumento. Raimundi Rogerii canonicis sancti Nazarii concedentis, ut S. Petri de Bosco Ecclesiam munire contra Valdensium impetus, ne rusticanam basilicam invaderent aut diriperent, eorum in dies apud Biterros crescente numero. » (11)

Dom Vaissette s'est contenté, sur ce point, de copier Andoque, qu'il cite en référence : « Ils (les hérétiques) deviendraient si puissants dans Béziers que le vicomte fut obligé d'accorder aux chanoines de la cathédrale la permission de fortifier l'église de Saint-Pierre du Bois, de peur qu'ils ne s'en emparassent. » (12)

Sabatier, à son tour, reprit la même idée et il nota sans référence, dans l'*Histoire de la Ville et des Evêques de Béziers* : « En 1203, il (Guillaume IV de Roquesels) fut présent à un autre

(9) Cité par P. BELPERRON, *op. cit.*, p. 111.

(10) Andoque, *op. cit.*, p. 75.

(11) *Gallia Christ.*, t. VI, col. 324.

(12) *H.L.*, t. VI, col. 220

acte, par lequel le vicomte de Béziers autorisa les chanoines de Saint-Nazaire à fortifier l'église de Saint-Pierre du Bois, pour qu'elle fut à l'abri des profanations et des dévastations des Vaudois, dont le nombre s'accroissait de plus en plus dans le diocèse de Béziers. » (13)

Le texte de Sabatier constitue la seule source citée par Jean Guiraud, qui, du reste, l'a mal recopié ; il écrit en effet : « La ville de Béziers et les environs étaient tellement pénétrés d'hérésie que, en 1203, le vicomte de Béziers autorisa les chanoines de la cathédrale Saint-Nazaire de Béziers à fortifier l'église de Saint-Etienne (sic) du Bois pour la mettre à l'abri des dévastations et des profanations des Albigeois, dont le nombre ne cessait de grandir dans le diocèse. » (14)

Enfin, Pierre Belperron suit Jean Guiraud. Il ne le cite pas, mais il s'en inspire puisqu'il parle comme Guiraud de Saint-Etienne et non de Saint-Pierre : « En 1203, le vicomte avait du autoriser les chanoines à fortifier leur église de Saint-Etienne du Bois pour la mettre à l'abri des insultes des hérétiques. » (15)

L'erreur de ces deux derniers historiens est d'autant plus flagrante que Molinier avait déjà corrigé Dom Vaissette dans une note de l'*Histoire de Languedoc* (16) : « Dans le texte dont il s'agit, il n'est nullement question d'hérétiques, mais de gens de guerre en général. »

De fait, par une charte de 1203 (17), le vicomte autorisait les chanoines de Saint-Nazaire à édifier les fortifications qu'ils voudraient dans et sur les églises (in ecclesia et super ecclesiam) de Saint-Pierre du Bois, de Sainte-Marie de Trobade, de Saint-Etienne des Pailhes et de Saint-Martin de Divizan. En outre, ils pouvaient fortifier les moulins de Saint-Pierre du Bois. Ces fortifications leur étaient concédées « libere et absolute... sicut libero et proprio alodo ». Mais Guillaume de Roquesels ne figure pas sur cet acte et surtout, ce qui ruine toute la légende, il n'est nullement question d'hérétiques. Ces fortifications étaient peut-être dirigées contre les coups de mains des « mainades », bandes de routiers et de bandits maintes fois condamnés par les conciles. (18)

Si l'on examine, charte après charte, le cartulaire de Saint-Nazaire, on ne trouve qu'une mention, et combien timide, de l'hérésie. Pour la charte de 1204, par laquelle le vicomte impignorait à l'évêque un certain nombre de ses droits, trois témoins ne jurèrent pas sur les évangiles, mais se contentèrent d'engager leur foi : le juif Samuel baile du vicomte, Amblard et Pierre Roger. Le geste de ces deux derniers s'explique sans doute par

(13) SABATIER, *op. cit.*, p. 224-225.

(14) Jean GUIRAUD, *op. cit.*, p. 274.

(15) P. BELPERRON, *op. cit.*, p. 163.

(16) *H.L.*, t. VI, p. 220, note 2.

(17) *Libre Noir*, f° 85, édité par Rouquette, *op. cit.*, p. 513/515, n° 345.

(18) par exemple concile de Montpellier décembre 1195, cf. MANSI, *op. cit.*, t. XXII, col. 668.

leurs croyances cathares. (19) Et encore Pierre Roger était-il viguier de Carcassonne : il ne reste donc qu'un Biterrois. C'est peu, surtout en comparaison de la masse hérétique contre laquelle les historiens ont prétendu fortifier Saint-Pierre du Bois.

L'historiographie traditionnelle avance ensuite un autre argument, à vrai dire le plus sérieux : la conduite de l'évêque Guillaume de Roquesels.

Les légats, Pierre de Castelnau et Raoul, prièrent l'évêque de Béziers de les accompagner auprès du comte de Toulouse. Il refusa. Ils lui ordonnèrent alors de presser les consuls de Béziers d'abjurer l'hérésie et de les excommunier s'ils ne se soumettaient pas. Nouveau refus.

Les légats réunirent alors le clergé de Béziers et enjoignirent publiquement à l'évêque d'excommunier les consuls. Guillaume promit, mais ne tint pas sa promesse. Les légats, indignés, le suspendirent alors de ses fonctions et se plaignirent à Innocent III. (20)

Le Pape, par une lettre adressée le 18 février à Raymond, évêque d'Agde, et à Ermengaud, abbé de Saint-Pons, confirma cette sentence. Voici le passage le plus significatif de cette bulle : « Postmodum rogatus ab illis (les légats Pierre de Castelnau et Raoul) ut consules civitatis Bitterrensis ad heresim abjurandam et ad defendendam contra heresim ecclesiam Dei cum eis admoneret (Guillaume de Roquesels) non solum non acquievit eorum monitionibus sed id fieri impedivit. » (21).

Faut-il une preuve plus éclatante de la carence du pouvoir épiscopal et du triomphe de l'hérésie dans une population dont les chefs eux-mêmes sont hérétiques. Examinons successivement ces deux problèmes.

Guillaume de Roquesels a refusé d'obéir aux légats. Mais sa conduite peut s'expliquer par d'autres raisons que la négligence ou la complicité. Le pouvoir épiscopal s'était affermi à Béziers tout au long du XII^e siècle. La lutte pour l'exemption s'acheva par la victoire du séculier sur le régulier. Voici que deux moines, dont l'un, Pierre de Castelnau, était doté d'un caractère pour le moins désagréable, arrivaient à Béziers, pourvus « d'un pouvoir si excessif et si inusité » (22). Ils s'immisçaient sans douceur dans les affaires diocésaines, humiliaient l'évêque devant le clergé assemblé : c'était la revanche du régulier. Il se peut que l'évêque, mieux informé de la situation locale, ait jugé la mesure sinon injustifiée, du moins inopportune.

(19) L.N., page 522 ; L. THOMAS : *Qui était seigneur de Béziers en 1209 ?* p. 6.

(20) J. GUIRAUD, *op. cit.*, p. 334 ; P. BERPERRON, *op. cit.*, p. 103.

(21) VILLEMAGNE : *Bullaire du Bienheureux Pierre de Castelnau*, p. 189/192 ; J. GUIRAUD : *Histoire de l'Inquisition*, t. 1, p. 279.

(22) L'expression est de Dom VAISSETTE (*H.L.*, t. VI, col. 232) pourtant peu suspect d'hostilité envers les moines et le Légat.

MOLINIER ajoute : « C'était mettre tout le clergé du Languedoc entre les mains de ces deux religieux. On comprend, après cela, les récriminations des prélats ».

Innocent III a confirmé la décision des légats. Mais par qui était-il informé, sinon par les légats eux-mêmes ? Nous savons aujourd'hui combien il fut souvent mal renseigné (23). Dans cette affaire même, un détail le prouve : le Pape s'adressa à l'évêque d'Agde, Raymond. Quelques années après, cet évêque encourut les foudres des légats et, venu à Rome, il produisit une médiocre impression. Si le Pape avait eu une vue exacte de la situation, l'eut-il pris comme mandataire ?

Les autres textes donnent de Guillaume de Roquesels une idée moins désastreuse. Il fut charitable : en octobre 1203, il donna à Bernard, prieur de la maison de la milice du Temple de Pezan, les églises de Saint-Pierre de Cazouls et de Saint-Véran d'Usclas (24). En 1204, il acquit un fief de Pons de Ceyras pour le donner à l'abbaye d'Aniane (25). Son épitaphe, gravée sur une plaque de marbre et scellée dans le cloître de Cassan, est rédigée en ces termes :

« Factus in his terris abba, praesulque Biterris
Transit in Christo mundo Guillemus ab isto :
Qui radiis morum cumulus benefacta priorum,
Ecclesia teste bona fecit, vixit honeste
Nam pius athleta, quasi martyr sive propheta
Abstulit errores, multo patiando labores :
Denique servorum deceptus fraude suorum,
Corruit in fatum post certum pontificatum
Christe, viro parce, summa qui sernis ab arce
Vivat in aeternum translatus ad esse supernum.

Anno Dominico 1205 X Cal. Madii obiit Dominus Guillelmus de Rocosello Biterrensis episcopus » (26).

Une épitaphe risque d'être un document tendancieux et nous ignorons à quelle époque celle-ci fut rédigée. Cependant elle semble assez informée des circonstances mystérieuses de l'assassinat de l'évêque et deux mots émergent de la banalité du texte « quasi martyr » et « abstulit errores ». Même si nous ne les acceptons pas les yeux fermés, l'ensemble de l'épitaphe tend à prouver que Guillaume de Roquesels n'avait pas laissé le souvenir odieux d'un complice de l'hérésie. De cette étude, sa physionomie semble se dégager à la fois plus nuancée et plus pure.

Du violent conflit qui l'oppose aux légats, un fait demeure : l'hérésie des consuls. Admettons-le sans discussion. Sa portée est faible. Si les consuls avaient été au début du XIII^e siècle élus par la population, le fait serait grave. Mais M. André Dupont (27) a nettement établi qu'à la fin du XII^e siècle, le consultat

(23) A. FLICHE : *La Chrétienté romaine*. C'est particulièrement frappant pour l'histoire des démêlés entre le Légat et Raymond VI de 1209 au Concile de Latran.

(24) *L.N.*, p. 511, n° 344.

(25) *Gallia Christ*, t. VI, col. 324.

(26) *Gallia Christ*, tome VI, col. 325.

(27) A. DUPONT : *Les cités de la Narbonnaise Première*, p. 698 et p. 713.

était d'essence aristocratique. Il relevait du vicomte, car la bourgeoisie n'avait pas encore accaparé à son profit le pouvoir consulaire. L'hérésie des consuls n'engageait pas la population de Béziers. Nous ne croyons pas que les Trencavel aient systématiquement encouragé l'hérésie. Mais une certaine indifférence en matière religieuse peut expliquer leur choix.

Ainsi une seule bulle pontificale parle de l'hérésie biterroise et une critique un peu serrée réduit à de modestes proportions la portée de ce texte. Pourtant d'autres bulles existent. Depuis le milieu du XII^e siècle Eugène III, le Pape cistercien, disciple de s. Bernard, Adrien IV, Alexandre III, qui par son séjour dans le Midi était sans doute bien documenté sur l'état du Languedoc, ont écrit aux évêques de Béziers (28).

Ils les ont soutenus contre les abbayes, ils ont rappelé aux Biterrois l'obéissance qu'ils devaient à leur évêque. Jamais ils n'ont fait allusion à l'hérésie, jamais ils n'ont reproché aux évêques une complaisance coupable envers les hérétiques.

Les canons conciliaires n'infirmant point les conclusions tirées des chartes et des bulles.

En 1179, le troisième concile œcuménique du Latran (29) auquel assistait Bernard Gaucelm, évêque de Béziers, s'était inquiété des progrès de l'hérésie : « Comme les hérétiques, que les uns nomment Cathares, les autres Patarins, les autres Publicains, ont fait de grands progrès dans la Gascogne, l'Albigeois, les pays de Toulouse et ailleurs », le canon 27 lançait contre eux l'anathème.

Or le bas Languedoc n'est pas mentionné. Ce silence est d'autant plus expressif que le Concile était présidé par Alexandre III. Certes le concile de Montpellier de 1195 a repris ces condamnations contre les hérétiques et renouvelé le canon 27 du Latran (30). Non content de jeter l'anathème sur les hérétiques, il excommunie ceux qui commerçaient avec eux ou leur inféodaient des terres ou des charges. Mais l'hérésie n'était pas le souci unique, ni même la préoccupation essentielle du concile. Il condamnait aussi les Aragonais, les pirates, les usuriers, ceux qui arment les Sarrasins et ceux qui confient des charges aux juifs. Il exemptait de redevances ceux qui partaient en Espagne comme croisés, décrétait la paix pour la Narbonnaise et essayait de rétablir la trêve de Dieu. Il s'occupait même du vêtement des clercs et des laïques et, pour ces derniers, il proscrivait les robes à traîne et recommandait le port d'habits honnêtes qui « nec lascivam notet nec jactantiam vanitatis ostendet ».

Le légat pontifical, les évêques de la Narbonnaise, se seraient-ils perdus dans ces détails si Béziers avait été en grande partie aux mains des hérétiques ?

(28) Sur tout ceci voir ch. IV, 2^e partie.

(29) MANSI, *op. cit.*, t. XXII, col. 231/233.

(30) MANSI, *op. cit.*, t. XXII, col. 668/671 ; Hefele LECLERC, t. V., p. 1171/

Il y avait des hérétiques à Béziers, mais rien dans les chartes, dans les bulles ou dans les canons conciliaires antérieurs à 1209, ne justifie la théorie traditionnelle.

Un dernier texte contemporain du siège de Béziers semble confirmer notre point de vue. Il s'agit d'une liste des hérétiques biterrois publiée par Louis Domairon (31). Ce texte, que nous appellerons désormais la liste Domairon, doit être daté et analysé ; nous essayerons de dégager ensuite sa signification.

Ce rôle a été dressé sans date sur un parchemin conservé au Trésor des Chartes de Carcassonne. Le Président Doat le consigna sur un de ses manuscrits, le 31 juillet 1668 (vol. 60, p. 3). L'écriture est du début du XIII^e siècle. Le texte est certainement antérieur à 1209 puisque plusieurs hérétiques qui y figurent sont connus : en particulier un certain Jean Fort fut tué durant le siège (*interfectus est in clade Biterrensi*) (32).

Cette liste est vraisemblablement l'œuvre d'un évêque de Béziers ; Pierre des Vaux de Cernay écrit en effet (33) : « *Episcopus qui eos plene noverat et etiam in scriptum redigerat, nominaret* ». Aucun argument décisif ne permet d'affirmer l'identité de la liste épiscopale et de la liste Domairon. Lorsque celui-ci déclare : « l'écriture du début du XIII^e siècle et la bonne confection du parchemin annonçaient qu'il venait de l'aumônerie épiscopale », il n'avance qu'un indice assez faible. Tout ce que l'on peut dire c'est que la liste Domairon, rédigée au début du XIII^e siècle et avant le 22 juillet 1209 est très probablement l'œuvre de Réginald de Montpeyrroux, évêque de Béziers.

La liste comprend 222 noms d'hérétiques, répartis dans les divers bourgs de Béziers (34). Nous ne reproduirons pas cette liste mais à la suite de Domairon nous l'analyserons au point de vue topographique et social. Voici la répartition des noms par bourgs :

- 35 au bourg de Maureilhan
- 57 au bourg de la Madeleine
- 3 au bourg de la Salvetat
- 14 au bourg du Vicomte
- 6 au bourg du Capnau
- 13 au bourg de Lespignan
- 37 au bourg de Saint-Aphrodise
- 21 au bourg de Nissan
- 17 au bourg central
- 20 au bourg de Saint-Jacques.

(31) L. DOMAIRON : *Cabinet historique*, t. IX, année 1863.

(32) Léopold DELISLE : *Enquête dans Recueils des Historiens de France*, t. XXII, p. 327/331, cité par Pascal GUÉBIN dans son édition de l'*Hystoria Albigensis*, p. 90.

(33) *op. cit.*, p. 90.

(34) C'est le chiffre donné par DOAT, DOMAIRON, GUÉBIN, THOMAS, etc... Il paraît faux et selon nous il n'y aurait que 219 inscrits. Ceci est de peu d'importance.

Le bourg de l'évêque, de la Salvetat et celui du vicomte étaient parmi les moins atteints. La liste fournit quelques indications, soit sur la profession, soit sur l'origine des hérétiques. Une trentaine environ sont des artisans : « tonsor, faber, fustericus, pelliparius, textor, sellarius, bladerius, cultellarius, sabaterius, sartor, sutor, tavernius, furnerius, lamerius ». Six femmes sont réputées hérétiques ; la plupart sont âgées puisque leur nom accompagne le nom de leurs enfants. Un ribaud (aventurerius) s'est égaré au milieu de ces artisans.

Les classes plus aisées sont représentées par un changeur (cambitor) et par quatre médecins ; un seul baron : R. de Sauvian (de Salviano).

D'autre part on peut relever un français (fransigen), un étranger (extraneus), un juif (Salomon), une douzaine de noms espagnols et treize noms arabes. Les autres noms, c'est-à-dire la majorité, ne donnent aucune indication.

Telle quelle la liste paraît être le texte le plus important sur l'hérésie à Béziers. Sur l'origine même de l'hérésie, la présence de noms étrangers peut projeter quelques lueurs, mais nous réservons cette étude pour le chapitre suivant. Quelles conclusions peut-on en tirer quant à l'importance de l'hérésie ?

D'abord il ne s'agit pas ici d'une liste de feux ou de chefs de famille puisque les membres d'une même famille (fils, frère, père ou mère) sont plusieurs fois mentionnés expressément.

Rien ne prouve ensuite que ce soit la liste des Parfaits qui auraient eu sous leur influence une masse de croyants. Quatre ou cinq noms du bourg de Saint-Aphrodise sont suivis de cette appréciation : « hic sunt extravagantes ». Pour Domaïron, il s'agit là d'extravagants. Il faudrait les considérer comme Parfaits, mais Thomas (35) a rectifié cette erreur et traduit par « errants ». De toutes manières, l'évêque eût désigné les Parfaits par leur nom et non par une périphrase obscure. Un certain Vasieias est désigné en ces termes : « De hoc dixit Lacumbus qua vidit bis eum euntem ad predicationem hereticorum ». On peut en conclure que les prédications hérétiques restaient secrètes, puisque l'assistance n'est pas un fait de notoriété publique.

Il semble dès lors arbitraire d'affirmer que cette liste est par trop sommaire et qu'à côté de ceux qui sont dénoncés, il y avait une masse d'autres croyants. Rien ne justifie cette hypothèse.

Reste à déterminer leur proportion dans la cité. Donner le chiffre de la population d'une ville médiévale est une entreprise hasardeuse car aucun texte ne fournit une base précise. Il faut se contenter de quelques indices qui ne peuvent donner que des résultats approximatifs.

Béziers était au XII^e siècle une ville florissante qui bénéficiait de la renaissance économique du monde méditerranéen (36). Les

(35) L. THOMAS : *Qui était seigneur de Béziers en 1209 ?*

(36) A. DUPONT, *op. cit.* 3^e partie, Livre I, chap. I.

églises de cette époque, la nef de la Madeleine, de Saint-Aphrodise, étaient de vastes dimensions ; Saint-Nazaire avait été agrandi par la construction du transept. La liste Domairon signale l'existence de quatre médecins, or les médecins étaient rares au Moyen âge et il n'est pas sûr que tous les médecins biterrois fussent hérétiques. Avec ses dix bourgs, la ville s'étendait de Saint-Jacques à Saint-Aphrodise et de la cathédrale au château vicomtal (Place de la Citadelle).

Pris isolément, tous ces indices ne sont pas décisifs ; mais réunis en faisceau, ils suggèrent l'hypothèse d'une ville peuplée. Le nombre des victimes du siège de 1209 renforce cette opinion. Certes les chiffres avancés varient énormément, mais le chiffre donné par le Légat Arnaud est aujourd'hui le plus plausible : une quinzaine de milliers de morts. Or les hommes d'armes et les juifs avaient accompagné le vicomte ; il est possible que quelques chrétiens plus prudents aient quitté la ville avec leur évêque ; enfin toute la population ne fut pas massacrée, puisque Béziers au XIII^e siècle se releva vite de ses ruines.

Parvenu à ce point de notre analyse, nous n'essayerons pas de fixer le chiffre de la population : toute approximation est ici arbitraire. Nous ne prétendons pas que tous les hérétiques aient été couchés sur la liste Domairon. Pourtant le rapprochement de cette liste avec ces remarques sur la population nous fait croire que les hérétiques n'étaient qu'une minorité à Béziers au moment de la croisade. Aucun texte antérieur à 1209 ne permet d'affirmer le contraire et, à lui seul, le silence de la documentation suffirait à ruiner la légende d'une ville infestée par l'hérésie.

Les textes postérieurs à 1209 sont de deux sortes : d'une part quelques textes précis et assez peu connus, d'autre part le témoignage passionné de Pierre des Vaux de Cernay.

Les premiers textes sont courts mais objectifs et probants. Entre 1209 et 1213, trois bourgeois de Béziers ont eu leurs biens confisqués pour crime d'hérésie par Simon de Montfort (37). Les enquêteurs, envoyés par Saint Louis en 1259, 1262, pour vérifier la légitimité des confiscations, dressèrent une liste des faidits (38). Ils étaient nombreux dans les Corbières, mais sur quatre-vingt-dix noms environ, un seul était originaire du diocèse de Béziers, Etienne de Servian. Pas un seul habitant de Béziers ne figurait parmi les faidits.

Enfin Raynier Sacchoni, un hérétique converti qui mourut sous la robe des prêcheurs a dressé la liste des évêques cathares (39). Il en signale trois pour le Languedoc : Albi, Toulouse, Carcassonne. Les registres de l'Inquisition complètent cette liste

(37) J. GUIRAUD, *op. cit.*, t. I, p. 274. Comme sources DOAT, t. 75, p. 1 et t. 2., p. 250. Cf. VILLEMAGNE : *Bullaire du Bienheureux P. de Castelnau*.

(38) J. GUIRAUD, *op. cit.*, t. 1, p. 202 en référence voir *Enquête dans Recueils des Historiens de Gaule et de France*, t. XXIV.

(39) *op. cit.*, p. 201/212.

en ajoutant Agen et Le Razès, qui furent fondés après la mort de Sacchoni. Béziers n'était donc pas un évêché cathare. En eût-il été ainsi si Béziers avait été un foyer d'hérésie ? Jean Guiraud lui-même a énuméré tous les diacres cathares connus par l'Inquisition. Aucun n'est originaire du diocèse de Béziers et n'y a exercé son ministère.

Tout cela est peu favorable à la thèse traditionnelle. Mais les historiens de la croisade ont préféré accorder un plus grand crédit à Pierre des Vaux de Cernay.

L'auteur de l'*Hystoria Albigensis* parle à deux reprises du diocèse de Béziers, à propos des prédications de S. Dominique et du siège de 1209.

Dominique et Didace prêchèrent en 1206 à Servian (40). Le seigneur Etienne de Servian protégeait les hérétiques et plus spécialement Thierry. Ce dernier, d'origine noble, était chanoine du diocèse de Nevers ; soupçonné d'hérésie, il s'était enfui dans le Midi, après l'arrestation de son oncle Eudes de Chateauneuf, qui devait finir sur le bûcher. Son prestige était grand à Servian car il venait de France « ubi esse dinoscitur fons scientie et religionis christiane ». Dominique et son compagnon restèrent huit jours dans cette ville. Les discussions furent passionnées, l'auditoire ébranlé mais Etienne de Servian garda Thierry sous sa protection. Cette histoire semble avoir un fond d'authenticité : Eudes de Chateauneuf est connu par ailleurs, et Etienne de Servian est couché sur la liste des faidits (41). On peut donc admettre à Servian une tâche locale d'hérésie.

Les missionnaires gagnèrent alors Béziers et « ubi per dies XV disputantes et predicantes, confirmabant in fide paucos qui ibi erant catholicos, hereticos confundebant » (2). Laissons pour l'instant de côté l'allusion au petit nombre des fidèles. Notons seulement que pour Pierre des Vaux de Cernay, la prédication de s. Dominique ne se solde pas par un échec total. Des historiens postérieurs ont parlé de cet échec comme d'un fait certain et la preuve de l'hérésie des Biterrois. L'origine de cette légende se trouve dans la chronique d'Estoriac (43). D'après ce chroniqueur tardif, les habitants prirent fort mal les avis du saint et le sommèrent de partir s'il ne voulait pas être jeté par dessus les remparts.

S. Dominique quitta Béziers après quinze jours de vaines prédications et, sur le pont, il maudit la ville qui le chassait. Seulement la valeur de cette chronique est nulle pour le début du XIII^e siècle : d'après Estoriac, Philippe Auguste lui-même commandait l'armée des croisés, et s. Guiraud, ancien prieur de Cassan, mort en 1123, était alors évêque de Béziers. Il faut dès lors renoncer à savoir quelque chose sur la mission de s. Domini-

(40) P. des VAUX DE CERNAY, *op. cit.*, p. 25/26.

(41) J. GUIRAUD, *op. cit.*, p. 282.

(42) P. DES VAUX DE CERNAY, *op. cit.*, p. 26/27.

(43) Editée dans *B.S.A.B.*, 2^e série, t. IV, 1867.

que et à tirer des rêveries d'Estoriac des arguments sur l'importance de l'Albigéisme biterrois.

Le P. Mandonnet (44) se borne à noter sans commentaires le passage du saint à Servian et à Béziers. Du reste la promotion probable de s. Dominique en 1212 ou 1215 au siège épiscopal de Béziers, qu'il refusa par fidélité à sa mission de prêcheur (45), prouve peut-être que ses rapports avec Béziers furent moins mauvais que ne l'a affirmé l'historiographie traditionnelle.

Pierre des Vaux de Cernay parle plus longuement de Béziers à propos du siège de 1209. Voici le texte fondamental, l'acte de naissance à notre avis de l'Albigéisme biterrois : « *Erat autem Biterris civitas nobilissima, set tota veneno heretice pravitatis infecta ; non solum heretici erant cives Biterrenses, set erant raptores, injusti adulteri latronesque, pessimi pleni, omni genere peccatorum. Non sit autem onerosum lectori, si de malicia dictorum civium aliqua specialiter disseramus* » (46).

Le tableau est sombre mais les arguments de l'auteur paraissent assez légers. Examinons-les un à un.

Au petit jour, raconte-t-il d'abord (47), un prêtre portant dans ses mains un calice, allait à l'église pour célébrer les saints mystères. Des gens aux aguets tombèrent sur lui et le frappèrent si violemment qu'ils lui cassèrent le bras ; puis ils prirent le calice, le découvrirent et « *mixerunt in eo, in contemptum Corporis et Sanguinis Jhesu Christi* ». Même si le fait est authentique, il n'est pas significatif. Si l'hérésie avait été triomphante, il n'eût pas été nécessaire de s'embusquer au petit jour pour accomplir ce sacrilège. Cet attentat fait figure d'incident isolé plus que de crime collectif.

L'assassinat de Raymond Trencavel prouve également, aux dires de Pierre des Vaux de Cernay la scélératesse des Biterrois. Certains ont cru que Raymond Trencavel avait été assassiné par des hérétiques. Il avait eu une attitude très nette au concile de Lombers (45) et s'était posé en adversaire de l'hérésie. Au XVI^e siècle, Besse dans l'Histoire des Antiquités et des Comtes de Carcassonne (49) ; au XIX^e siècle, Schmidt et Mgr Douais (50) ont fait tomber Trencavel sous le poignard des Albigeois. L'émotion du Pape qui excommunia Béziers n'est pas une preuve décisive (51), et cette opinion n'est qu'une hypothèse séduisante mais invérifiable. Ce meurtre atteste seulement que le

(44) P. MANDONNET : *S. Dominique*, t. I, p. 41 et p. 86. En sens contraire. J. GUIRAUD, *op. cit.*, t. I., p. 384.

(45) P. MANDONNET, *op. cit.*, t. II, p. 195, note 80, d'après le Procès de Canonisation.

(46) P. DES VAUX DE CERNAY, *op. cit.*, p. 86/87, n° 84.

(47) P. DES VAUX DE CERNAY, *op. cit.*, p. 87, n° 85, cité par J. GUIRAUD, *op. cit.*, t. I, p. 363.

(48) MANSI, t. XXII.

(49) BESSE : *Hist. des Ant. de Carc.*, p. 124.

(50) DOUAIS : *Les Albigeois*, p. 384.

(51) GUILLAUME DE NEWBURY, cité par DOUAIS : « *Les Albigeois* », p. 387.

XII^e siècle fut pour le Languedoc, une époque de troubles et de violences, ce que nul ne songe à contester.

Pour achever de convaincre ses lecteurs de la véracité de son jugement, Pierre des Vaux de Cernay rapporte une dernière anecdote (52). Un jour, pendant sa messe, un chanoine entendit du bruit dans les fossés. Il s'informa et on lui répondit que l'on travaillait aux fossés « quia munimum civitatem contra Francigenas qui adveniunt ». Pendant que les travailleurs parlaient, un vieillard leur apparut et leur dit : « Vos contra peregrinos munitis civitatem istam. Sed qui desuper poterit vos munire ? » Il disparut alors et l'on ne put le retrouver. Cette apparition merveilleuse a toutes chances d'être apocryphe. Elle ne prouve d'ailleurs strictement rien.

Sûr désormais d'avoir persuadé ses lecteurs de l'infamie des Biterrois, Pierre des Vaux de Cernay défigure ensuite au paragraphe suivant, la conduite du vicomte Raymond Roger qu'il accuse gratuitement de lâcheté et de parjure (53), et il s'empresse de faire subir à la ville coupable le juste châtiment de ses crimes (54).

Arrivés devant Béziers, les croisés envoyèrent dans cette ville l'évêque Réginald de Montpeyroux pour demander aux catholiques, s'il y en avait encore, de livrer les hérétiques, ou s'ils ne le pouvaient, de quitter la ville. Mais les Biterrois refusèrent de céder aux supplications de l'évêque et de livrer leurs compatriotes. Ils choisirent, dit le chroniqueur, de mourir hérétiques plutôt que de vivre chrétiens.

Nous ne referons pas le récit du siège et du massacre : Béziers qui eût dû résister des mois, tomba en une journée. Pierre des Vaux de Cernay considère alors la faute des Biterrois

(52) P. DES VAUX DE CERNAY, *op. cit.*, p. 88, n° 87.

(53) Cf. L. THOMAS : *Qui était seigneur de Béziers en 1209 ?* p. 1.

(54) « Pervenientes igitur nostri Biterrim transmiserunt in civitatem ipsius civitatis episcopum, qui exierat obviam eis, magistrum videlicet Reginaldum de Monte Pessulano, virum etate, vita scientia venerandum : dicebant si quidem nostri quod causa perdendorum hereticorum advenerant mandaverantque civibus catholicis, si quis erant, ut in manus ipsorum traderent hereticos, quos idem venerabilis episcopus qui eos plene noverat et etiam in scriptum redigerat, nominaret ; vel, si istud facere non possent, exeuntes de civitate, dimitterent hereticos ne perirent pariter cum eisdem. Quod verbum cum sepedictus episcopus ex parte nostrorum memoratis civibus retulisset, noluerunt acquiescere, sed, se adversus Deum et ecclesiam erigentes, inilo cum morte federe elegerunt potius mori heretici quam vivere christiani ; prius enim quam nostri eos aliquatenus impugnarent, exierunt quidam de civitate et ceperuntque nostros sagittis acris infestare ».

Après avoir narré la bataille et le massacre, il ajoute : « Fuit autem capta civitas sepedicta in festo sancta Marie Magdalene. O justissima divine dispositionis mensura !... Dicebant heretici Beata Marian Magdalenam fuisse Christi concubinam ; pretera, in ecclesia ipsius, cives Biterrensis Dominium suum occiderant, episcopo suo dentes confregerant : merito igitur in illius festivitate capti sunt et destructi... in eadem etiam ecclesia in qua Dominum suum occiderant cives Biterrenses, in ipsa die captionis civitatis, fuerunt usque ad septem milia de ipsis Biterrensibus interfecti ».

P. DES VAUX DE CERNAY, *op. cit.*, p. 90/92.

qui ouvrirent leurs portes, comme une punition du ciel. Plusieurs coïncidences lui paraissent être la marque même de la justice divine : la chute de Béziers eut lieu le jour de s. Madeleine dont les hérétiques faisaient la concubine du Christ et dans l'église qui lui était dédiée. Dans cette même église, Raymond Trencavel avait été assassiné ; et Pierre des Vaux de Cernay de conclure froidement : « De même que Jérusalem fut détruite par Titus et Vespasien 47 ans après la mort du Christ, de même Béziers fut dévasté par les Français 47 ans après la mort de son seigneur ».

A notre avis, ce texte sacrifie la vérité à la logique. Pierre des Vaux de Cernay a raisonné de la manière suivante : Tout ce qui a été fait par les Croisés a été bien fait. Comment pourrait-il douter un instant de la vertu de Simon de Montfort, ce pur champion de Dieu et de la foi, qui semait les miracles sur sa route ? Or les croisés ont pris Béziers, massacré ses habitants, brûlé ses églises. Donc les Biterrois méritaient d'être punis. Dès lors il ne reste plus à ce moine passionné qu'à méditer sur les secrets de la justice divine qui punit les méchants au jour et sur le lieu même de leurs forfaits.

Seulement Pierre des Vaux de Cernay n'agit plus en historien mais en polémiste. Les médiocres arguments qu'il avance ne signifient rien. Il faudrait alors le croire sur parole et cela nous ne le pouvons pas. Il n'est ni un témoin oculaire, ni un narrateur impartial. Dans ce texte même, il est facile de le taxer d'exagération : « Confirmabant in fide paucos qui ibi erant catholicos » dit-il à propos de s. Dominique. Avant le siège, les Légats s'adressèrent aux catholiques : « Civibus catholicis, si qui erant ». Le parti pris est déjà visible : en 1206 peu de catholiques, en 1209 on feint de se demander s'il y en a encore. Mais il y a plus encore : En 1206 comme en 1209, il y avait des catholiques dans Béziers, la majorité si l'on en croit la liste Domairon. En outre le chiffre des gens massacrés dans la Madeleine est très exagéré. Jamais sept mille personnes n'auraient pu entrer dans cette église. Certains passages enfin ont un singulier relent de rhétorique : mourir hérétique plutôt que vivre chrétien, qu'accentue encore une réminiscence d'Isaïe (*Inito cum morte federe* (55)).

Guillaume de Puylaurens est beaucoup plus modéré (56) : « Quand les croisés furent entrés sur le territoire du Languedoc, leur premier projet fut de s'emparer de la ville de Béziers dont les habitants, abandonnés par la divine providence à cause de leurs péchés, bien loin de courir au-devant de ceux qui venaient leur apporter la paix, résolurent dans leur orgueil d'opposer une vive résistance ».

(55) Isaïe, ch. XXVIII, 15.

(56) G. DE PUYLAURENS. Chronique éditée par Charles Lagarde, Béziers, 1864, p. 52.

Laissons ce bon chanoine transformer dans la même phrase en messagers de paix, ceux-là même qui avaient résolu de s'emparer de la ville. Du moins juge-t-il Béziers selon les normes les plus classiques de la morale médiévale. Béziers fut condamné pour ses péchés et pour son orgueil. Mais toute la tradition chrétienne a vu dans les malheurs terrestres le châtiment du péché. Résister sans armée et sans seigneur aux croisés témoignait d'un esprit de démesure qui est la marque même de l'orgueil. Tout cela est très banal, peu caractéristique, mais en tout cas, très éloigné de la passion de Pierre des Vaux de Cernay.

Il nous paraît donc impossible de croire sur la foi de ce polémiste, au triomphe de l'hérésie à Béziers. La thèse traditionnelle, fondée sur son témoignage qu'elle corrobore avec les fortifications de Saint-Pierre du Bois et sur la conduite de Guillaume de Roquesels, nous paraît erronée. Grâce au silence des textes antérieurs à 1209, à quelques indices postérieurs et à la liste Domairon, nous croyons que Béziers n'a jamais été une citadelle de l'hérésie et que les hérétiques ne constituèrent qu'une minorité.

Mais le texte de Pierre des Vaux de Cernay a au moins le mérite de montrer comment le siège de Béziers est à l'origine de la légende de l'albigéisme biterrois : le nombre des hérétique seul, peut expliquer la conduite des croisés. Ainsi Jean Guiraud a écrit : « Si le siège de Béziers par Simon de Montfort fut poussé avec tant d'ardeur et si la prise de Béziers fut suivie d'un cruel massacre de ses habitants, ce fut parce qu'ils étaient en grand nombre hérétiques » (57).

Pour réfuter ce dernier argument, il convient en conclusion de dégager la signification historique du siège de Béziers.

Le siège et le massacre furent peut être une opération préméditée : « Remarquons que Guilhem de Tulède, catholique sincère, affirme que le massacre de Béziers (vers 421/525) fut arrêté à l'avance par le conseil de l'armée des pèlerins ; les barons de l'ost voulurent ainsi terroriser le pays et paralyser la résistance. L'événement montra qu'ils avaient raison » (58). Cette interprétation n'est pas à rejeter : les chefs de la croisade avaient hâte d'en finir car leurs hommes ne s'étaient croisés que pour une quarantaine et les places fortes du Midi étaient de taille à leur résister. Mais cette hypothèse n'est pas une certitude.

Par contre le siège de Béziers fut essentiellement une opération politique. Après sa soumission à Saint-Gilles, Raymond VI prit la croix et conduisit lui-même l'armée des croisés sur les terres du vicomte de Béziers, son neveu et son vassal. Avant Simon de Montfort, mais avec moins de bonheur que lui, le comte de Toulouse essayait d'utiliser à son profit la gigantesque machine de guerre mise sur pied par Innocent III : il voulait

(57) J. GUIRAUD, *op. cit.*, p. 273.

(58) Note de A. MOLINIER, *H.L.*, t. VI, col. 289

avant tout ruiner la puissance d'un vassal turbulent et rebelle. Le siège de Béziers est l'épisode le plus dramatique du duel qui, durant tout le XII^e siècle, opposa les Trencavel à la maison de Saint Gilles (59).

Le siège de Béziers ne fut pas une opération religieuse. L'attitude des Biterrois s'explique par d'autres raisons que l'hérésie. Habituels à vivre avec des hérétiques et des juifs, ils refusèrent de livrer leurs concitoyens à la fureur de leurs adversaires. Il ne s'agit pas de ressasser ici d'antiques billevisées sur un prétendu conflit de race. Mais, face à des étrangers conduits par l'ennemi traditionnel de leur seigneur, ils ont, en rejetant les exigences des croisés, affirmé la solidarité de tous les Biterrois. Ils furent imprudents et sans évêque, sans seigneur et sans armée, ils ouvrirent sottement la ville à l'envahisseur. Du moins ils furent courageux et leur conduite qui manqua de prudence mais non de grandeur, ne doit pas s'interpréter comme un symptôme de leur hérésie. *L'hérésie n'est pas la cause du siège mais une excuse, inventée a posteriori pour le justifier.*

Le siège de Béziers gêne les historiens catholiques. Ils ont vu en lui une opération religieuse dans une croisade dirigée par le Saint Siège, et pour expliquer la conduite des croisés en terre chrétienne, pour légitimer les incendies des églises allumés sous les yeux du Légat pontifical, et les massacres qui frappèrent jusqu'au pied des autels une population désarmée, et qui unirent dans la mort tous les âges et toutes les croyances, les chanoines aussi bien que les hérétiques, ils ont cru, à la suite de Pierre des Vaux de Cernay, à la carence du pouvoir épiscopal et au triomphe de l'hérésie. La vérité est autre. Le siège fut une opération politique au service de la maison de Saint Gilles. Il atteignit une minorité d'hérétiques et une majorité de chrétiens.

(59) Cf. L. THOMAS : *Quelques aspects peu connus de la croisade contre les Albigeois.*

CHAPITRE VI

Le pouvoir épiscopal et la défense de l'orthodoxie

Clergé débauché ou ignorant, évêques complices, hérésie triomphante, telle est en peu de mots, pour l'historiographie traditionnelle, la situation de l'église de Béziers au début du XIII^e siècle.

Nous avons essayé de montrer que le triomphe de l'hérésie était une légende. La carence du pouvoir épiscopal ne résiste pas davantage à l'examen. Les évêques ont été, au contraire, les défenseurs de l'orthodoxie. Notre enquête s'avère difficile, car nous ne possédons presque aucun élément d'information sur la vie religieuse du peuple chrétien. Il importe de savoir d'abord si l'épiscopat était capable d'assumer cette tâche. Notre recherche portera ensuite sur trois points : le clergé, les juifs et les hérétiques.

Le clergé, étroitement soumis à l'évêque est vraiment à son image. De l'état du clergé, on peut déduire en quelle mesure l'épiscopat a été le gardien des valeurs chrétiennes.

Une étude de la communauté juive et de ses rapports avec les évêques est aussi nécessaire car la tolérance des évêques pour les juifs a été un objet de scandale.

Il y avait enfin des hérétiques à Béziers et il faut discerner l'attitude de l'épiscopat à leur égard.

I. — L'EPISCOPAT

Dans la première moitié du XII^e siècle, on peut distinguer quelques traits de la physionomie de Guiraud ou de Bermond de Levezou. Après 1152 on entrevoit en Bernard Gaucelm, un prélat de grande classe (1). Mais la figure des autres évêques de Béziers reste dans l'ombre. Il semble impossible de les décrire

(1) Cf. ch. V.

avec plus de précision que ne l'ont fait les brèves notices du *Gallia Christiana* (2) et de l'*Histoire du Languedoc* (3).

Faut-il dès lors laisser peser sur l'épiscopat biterrois les reproches formulés contre l'épiscopat méridional. Innocent III, le premier, a stigmatisé les évêques du Midi et ses lettres ont servi de base aux accusations postérieures. En 1204, il fulminait contre « ces chiens muets qui n'avaient plus la force d'aboyer, ces pasteurs qui n'avaient cure que d'eux-mêmes, incapables de mettre en fuite, de la voix ou de leur bâton les loups qui ravagent le bercail du Seigneur » (4). L'année suivante, il écrivait encore : « Les prélats sont, dans cette région, la fable des laïques » (5). Ces réquisitoires véhéments sont trop vagues dans leurs accusations et trop généraux dans leur portée pour que l'on puisse en tirer des indications précises sur l'épiscopat biterrois. Il faut serrer le problème de plus près. Nous avons déjà étudié (6) le cas de Guillaume de Roquesels, le plus compromis des évêques de Béziers, et réduit cette affaire à ses véritables dimensions.

Contre les autres évêques de Béziers, aucun texte précis ne permet d'articuler un reproche quelconque. Ni bulle, ni charte, ni canon conciliaire ne révèlent une seule ordination simoniaque, un seul exemple de débauche, un seul geste de protection envers les hérétiques. Les généralisations hâtives de l'historiographie traditionnelle se heurtent au silence convergent des textes.

Nous connaissons peu les évêques de Béziers de la fin du XII^e siècle mais rien ne nous autorise à les condamner (7).

Lorsque les croisés parurent devant Béziers en 1209, l'évêque, Réginald de Montpeyroux, devait être pur de tout soupçon puisque le légat pontifical, non content de ne lui adresser aucun reproche, l'envoya comme mandataire auprès des Biterrois. Pierre des Vaux de Cernay lui-même, pourtant peu suspect de tendresse, le juge en ces termes : « Reginaldum de Monte Pessulano, virum etate, vita scientia venerandum » (8).

Ce fait a, pour nous, une valeur de symbole.

(2) *G. Christ*, t. VI, col.

(3) *H.L.*, t. IV.

(4) Innocent III, épist. dans *Migne Patrologie latine*, t. 215, col. 355.

(5) J. GUIRAUD, *op. cit.*, p. 334.

(6) Cf. ch. V.

(7) Huit évêques se sont succédé à Béziers de 1152 à 1209 :

Guillaume 1152/1156

Raymond 1159

Guillaume 1159/1167

Bernard Gaucelm 1167/1181 ou 1184

Geoffroy 1184/1199

Guillaume de Roquesels 1199/1205

Ermengaud 1205/1208

Réginald de Montpeyroux 1209.

(8) P. DES VAUX DE CERNAY, *op. cit.*, p. 90, n° 89.

Bien plus, le Saint Siège, durant toute la seconde moitié du XII^e siècle a soutenu les évêques de Béziers contre les abbayes (9). Il n'est pas de preuve plus éclatante de leur valeur. Au témoignage même de Rome l'épiscopat biterrois n'était pas suspect.

II. — LE CLERGE

Le clergé n'a pas été mieux traité que l'épiscopat par l'historiographie traditionnelle. Jean Guiraud a brossé le portrait, haut en couleurs, d'un curé du Lauragais, Arnaud Baron, blasphémateur, joueur et ami des hérétiques ; il conclut : « Voilà un curé du Lauragais comme il en existait sans doute beaucoup » (10). Peut-être, mais comme l'a noté M. Dossat, nous n'en savons rien. Ensuite l'exemple choisi est de 1245, ce qui est bien tardif. La conduite d'un curé du Lauragais en 1245 est d'un piètre secours pour connaître le clergé biterrois avant 1209. Mieux vaut, avec les textes locaux, l'étudier au triple point de vue de sa moralité, de son savoir et de sa richesse.

Certains historiens ont accusé d'immoralité le clergé biterrois (11). Pas l'ombre d'une preuve à l'appui de leurs dires. Comme pour l'épiscopat, les textes sont silencieux à l'égard des scandales du clergé.

Un autre argument atteste la valeur morale des meilleurs d'entre eux. Durant la première moitié du XII^e siècle le chapitre cathédral avait reconquis la libre disposition de l'élection épiscopale (12). Dès lors l'épiscopat biterrois, selon nous irréprochable, était l'émanation du chapitre cathédral qui devait être lui-même à l'image de ses évêques.

Sans doute un fléchissement de la discipline ecclésiastique paraît certain à la fin du XII^e siècle. En 1195, le concile de Montpellier que présidait le légat Michel et auquel Geoffroy, évêque de Béziers, participait, fut obligé de réagir (13) : il rappela aux clercs l'obligation de la tonsure et celle du port des vêtements ecclésiastiques (*vestimenta clausa*), sauf à cheval, sous peine d'excommunication. Les jeux de dés, les gants de fil, les vêtements lamés d'or et d'argent leur étaient interdits. Tout clerc qui pratiquait l'usure était frappé de suspense. Enfin, ce qui visait surtout le clergé montpelliérain, les clercs ne pouvaient enseigner ni la médecine, ni la physique. Ces canons laissent entrevoir un certain relâchement de la discipline ecclésiastique. Mais ils ne reflétaient pas un état de fait propre au Languedoc, puisqu'ils furent repris par le concile de Paris en 1212. Leur

(9) Cf. ch. IV.

(10) J. GUIRAUD, *op. cit.*, p. 347.

(11) DÉODAT ROCHÉ : *Le catharisme*.

(12) Cf. ch. 1.

(13) MANSI, *op. cit.*, t. XXII, col. 667/672 ; Hefele LECLERC, t. V, p. 1772 ;

BALUZE, p. 28/38.

insistance sur l'observation de pratiques somme toute secondaires, et leur silence sur le respect des règles les plus essentielles de la morale chrétienne, lavent le clergé de l'accusation d'immoralité.

Plusieurs indices permettent de penser que l'accusation d'ignorance n'était pas davantage fondée. Dom Estiennot a conservé le texte de l'inventaire du Trésor de Saint-Aphrodise (14) dressé en 1162. Léopold Delisle a reproduit le catalogue de la bibliothèque. Le voici :

- 1 Un missel neuf et un vieux
- 2 Un évangélaire neuf et un nouveau testament
- 3 Deux psautiers
- 4 Libri super Johannem et super Marcum et quarentenum (?)
- 5 Quatre passions
- 6 Deux calendriers
- 7 Un pentateuque
- 8 Un volume contenant les livres des Rois et des Prophètes
- 9 Les morales de Job, les Actes des Apôtres et les Epîtres de s. Paul
- 10 Deux livres des Apôtres
- 11 Liber officiorum unus
- 12 Liber dialogorum unus (Il s'agit peut être du De Officiis et des Dialogues de Cicéron)
- 13 Un vieil évangélaire
- 14 Un livre de sermons et une histoire neuve
- 15 Deux Ordos et trois Cérémoniaux
- 16 Deux antiphonaires et un livre de Tropes
- 17 Une partie de Prisciern
- 18 Une partie des épîtres de s. Paul (livre vieux)
- 19 Un autre livre de sermons
- 20 Une partie du commentaire des cinq livres de Moïse par Isidore
- 21 Un Ordo romain
- 22 Un bréviaire
- 23 Un enchiridion
- 24 Un abécédaire
- 25 Deux livres d'anciennes lois (libri duo veterum legum : est-ce des textes visigothiques ou au contraire des textes romains ?)
- 26 Un abécédaire
- 27 Un livre de Tropes
- 28 Bachiarrii liber unus (?)
- 29 Un livre des épîtres d'Ovide à ses amis
- 30 Un livre de Prosper (Prosperi : s'agit-il de Properce ?)
- 31 La troisième partie de Salluste
- 32 Un livre de Macrobe
- 33 Liber agens de stemoniam unus (un livre d'astronomie ?)

(14) Bibliothèque Nationale. Manuscrit latin n° 12.773, p. 34.

- 34 Un livre de physique
- 35 Un livre de médecine (antidotarius)
- 36 Juvénal et Ovide, sans titre
- 37 Un livre de Caton
- 38 Un livre de voyage (liber viatici)
- 39 Une glose de physique et beaucoup d'autres choses écrites par Isorine (glossule physice artis et alia scripta multa Isorini : peut-être est-ce Isidore de Séville) (15)

Dans cette bibliothèque, vingt-sept ouvrages au moins étaient consacrés aux textes sacrés ou à la liturgie, dix aux sciences profanes, six ou huit aux auteurs antiques. Cet inventaire, honorable pour une bibliothèque médiévale, témoignait d'une certaine culture. La mention de trois livres neufs prouvait peut-être sa vitalité. Cependant les indications données par ce catalogue valent davantage pour le milieu du XII^e siècle que pour la fin : il fut en effet dressé en 1162.

De la bibliothèque de Saint-Nazaire, nous ignorons tout. Ici, comme à Saint-Aphrodise, il y eut durant tout le XII^e siècle, des maîtres d'école maintes fois mentionnés par les chartes : caput scolae.

Un statut du chapitre cathédral (16) supprima en 1255 les subsides accordés jusqu'alors aux chanoines qui se vouaient à l'étude des arts, du droit canonique et du droit civil. Seuls étaient exceptés de cette mesure les chanoines envoyés à l'université de Bologne. Les études juridiques des chanoines étaient-elles organisées à la fin du XII^e siècle ? Il est impossible de l'affirmer car le texte qui abrogeait leur statut en 1255, précisait que ce statut avait été transmis oralement et non conservé par écrit : sa date reste donc inconnue. Mais il n'est pas interdit de supposer que cette organisation existait à une époque où l'influence du droit romain était perceptible à Béziers (17) et où Placentin passait les Alpes et enseignait à Montpellier ; d'ailleurs, au milieu du XIII^e, l'origine de ce statut paraissait ancienne : il avait été institué jadis (Olim). Un mot, plusieurs fois rencontré dans les chartes, confirme peut-être cette hypothèse ou au moins témoigne des connaissances juridiques de certains chanoines. En 1162, Obert faisait suivre sa signature de la mention : « magister de legibus » (18). Dès lors, plusieurs chanoines sont honorés du titre de « magister ».

Reprocher au clergé son opulence et son luxe n'est pas plus justifié. La documentation est, sur ce point, plus abondante, car le Livre Noir permet de suivre les transactions du chapitre ou de certains chanoines. La difficulté essentielle réside

(15) L. DELISLE dans *Histoire de Paris*, t. XI : le Cabinet des manuscrits, t. II, 505.

(16) DOUAIS : *Béziers religieux*, p. 85, n° 35.

(17) A preuve par exemple la mention dans le texte de « l'Exceptio non numerate pecunie » que l'on exorcise d'ailleurs, en y renonçant ; ainsi Cf. charte de 1204, *L.N.*, p. 526, n° 347.

(18) *L.N.*, p. 275, n° 201.

dans l'évaluation de la valeur des transactions. Le plus souvent, en effet, les terres n'étaient désignées que par leurs limites et non par leur surface et les prix étaient fixés en monnaie melgorienne. Cette monnaie, si l'on en croit Emile Bonnet (19), avait subi de fortes variations dans la première moitié du XII^e siècle, mais, au-delà de 1160, il est impossible de suivre ses fluctuations, car la clause, qui rattachait dans les chartes le sou melgorien à un poids d'argent fin, devint une clause de style et le taux des changes resta constant, sans que l'on puisse, pour cela, affirmer la stabilité de cette monnaie.

Le Livre noir fournit, sur ce redoutable problème monétaire, une indication très nette (20). Un acte du Livre Noir permet de mesurer l'importance de la dépréciation monétaire. En 1203, Aimeric vendit aux chanoines, pour quatre mille sous, un champ qui en avait coûté trois mille à son père (21). Ceci tend donc à prouver que la dépréciation de la monnaie melgorienne continuait au début du XIII^e siècle. Il faudrait pouvoir mesurer, avec exactitude, le pouvoir d'achat de cette monnaie. Nous n'avons pu l'établir ni en terres, ni en journées de travail. Cette lacune nous condamne à une certaine imprécision.

Nous n'aborderons pas ici le problème de la mense capitulaire. Si les transactions furent nombreuses entre 1152 et 1209, elles portèrent le plus souvent sur des sommes modestes : la plus grande dépense du chapitre fut le prêt de six mille sous melgoriens, consenti en 1204 au vicomte Raimond Roger. C'était une somme importante. Mais l'ensemble des transactions du chapitre ne donne pas l'impression de ressources illimitées.

Il nous a paru plus intéressant d'étudier, dans le détail, la fortune personnelle de quelques chanoines.

Le 22 février 1177, Matfred, archidiacre de Saint-Nazaire, rédigea son testament (22). Il instituait Saint-Nazaire et Saint-Celse comme héritiers et leur légua ses biens, meubles et immeubles. Les premiers consistaient en quelques livres, un antiphonaire, deux officiaux, un évangélaire, un missel et un psautier. Il laissait aussi des vases de diverses tailles (*dolia vasa*),

(19) E. BONNET : *Des variations de valeur de la monnaie melgorienne*. Voir aussi GERMAIN : *Mémoires sur les anciennes monnaies seigneuriales de Melgueil et de Montpellier*. *Mémoires de la Société Archéologique de Montpellier*, vol. III, p. 133.

(20) On peut se demander si le maintien de la clause « si tunc hec moneta melgoriensis fuerit abatuda vel deterriorata », même si on la considère comme une clause de style, ne témoignait pas d'une confiance assez faible en la stabilité du sou de Melgueil. La fréquence d'une autre clause corrobore peut-être cette opinion : très souvent, le vendeur abandonnait à l'acheteur, toute plus-value possible de l'objet vendu. Ainsi « si predictus campus nunc magis valet pretaxado pretio vel in antea majoris bonitatis et valencie fuerit totam illam magis valenciam vobis canonicis... donamus in donum sine alio pretio ». (a) Sans doute cette clause était destinée à préserver l'acheteur d'une action en rescision. Mais la prévision constante de la hausse des prix est peut-être aussi l'indice de l'affaiblissement de la monnaie. a) *L.N.*, p. 367, n° 262.

(21) *L.N.*, p. 506, n° 343.

(22) *L.N.*, p. 362, n° 259.

deux cuves (tinam et tinellum), un chaudron de fer (concham de here), des clochettes (hacinos) et une coupe en argent (ciphum argenti) destinée à devenir un calice : au total un mobilier modeste.

Les biens fonciers posent plus de problèmes. Il légua d'abord le gage de Combegrasse qu'il avait reçu de Guilhem de Corneilhan pour deux mille deux cents sous melgoriens et deux muids d'orge. En 1166 en effet, Guilhem de Corneilhan et sa femme Sibinde avaient donné en gage (23) à l'archidiacre une condamine sise à Combegrasse. Ceux-ci l'avaient engagée pour seize cents sous de Melgueil pour sept ans ; après ce laps de temps, ils pouvaient le rédimer. Onze ans après, ce gage était toujours entre les mains de l'archidiacre, ce qui prouve une fois de plus, l'impécuniosité de la noblesse méridionale. Il est difficile d'expliquer pourquoi Matfred parlait de deux mille deux cents sous en 1177 alors qu'il n'en avait donné que seize cents en 1166 : avait-il imposé après coup de nouvelles conditions ? Guilhem de Corneilhan tenait, de l'évêque de Béziers, cette condamine en fief. Par deux fois, il renonçait à la directe : « Mittimus in pignora et tradimus in presente tibi Matfredo et quibuscumque tu vel tui diviseritis aut donaveritis sive laxaveritis, tam sanctis quam clericis sive militibus aut quibuslibet aliis hominibus sive feminis. » Pour que ce gage ne fût pas réclamé par sa femme : « nomine dotis seu propter nupcias donationis vel ullo alio modo », Guilhem donnait à celle-ci tout le pré qu'il possédait à Bassan. On a l'impression que l'archidiacre avait imposé sa loi au seigneur besogneux.

Matfred légua aussi à Saint-Nazaire des dimes de Badonnes, à savoir la troisième partie de la dime du blé et du vin et la sixième partie de la dime de la viande et de la laine qu'il avait achetées à Raymond de Saint-Marcel et à Hugues son frère. Or, en 1163, ces deux personnages avaient vendu ces dimes de Badonnes pour quatre cent douze sous de Melgueil et deux cent cinquante sous biterrois à Dieu, à Saint-Nazaire, à l'évêque Guillaume et aux chanoines parmi lesquels figurait Matfred, mais non à cet archidiacre seul.

De même la moitié de la dime de la laine et de la viande achetée à Arnaud de Canet et à Amic son neveu, avait été abandonnée par ce dernier en 1166 à l'évêque et aux chanoines. Mais, précisait l'acte (24), « et propter hoc dedit mihi Matfredus archidiaconus viginti solidos Biterrenses » sans spécifier si l'archidiacre payait au nom du chapitre ou en son nom propre. Ce qui complique le problème, c'est que, dans deux actes de la même époque (25) et pour des restitutions identiques des dimes de Badonnes à l'évêque et aux chanoines, Matfred seul est dési-

(23) *L.N.*, p. 294, n° 216. (Il s'agit d'un mort-gage, ce qui était alors interdit par l'Eglise).

(24) *L.N.*, p. 293, n° 215.

(25) *L.N.*, p. 284, n° 208 et p. 285, n° 209.

gné pour payer, une fois quatre livres biterroises et une autre fois cent sous de Béziers. Or ces dimes ainsi restituées ne figurent pas dans son testament.

A Saint-Nazaire, il laissait encore un champ et un pré à Divisan l'un et l'autre achetés à Bernard Garin et à ses neveux en 1176. Selon l'acte de vente (26) ces terres étaient un alleu de Saint-Nazaire « que sunt alodim sancti Nazarii ». Elles furent vendues pour onze cents sous de Melgueil à l'église de Saint-Nazaire, à la communauté du même lieu et à Matfred. Mais ce dernier paya la plus grande partie de la somme, mille sous : « qui mille solidos nobis in pretio hujus venditionis pro anime nostra remedio persolvisti. »

Les autres legs de Matfred ne peuvent être éclairés par d'autres actes du Livre Noir. Il s'agit d'une vigne à Péligran et d'une dîme reçue en gage de Guilhem Raimond de Poussan. Il léguait cette dernière à l'aumônier de Saint-Nazaire pour qu'il fit célébrer deux messes au jour de sa mort. Enfin, il demandait que pour lui, pour sa famille et pour tous les fidèles, un anniversaire fut célébré le jour de la Dédicace de la cathédrale par tous les clercs de Saint-Nazaire « Id est clericis corporis ipsius ecclesie et clericis sancte Marie Magdalené et sancti Saturnini et sancti Petri et sancti Salvatoris et sancti Juliani. »

Telle est la teneur du testament de Matfred dont il manque la fin. Reste à savoir pourquoi Matfred léguait des biens vendus à Saint-Nazaire et pourquoi il s'était substitué, pour les payer, à la communauté des chanoines. La chronologie des divers actes fournit la clef du problème : la dîme la plus ancienne dans le patrimoine de l'archidiacre est celle de Badonnes, vendue par Raymond de Saint-Marcel le 21 mai 1163. Matfred figurait simplement parmi les chanoines. Dès le mois de novembre 1163, il payait à Guilhem Arnaud le prix de son déguerpissement. Il en fut toujours ainsi jusqu'en 1176. Matfred devait être un homme riche et avisé : sa tractation avec Guilhem de Cornilhan en est la preuve. La première fois, il a dû accepter de se substituer au chapitre. Ce fut une bonne affaire pour les deux partis : le chapitre poursuivait ainsi sans bourse délier, la reconstitution du patrimoine ecclésiastique et le rachat des dîmes inféodées. L'archidiacre agissait selon son intérêt à Badonnes dont il rachetait les dîmes et à Divisan-Combegrasse où il avait acquis par vente ou impignoration une condamne, un pré et un champ. Aussi depuis 1163 s'est-il toujours substitué au chapitre dans toutes les tractations qui intéressaient ces deux tènements.

L'étude de ce testament peut fournir sur la richesse et le niveau de vie du clergé biterrois deux indications : Matfred était riche : il a dépensé dans ces tractations trois mille douze sous melgoriens, trois cent soixante dix sous biterrois et quatre livres

biterroises. Or, son mobilier est modeste : son seul luxe est une coupe en argent. Nulle mention de ces vêtements somptueux que les conciles condamnent dès cette époque : pas de vêtements lamés d'or et d'argent, pas de gants, pas de fourrures. Le premier dignitaire du chapitre de Béziers, qui aurait pu vivre dans le luxe, avait donc su concilier l'aisance et la simplicité.

D'autre part, et ceci est plus conjectural, le chapitre laissait se substituer à lui un de ses dignitaires, peut-être parce qu'il était, sinon impécunieux, du moins limité dans ses ressources. Le préchantre de Saint-Nazaire, Bernard de Narbonne, sut, comme Matfred, gérer avec soin ses intérêts temporels. Quelques actes en font foi. En 1185 (27), il acheta à Raymond Vassadel, une condamine à Divisan pour quatre mille deux cents sous melgoriens payés comptant. Le vendeur s'engageait à obtenir l'approbation de Guilhem de Saint-Paul qui avait des droits sur cette terre. Sa femme confirma cette vente. Non seulement les chanoines de Saint-Nazaire mais Bernard, archevêque de Narbonne, et l'archidiacre de cette ville, furent témoins de cette vente.

Le Sacriste de l'église d'Agde et le prieur de Cassan affirmèrent à leur tour que Vassadel tenait d'eux en fief ce qu'ils possédaient respectivement à Agde et à Saint-Baudile près de Clairac et qu'ils promettaient de donner en cas d'éviction.

Le même mois et peut-être le même jour (28), un autre acte ajoutait que tant que le préchantre ne pouvait jouir dans la condamine qu'il venait d'acheter des six sestérés que tenait une certaine Garsinde, Vassadel lui donnait dix sestérés dans le territoire de Bassan. S'il semait ce terrain en blé et que Vassadel lui rende la condamine de Divisan enfin libérée, il devait l'arracher à moins que ce dernier terrain ne fut également semé en blé. Bernard, archevêque de Narbonne, figurait encore parmi les témoins.

Cinq ans plus tard, en septembre 1190, Guilhem de Saint-Paul cédait au préchantre, pour deux cents sous, tous les droits qu'il avait sur cette condamine : « Sive ratione pignoris, sive ratione retornis sive alia alique ratione vel occasione » (29). Roger, vicomte de Béziers, confirma l'acte de son sceau ; et trois témoins attestèrent par serment l'authenticité de cette chartre. Peu d'actes dans le Livre Noir s'accompagnaient d'un tel luxe de garanties.

D'un autre côté, le préchantre sut se retirer avec élégance d'une affaire peu sûre. En 1190 (30) il céda au camérier Guilhem de Boujan, les droits qu'il avait reçus en gage d'Arnaud de Maureilhan sur le bourg du même nom. Il avait versé seize cents sous melgoriens et se contentait d'en recevoir treize cents

(27) *L.N.*, p. 433, n° 302.

(28) *L.N.*, p. 437, n° 303.

(29) *L.N.*, p. 446, n° 310.

(30) *L.N.*, p. 448, n° 311.

« pro amore et pro linea consanguinitatis que est inter me et te ». Ces bons sentiments ne l'empêchaient pas de faire une bonne affaire : lorsque deux ans plus tard, Sibille, fille d'Arnaud de Maureilhan, vendit à l'évêque sa part du bourg de Maureilhan, elle prescrivit à l'évêque, pour racheter son gage, de verser à Guilhem de Boujan mille sous melgoriens (31). Aux dépens du camérier, le préchantre avait réduit sa perte de trois cents sous.

Matfred ou Bernard de Narbonne jouissaient donc d'une réelle aisance et se révélaient d'excellents hommes d'affaires. Leur fortune était cependant loin d'être immense et ces deux dignitaires constituaient des exceptions. Les tractations des autres chanoines portent sur des sommes plus modestes et leur fortune n'égalait point celles de Matfred et de Bernard de Narbonne.

En outre, à la fin du XII^e siècle, une partie de la mense canoniale ou des biens personnels des chanoines était consacrée à des fonctions pieuses ou charitables. Le testament de Matfred en est une première preuve. En 1170, l'évêque Bernard et son chapitre décidèrent de nourrir un pauvre au réfectoire durant les trente jours qui suivaient la mort d'un chanoine (32). En 1180, Etienne de Poupian, archidiaque, fit une fondation pour laver les pieds à cinquante pauvres et pour les traiter à Pâques (33). Bertrand de Narbonne, un de ses successeurs, fit de même pour vêtir et nourrir un pauvre à perpétuité (34).

Il y eut bien d'autres fondations vers la même époque, nous nous bornons à en citer trois dont la date est incontestable. Elles indiquent l'emploi d'une partie des ressources ecclésiastiques et témoignent de l'esprit charitable du clergé biterrois.

III. — LES JUIFS

L'existence de la communauté juive de Béziers au XII^e siècle est connue par quelques actes du Livre Noir et par une inscription en hébreu conservée au Musée lapidaire de Béziers (35).

(31) *L.N.*, p. 457, n° 316.

(32) *Inventaire de Gallien*, t. I, f° 97.

(33) *Inventaire de Gallien*, t. I, f° 97.

(34) *Inventaire de Gallien*, t. I, f° 98.

(35) Cette inscription était enchâssée dans un mur de la maison de Madame de Saint Victor, 28, rue de la Promenade. Lors de la reconstruction de cette maison, dans la première moitié du XIX^e siècle, on mit à jour une mosaïque sur laquelle étaient dessinés des caractères hébreux : c'était probablement le pavé d'une ancienne synagogue. L'impasse auquel elle confinait s'appelait Impasse du Chandelier, et faisait partie de la Juiverie du Roi. Peut-être faut-il voir dans ce nom une allusion au chandelier à sept branches.

Cette inscription a été plusieurs fois traduites une première fois en français en 1608, puis en latin par Meillot. Dom Pont la traduisit en français

L'origine de la communauté juive est inconnue. La Gardia Judaïca existait probablement au IX^e siècle (36). Elle est mentionnée pour la première fois dans un acte de 990 (37) et était déjà installée près de la cathédrale. Les juifs de Béziers étaient soumis à des redevances spéciales : au jour de Noël l'évêque levait sur eux du poivre, de la canelle et des peaux d'agneaux (38). Durant la semaine sainte, ils pouvaient être insultés et même lapidés par les chrétiens, clercs ou laïques. En 1160, par une charte per alphabetum (39), l'évêque Guillaume les exempta de ces vexations moyennant le paiement annuel, au jour des Rameaux, de quatre livres melgoriennes et le versement immédiat de six cents sous melgoriens. En retour, il promettait d'excommunier les clercs et de ne pas prendre la défense des laïques qui les molesteraient. Cette charte qui fut approuvée par les clercs de Saint-Nazaire, témoignait à la fois du progrès moral du clergé et de l'affermissement de la situation des Juifs.

En dépit de ces taxes supplémentaires, les Juifs bénéficiaient à Béziers d'une large tolérance et constituaient un élément actif dans la cité. Ils avaient construit une synagogue ainsi que l'atteste une inscription hébraïque conservée au musée lapidaire de Béziers. Voici la traduction donnée en 1887 par le grand Rabbin de Marseille J. Weyl :

1. — (que l'inscription) gravée sur cette pierre reste comme souvenir pour les enfants d'Israël afin que nos générations sachent ce que

2. — (Dieu a montré) de force, les merveilles qu'il a produites en faveur des exilés de notre peuple habitant cette ville. C'est parce que nous avons péché que...

3. — (...) a été anéantie la maison de notre gloire où nous adressions des louanges à notre Dieu et que nous avons été exilés de notre pays.

4. — (...) et livrés à nos ennemis, mais, en un clin d'œil, Dieu amènera notre délivrance ; il fera rentrer nos captifs, aura pitié de nous et nous fera retourner à...

5. — (...) et nous fera gagner la bienveillance des rois et des princes, afin qu'il nous reste la faveur d'avoir les moyens de relever la maison de notre Dieu.

6. — (la maison de nos pères). Nous nous lèverons et bâtirons. Nous fortifierons nos mains pour la bonne œuvre et

en 1757 et son travail a été publié dans l'Histoire du Languedoc, édition Dumège, t. IV, p. 101.

La traduction que nous reproduisons a été faite en 1877 à la demande de la Société archéologique de Béziers par J. WEYL, grand Rabbin de Marseille.

Voir L. NOGUIER : *Inscription juive de Béziers B.S.A.B.*, 1878, p. 256 et E. BONNET : *Répertoire Archéologique du département de l'Hérault*, p. 11.

(36) A. DUPONT, *op. cit.*, p. 4.

(37) *H.L.*, t. V, col. 314.

(38) *Acte du cartulaire de Béziers* cité par ANDOQUE, *op. cit.*, p. 59 et par SABATIER *op. cit.*, p. 191.

(39) *H.L.*, t. V, col. 1235, n° 635 ou *L.N.*, p. 266, n° 197.

avec l'assistance efficace de Dieu, il y aura un édifice solide et fort.

7. — (Nous remplacerons les briques tombées) par les pierres de taille. Le sanctuaire dans lequel se trouve l'arche renfermant les livres de notre torâh (loi) a été bâti dans le domaine (propriété).

8. — (De Rabi) Halaphta, un des principaux chefs de notre ville, l'administrateur de notre temple (maison de Dieu). Par son don volontaire il a été élevé cette bâtisse.

9. — (Dieu le lui compte) comme bon œuvre ! Son édification a été achevée le 13 tamous 4.904.

10. — de la création du monde. Dieu dans sa miséricorde hâte notre délivrance ! qu'il ramasse nos dispersés, qu'il rapproche l'époque de Messie.

11. — (à Jérusalem) que sa maison y soit rétablie, que le Saint, loué soit-il, demeure dans sa résidence... que le cordeau soit étendu sur Jérusalem et que nous en soyons tous dignes.

12. — (de chanter) un cantique nouveau. Puissions-nous avoir la joie de voir le rétablissement du Beth Hamiladash (Temple de Jérusalem). Amen.

Le 13 tamous 4.904 de la création du monde correspond au 16 juin 1144, date à laquelle la construction de la synagogue fut achevée. Les espérances messianiques et l'attente de la résurrection d'Israël sont des sentiments trop généraux dans la tradition hébraïque pour que l'on puisse tirer la moindre indication sur la mentalité des Juifs biterrois. Ce qui est à noter, outre l'existence même de la synagogue, c'est la situation de Rabi Halaphta « un des principaux chefs de notre ville ». Il est difficile de faire la part de la flatterie et de la réalité et de préciser le rôle de ce Juif, mais il est certainement l'homme qui, de ses propres deniers et sur son terrain, avait fait bâtir la synagogue. Il était aussi un personnage riche et important dans la cité.

Il n'est d'ailleurs pas le seul. En 1162, le juif Nathan s'associe au préchantre de Saint-Nazaire Guilhem pour percevoir les leudes que l'évêque Guillaume leur concédait pour deux ans moyennant cent sous melgoriens (40).

Les vicomtes comme les évêques semblent avoir eu de bons rapports avec les Juifs. Quand, en 1770, pour venger son père assassiné, Roger II Trencavel fit massacrer par les Aragonais une partie de la population biterroise, il épargna les Juifs. Cette clémence a été interprétée de deux manières qui ne s'excluent pas. Pour les uns (41) elle fut achetée à prix d'argent, pour les autres (42), elle fut méritée par leur fidélité au vicomte défunt. Quelques années plus tard, Roger II avait pris pour baile un Juif nommé Nathan (43).

(40) *H.L.*, t. IV, col. 724 ; *L.N.*, p. 276, n° 202.

(41) SABATIER *op. cit.*, p. 210.

(42) SAIGE : *Les Juifs en Languedoc*.

(43) *H.L.*, t. IV, col. 721.

Aussi dans le récit de son voyage (Benjamini Tudellensis itinere), le Juif Benjamin a parlé de la communauté juive de Béziers (44) : « (dans Béziers), l'assemblée est versée dans les études de la sagesse, où excellent R. Salomon Halaphta et R. Joseph, fils de R. Naphanel, de pieuse mémoire ».

Bref, d'après les textes, la communauté juive de Béziers semble riche et influente dans la cité. Les évêques ont libéré cette communauté de vexations odieuses. Ils ont entretenu avec certains de ses membres de bons rapports d'affaires. Leur attitude s'inspire d'une tolérance qui est une des formes les plus difficiles de la charité.

Pourtant cette tolérance serait suspecte si les Juifs avaient été les fourriers de l'hérésie. Ainsi se pose pour Béziers cette question que Saige avait jadis posée pour le Languedoc (45). Pour y répondre, il convient d'examiner successivement trois hypothèses.

Les Juifs ont-ils été les propagateurs directs de l'hérésie ? L'opposition des doctrines exclue cette hypothèse. Le dualisme cathare est l'antithèse du monothéisme juif. Rien ni dans les textes ni a priori, ne permet de défendre cette opinion.

Les Juifs ont-ils alors été les propagateurs indirects de l'albigéisme ? La renaissance du commerce méditerranéen les avait remis en rapport avec l'Orient ; ils semblent avoir eu à Béziers le monopole des produits exotiques : ne payaient-ils pas à l'évêque une redevance en poivre et en cannelle ? Ce mouvement d'hommes et de marchandises dont les Juifs furent les plus actifs animateurs, n'a-t-il pas introduit l'hérésie dans Béziers ? Deux observations montrent la fragilité de cette hypothèse. D'abord le commerce se faisait surtout avec le Levant et le catharisme semble plutôt d'origine balkanique. D'autre part, Montpellier, qui était un centre commercial beaucoup plus actif que Béziers, et vers qui convergeaient des marchands de l'Orient, n'a jamais été une ville hérétique.

Reste alors une dernière possibilité à envisager. Les Juifs ont-ils soutenu l'hérésie ? Rien ne le prouve avec certitude. Ils vivaient en bons rapports avec les évêques et n'avaient guère intérêt à se mêler aux querelles religieuses. Sans doute, ils furent victimes de la croisade. A l'approche des croisés, ils quittèrent la ville « li jussieu de la villa l'en (le vicomte) après segü » dit un vers de la Cansos de la Crozade contrals ereges albeges (46). C'est là une marque de prudence mais non une preuve de connivence avec les hérétiques. Lorsque Narbonne se soumit aux légats, l'archevêque leur livra tous les biens que les juifs biterrois possédaient dans sa métropole. Le comte de Toulouse, à son tour, dut promettre de ne plus employer de

(44) Cité par C. DOUAI : *Les Albigeois*, p. 317.

(45) SAIGE : *Les Juifs en Languedoc avant le xiv^e siècle*, Paris, 1881, 388 p. in-8°.

(46) Cité par L. NOGUIER, *op. cit.*, p. 78.

juifs. Les croisés, venus de régions peu habituées à la tolérance envers les Juifs réagissaient ainsi, avec violence, contre un milieu qui les avait trop favorisés. Mais il est impossible de tirer de cette attitude d'autres indications.

Dans l'état actuel de la documentation, rien ne permet de conclure à une liaison entre Juifs et hérétiques, ni de ranger les enfants d'Israël parmi les promoteurs ou les soutiens de l'Albigéisme biterrois.

IV. — LES HERETIQUES

« Béziers, citadelle de l'hérésie », telle est la thèse traditionnelle, nous avons essayé de la ruiner (47). Une minorité d'hérétiques et une majorité de chrétiens, telle est, pour nous, la situation véritable de Béziers en 1209.

L'existence de l'hérésie pose deux questions. Comment a-t-elle pénétré dans Béziers et quels furent ses rapports avec le pouvoir épiscopal ?

L'historiographie traditionnelle a expliqué le triomphe de l'hérésie par trois causes essentielles : la corruption et l'ignorance du clergé, le prestige personnel des Parfaits, et la protection des seigneurs.

La première cause n'est pas à retenir : ce que nous avons dit plus haut paraît l'éliminer. La présence de quatre médecins dans la liste Domairon est le seul indice en faveur de la seconde hypothèse : leur profession secourable rendait plus aisé leur apostolat. Nous ignorons du reste, s'ils étaient Parfaits ou croyants.

Il est impossible d'étudier la conduite des vicomtes à l'égard de l'hérésie dans le cadre étroit que nous nous sommes imposé. Nous croyons, pour notre part, que leur attitude, comme celle des comtes de Toulouse, a été dictée par des motifs politiques et non par des raisons religieuses. Ni Roger II pieusement enseveli à Cassan, ni Raymond Roger, arrêté par trahison et lâchement assassiné, ne nous paraissent avoir été des sectateurs de l'abigéisme. Bertrand de Saissac, tuteur de Raymond Roger, fut hérétique, mais seigneur des Corbières, il fut choisi non pour ses croyances, mais à cause de sa puissance et de son hostilité au Comte de Toulouse ; et il promit à l'évêque Geoffroy de ne point introduire d'hérétiques dans Béziers. La politique religieuse des derniers Trencavel mériterait une étude qui n'est point de notre propos. Du moins, les vicomtes ne paraissent pas avoir favorisé l'hérésie dans le diocèse de Béziers. On doit alors chercher une autre explication. Faut-il rendre les Juifs responsables de la pénétration albigeoise ?

(47) Cf. Tout le chapitre V.

Saïge avait posé la question. Nous avons vu plus haut que cette hypothèse n'était pas acceptable.

Deux faits d'histoire locale ont pu contribuer au développement de l'hérésie en terre biterroise : la prédication des hérétiques français et l'immigration aragonaise.

L'hérésie albigeoise est sans doute d'origine balkanique. Cependant le seul prédicateur hérétique dont la présence est assurée dans le diocèse est d'origine française : Thierry que protégeait Etienne de Servian (48). Les Méridionaux faisaient grand cas de son origine. Il venait de France : « ubi esse disconitur fons scientie, et religionis christiane » (49). Son action paraît incontestable. La liste Domairon, de son côté signale l'existence d'un hérétique français : « francigens » ; pour une part l'hérésie à Béziers avait une origine française.

Elle eût peut-être aussi une origine aragonaise. Raymond Trencavel fut assassiné dans l'église de la Madeleine en 1167. Roger II voulut venger son père et il assiégea Béziers l'année suivante, mais en vain. Alors, après un simulacre de réconciliation, il fit entrer dans la ville des bandes aragonaises : elles devaient la défendre contre le comte de Toulouse. Une fois dans la place, les Aragonais massacrèrent les Biterrois et ils épousèrent les Biterroises. Comme l'a écrit Geoffroy de Vigéois, « les jardins des traîtres furent semés d'une autre semence, car les femmes et les familles des citoyens furent donnés aux étrangers » (50). Or l'Aragon était un foyer d'hérésie. En 1179, le canon 27 du III^e concile du Latran (51) condamna les Aragonais coupables de monstrueuses hérésies. Le concile de Montpellier renouvela, en 1195, la condamnation du Latran contre les hérétiques et les Aragonais (52). De plus, la liste Domairon contient une douzaine de noms d'origine espagnole. Il est donc possible que l'immigration aragonaise, provoquée par la mort dramatique et mystérieuse de Raymond Trencavel ait contribué au développement de l'hérésie. Le chiffre de la liste Domairon indique cependant que cette influence fut modeste.

Prédicateurs français et soldats aragonais ont pu apporter l'hérésie en Biterrois. Ils ne furent vraisemblablement pas les seuls. Nous devons accepter notre ignorance et reconnaître que, pour une part, l'introduction de l'hérésie à Béziers reste enveloppée d'obscurité.

La négligence ou la complicité de l'épiscopat aurait, selon certains, permis le développement de l'hérésie. Nous rejetons

(48) Cf. ch. V.

(49) Pierre DES VAUX DE CERNAY, *op. cit.*, p. 25. Cette affirmation prouverait, s'il en était besoin, que nulle hostilité n'animait a priori les Méridionaux contre les gens du Nord. Faire de la croisade un conflit de race est une absurdité.

(50) Cité par BERPERRON, *op. cit.*, p. 28.

(51) MANSI, t. XXII, col. 221/233.

(52) MANSI, t. XXII, col. 668/671.

cette thèse mais nous devons alors étudier l'attitude des évêques à l'égard des hérétiques ; pour nous, elle se résume en deux points : le pouvoir épiscopal connaissait le danger hérétique et il a été un obstacle à sa propagation.

Les évêques connaissaient le danger hérétique et luttaien contre lui. L'évêque Geoffroy, en 1194, obtint de Bertrand de Saissac, la promesse qu'il n'introduirait pas d'hérétiques : « Nec hereticos vel Valdenses in predicta villa vel episcopatu, nos vel aliquis nostro consilio inducemus » (53). L'évêque obtenait même un véritable pouvoir sur les hérétiques : « Et si forte ibi fuerint, pro posse nostro, illos inde ejicimus et tibi episcopo, jus et liberam potestatem per me et vicecomitem eos expellendi concedo ». Nous ignorons dans quelle mesure les évêques utilisèrent ce droit. S'ils n'exterminèrent pas l'hérésie, du moins, ils surveillaient les hérétiques. La liste Domairon en fournit la meilleure preuve puisqu'elle dénombre les hérétiques par bourgs et indique leur profession. Pierre des Vaux de Cernay lui-même confirme la vigilance de l'épiscopat biterrois : « Episcopus, qui eos plene noverat et etiam in scriptum redigerat, nominaret » (54).

Aussi le pouvoir épiscopal a été un obstacle au développement de l'albigéisme. L'hérésie était ancienne en Languedoc. Au début du XII^e siècle, Pierre de Bruys et Henry de Lausanne avaient gagné des adeptes. Pourquoi dès lors n'avons-nous trouvé des traces de l'hérésie à Béziers qu'au début du XIII^e siècle ? Pour certains, la réponse est facile : les hérétiques étaient légion à Béziers comme ailleurs et la négligence de l'épiscopat explique le silence des textes. A notre avis, le mutisme de la documentation a pour cause le petit nombre des hérétiques.

Mais pourquoi l'hérésie qui, pour gagner des fidèles, disposait de moyens puissants, surtout d'ordre moral, n'a-t-elle pas eu plus d'adeptes à Béziers ? Qui a pu s'opposer à sa diffusion ? Les vicomtes ? Il n'y paraît guère. Les missionnaires du Saint Siège ? Mal vus des évêques, ils n'ont eu qu'un très médiocre succès. Pour nous, le seul obstacle qui a pu limiter la diffusion de l'hérésie et réduire ses ravages, c'est le pouvoir épiscopal, affermi sur le plan spirituel comme sur le plan temporel.

(53) *H.L.* t. VIII, col. 429/431.

(54) Cf. ch. V. la citation intégrale de Pierre des Vaux de Cernay, note 54.

Conclusion

Au terme de notre enquête, le pouvoir épiscopal à Béziers de 1152 à 1209 apparaît avec un suffisant relief, pour que l'on puisse risquer à son sujet quelques considérations d'ensemble.

Le pouvoir épiscopal était à Béziers en pleine ascension. Avec l'aide sans réserve du Saint Siège et l'appui, plus discret et moins désintéressé, de la Maison de Saint-Gilles, les évêques ont affermi leur autorité au détriment des vicomtes comme aux dépens des abbayes, tandis que se dessinaient les premiers linéaments de leur curie. Les concessions, arrachées aux vicomtes en matière de nomination ou d'inféodation, les impignurations de la haute justice qui aboutissaient, pour l'évêque à une immunité de fait, au moins momentanée, les compositions qui furent conclues avec les abbayes et qui, par le refus de l'exemption, maintenaient les réguliers sous la justice de l'Ordinaire, ont jalonné, dans la seconde moitié du XII^e siècle la montée en puissance de l'épiscopat biterrois.

Ce fait domine alors l'histoire du diocèse de Béziers. Pour l'historiographie traditionnelle, l'envahissement de l'albigéisme constituait, à cette époque, le fait essentiel. Cette thèse est, selon nous, erronée : Béziers, capitale de l'hérésie, est une légende sans fondement, inventée après le siège de 1209 pour le justifier. La réalité historique nous paraît différente. Dans la première moitié du XII^e siècle, le redressement moral et religieux, dont la réforme du chapitre est le témoignage le plus sûr, domine la vie du diocèse. Après 1152, tous les événements et tous les textes convergent autour de l'affermissement du pouvoir épiscopal. Pendant un siècle au moins, s'est vérifiée à Béziers la parole de s. Cyprien : « Ecclesia in episcopo ».

L'évolution du pouvoir épiscopal est avant tout, un fait juridique. Sans doute la fonction épiscopale à Béziers participait à la fois de l'ordre du politique et de l'ordre du sacré et ses transformations ont dépendu, pour une part, des contingences de l'histoire et de l'action des hommes. Mais cela était pour notre étude, d'importance secondaire et, d'ailleurs, une documentation trop mince ne nous permettait guère d'atteindre aux profondeurs de l'humain. Plutôt qu'à débroussailler des événements confus ou à dessiner des hommes aux traits plus qu'à demi effacés, nous nous sommes attaché à analyser des institutions et à étudier des rapports de droit. Sans doute nous avons systématiquement laissé de côté les traits permanents et

généraux de la fonction épiscopale ou de l'organisation seigneuriale : le pouvoir épiscopal de l'évêque de Béziers n'a été étudié ici que sous l'angle de sa spécificité. Même alors, il apparaît que les grandes conquêtes de cette époque se définissent en termes de droit canonique ou de droit féodal : coseigneurie, immunité, refus de l'exemption. Aussi est-ce aux aspects juridiques de cette histoire que nous nous sommes spécialement intéressé. Nous n'avons fait à cette règle qu'une exception, d'ailleurs importante : l'hérésie. Mais l'étude de l'albigéisme biterrois, si minutieuse qu'elle dût être nous a paru indispensable pour détruire les légendes traditionnelles, qui masquaient la réalité de l'histoire et déformaient complètement l'œuvre du pouvoir épiscopal.

L'ascension du pouvoir épiscopal fut enfin un événement durable par ses conséquences. Les évêques de Béziers, après 1209, ont bénéficié des efforts et des progrès du XII^e siècle. Lorsque, en 1216, Honorius III confirma, en la complétant, la pancarte d'Eugène III (1), il ratifia tous les accords conclus, en faveur du pouvoir épiscopal, entre les évêques et les abbayes de Saint-Aphrodise, de Saint-Jacques et de Joncels : la croisade n'avait point aboli l'œuvre canonique de Bernard Gaucelm.

Elle n'a pas davantage effacé les progrès temporels de l'épiscopat. Aux dépens d'un vicomte besogneux, instable et souvent absent, l'évêque était devenu, au XII^e siècle, coseigneur de Béziers. Coseigneur, il l'est resté jusqu'en 1789, malgré la présence et le zèle des officiers du Roi. L'épiscopat a ainsi profité des concessions arrachées aux Trencavel, car jamais il n'aurait pu les obtenir du pouvoir royal. Dans ce domaine surtout, l'œuvre des évêques fut durable, car elle avait été accomplie au moment opportun.

Au fond, le siège de 1209 a été un acte inutile. A lui seul, il n'eût pas suffi à abattre la résistance du dernier Trencavel. L'hérésie disparut peut-être pour un temps, mais ce grand éclat n'était pas nécessaire pour éliminer le petit nombre de ses adeptes. La ville pansa ses blessures et se releva de ses ruines. Avec les Montfort, puis sous l'égide du Roi capétien, le diocèse de Béziers entraît sans doute dans une période nouvelles de son histoire. Mais le pouvoir épiscopal sut conserver les avantages acquis au XII^e siècle. Pour exprimer en un ultime symbole cette réalité complexe, on peut dire que le pouvoir épiscopal fut à l'image de la cathédrale Saint-Nazaire, qu'il avait édifiée, et dans laquelle des murs romans, qui résistèrent à l'incendie de 1209, ont servi de base aux croisées d'ogive des voûtes gothiques.

(1) *L.N.*, p. 543, n° 361, cf. ch. I, 2^e partie.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
I. — Sources	5
II. — Travaux	6
INTRODUCTION	9
Chapitre I ^{er} : LE DIOCÈSE DE BÉZIERS AU MILIEU DU XII ^e SIÈCLE.	15
I. — L'influence du Saint-Siège.....	16
II. — Le patrimoine de Saint-Nazaire.....	18
III. — La libération des élections épiscopales.....	21
IV. — La réforme du Chapitre de Saint-Nazaire.....	23
V. — Le prieuré de Cassan.....	25
Origines de Cassan et formation de saint Guiraud.	26
Richesse de Cassan.....	27
Ferveur de Cassan.....	28
VI. — Etat moral et vie chrétienne.....	29
Appendice : Etude critique des sources de la vie de saint Guiraud.....	33
Chapitre II : LES INSTRUMENTS DU POUVOIR ÉPISCOPAL. — LES ORIGINES DE LA CURIE.....	35
I. — Le sénéchal	35
II. — Le tabellion	38
III. — Le juge	39
LE DIOCÈSE DE BÉZIERS (carte).....	40
Chapitre III : L'ÉVÊQUE DE BÉZIERS ET LA HIÉRARCHIE FÉODALE	41
I. — L'évêque de Béziers et ses vassaux.....	42
II. — L'évêque et ses bourgeois.....	43
III. — Les évêques de Béziers et les comtes de Toulouse.	45
IV. — Les évêques et les vicomtes de Béziers.....	48

Chapitre IV : LE POUVOIR ÉPISCOPAL ET LA LUTTE POUR L'EXEMPTION. — L'ŒUVRE DE BERNARD GAUCELM.....	55
1 ^{re} partie : Les divers conflits.....	56
I. — Le Chapitre cathédral.....	56
II. — Le prieuré de Cassan.....	56
III. — Les abbayes de Saint-Aphrodise et de Saint-Jacques	57
IV. — L'abbaye de Villemagne.....	60
V. — L'abbaye de Joncels	62
VI. — Gellone, Aniane et Valmagne.....	64
VII. — La milice du Temple et l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem	65
2 ^{me} partie : Les caractères communs.....	68
Appendice : Le Saint-Siège et l'exemption dans le diocèse de Béziers.....	73
Chapitre V : LA CARENCE DU POUVOIR ÉPISCOPAL ET LE TRIOMPHE DE L'HÉRÉSIE. ÉTUDE CRITIQUE DE L'HISTORIOGRAPHIE TRADITIONNELLE.....	75
Chapitre VI : LE POUVOIR ÉPISCOPAL ET LA DÉFENSE DE L'ORTHO- DOXIE	91
I. — L'épiscopal	91
II. — Le clergé	93
III. — Les Juifs	100
IV. — Les hérétiques	104
CONCLUSION	107
TABLE DES MATIÈRES.....	109

